

# Le Marxisme Vivant

Revue de Théorie et Politique Internationale  
n° 15 - 2007

Cette brochure est l'édition en langue française de  
*la plupart des articles* de la revue *Marxismo Vivo*  
- *n° 15* (2007) publiée en espagnol (voir  
[www.marxismovivo.org](http://www.marxismovivo.org)).

**Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale**  
[www.litci.org](http://www.litci.org)

## Présentation

Cette nouvelle édition du *Marxisme Vivant* se penche sur la situation vénézuélienne. D'autre part, nous inaugurons dans cette édition une nouvelle section que nous avons intitulée « IV<sup>ème</sup> Internationale », où nous parlons aussi du Venezuela. Ce n'est pas par hasard. Les deux thèmes sont intimement liés.

Dans plusieurs éditions précédentes, nous avons écrit sur la reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale. Toutefois, nous croyons que nous vivons maintenant un moment spécial, puisque la réalisation de cette tâche est à l'ordre du jour non seulement comme une nécessité mais comme une possibilité. C'est ce qui justifie précisément la création de cette section, qui sera dorénavant permanente dans notre revue.

Dans plusieurs occasions nous avons parlé d'un « déluge » opportuniste qui, à partir de la restauration du capitalisme dans les Etats ouvriers, a englouti la majorité de la gauche, non seulement la réformiste mais aussi la révolutionnaire. Ce déluge opportuniste est une réalité, qui se manifeste de nos jours dans une capitulation honteuse de cette même gauche aux gouvernements de front populaire ou aux gouvernements populistes, de l'Amérique latine. Mais c'est aussi une réalité que, dans divers pays du monde, des organisations révolutionnaires existent ou sont en train de naître, dans la majorité des cas encore relativement petites, qui résistent à ce cours et qui refusent de tendre le tapis rouge à ces nouveaux gouvernements capitalistes déguisés en « socialistes du 21<sup>ème</sup> siècle ».

---

2,50 €

Adresse de contact en Belgique: [lct.cwb@gmail.com](mailto:lct.cwb@gmail.com)  
Ed. resp. J.Talpe-rue de l'Elan 73-B10 - 1170 Bxl:

Cette réalité est un sous-produit de la situation révolutionnaire mondiale, qui fait que les masses, et spécialement des secteurs d'avant-garde, sont en train de faire leur expérience non seulement avec les gouvernements bourgeois traditionnels mais aussi avec les gouvernements de front populaire. Dans quelques cas, ces organisations révolutionnaires sont en train de se regrouper autour de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV<sup>ème</sup> Internationale, mais en général, elles continuent à être dispersées et sans connexion entre eux.

Quand nous avons lancé la revue *Le Marxisme Vivant*, en 2000, nous avons dit que notre objectif était d'aider à élaborer le programme de la révolution après les événements de l'Europe de l'Est. Aujourd'hui, nous continuons à avoir pour but d'aider à construire le programme de la révolution, mais notre objectif est devenu beaucoup plus précis. Notre intention est d'aider à construire le programme qui donnera les bases pour regrouper les organisations et les activistes ouvriers, étudiantins et intellectuels qui ne se sont pas laissés entraîner par le déluge opportuniste. Notre intention est de reconstruire le programme qui peut servir de base pour reconstruire la IV<sup>ème</sup> Internationale.

Au moment de faire face à cette tâche, le thème Venezuela est devenu une ligne de partage des eaux. Et il ne pouvait pas en être autrement. Il y a un débat dur au sein de la gauche. Apparemment, il s'agirait d'un débat entre socialistes révolutionnaires, mais ce n'est pas le cas. Le soi-disant « Socialisme du 21<sup>ème</sup> siècle » ne diffère en rien du réformisme du 20<sup>ème</sup> siècle.

C'est le vieux débat entre réforme et révolution et c'est autour de l'actualisation de ce débat que nous avancerons - ou non - dans la Reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale. Il y a du pain sur la planche !

# Venezuela :

## Chavez dirigera-t-il la révolution socialiste ?

**Alejandro Iturbe**

Membre de la direction nationale du FOS  
(Frente Obrero Socialista - Argentine)

### **Chavez et le « socialisme du 21ème siècle »**

Dans ses discours après sa réélection en décembre 2006, le président du Venezuela, Hugo Chavez Frias, a affirmé que son pays entamait résolument « la phase de construction du socialisme ». Il a aussi annoncé la création du PSUV (Parti Socialiste Unitaire du Venezuela) comme l'instrument politique qui dirigerait cette phase. Peu de temps après, il a nationalisé les entreprises CANTV (téléphonie) et EDC (énergie), jusqu'alors contrôlées par des capitaux américains, moyennant l'achat total ou partiel de leurs actions.

Ces faits ont augmenté encore plus l'appui que l'immense majorité de la gauche latino-américaine était déjà en train de donner au chavisme, une gauche qui s'étend depuis les vieux partis communistes et les courants castro-guevaristes jusqu'à des secteurs nationalistes, et qui englobe aussi, regrettablement, beaucoup de courants trotskystes.

De manière schématique, nous disons que ce vaste spectre de la gauche élabore trois caractérisations différentes dans ses considérations sur Chavez. Les partis communistes et les courants castro-guevaristes soutiennent que le Venezuela est déjà en marche vers le socialisme, comme l'affirme Chavez. D'autre part, quelques secteurs provenant du trotskysme affirment que ce chemin n'a pas encore été entamé, mais qu'il est à l'ordre du jour comme une possibilité réelle. Finalement, l'analyse d'autres organisations trotskystes arrive à la conclusion qu'il est impossible que le chavisme dirige un processus de révolution socialiste, étant donné son caractère bourgeois, mais que, sous ses gouvernements, le Venezuela s'est transformé en une semi-colonie yankee dans un pays indépendant de l'impérialisme.

De notre part, nous soutenons que les trois définitions précédentes sont erronées. Nous affirmons que le Venezuela, loin d'aller vers le socialisme ou même de s'être transformé en un pays indépendant, est

toujours un pays capitaliste semi-colonial. Qui plus est, nous affirmons que Hugo Chavez n'a aucune intention de modifier ce caractère. Evidemment, il s'agit d'une définition polémique, que nous essayerons de démontrer dans les articles de ce dossier.

### **Qu'est ce que le socialisme du 21ème siècle ?**

Avant d'entrer dans le fond de ce débat, il nous paraît important d'indiquer que le fait qu'il a lieu est déjà une manifestation des changements profonds dans la situation latino-américaine et dans la conscience des masses du continent depuis les années 90. Durant ces années, après la chute du Mur de Berlin et l'effondrement des Etats du soi-disant « socialisme réel », l'impérialisme a lancé une forte campagne idéologique sur « la mort du socialisme » et « le triomphe du capitalisme ». Cette campagne a été accompagnée d'une offensive générale de privatisations d'entreprises étatiques et d'attaques aux conquêtes sociales et du travail, obtenues durant les années précédentes, tant dans les pays de l'Est comme en Amérique latine.

Cette politique a été présentée comme la voie du développement économique et « l'entrée au *Premier Monde* ». Face à l'échec du soi-disant « socialisme réel », une partie du mouvement de masses latino-américain a cru en ces idées pendant un certain temps et, suite à cela, des gouvernements comme celui de Fernando Enrique Cardoso, au Brésil, ou de Carlos Menem, en Argentine, ont dominé la scène.

Mais le mensonge a des courtes jambes et, en peu de temps, les masses ont constaté que le résultat était seulement une augmentation de la pauvreté et de la misère, comme une partie d'une plus grande colonisation impérialiste des pays latino-américains, et qu'il fallait se battre contre cette politique et les gouvernements qui l'appliquaient. Cela s'est manifesté, au début du 21ème siècle, par l'irruption continue de processus révolutionnaires dans plusieurs pays (Equateur, Argentine, Bolivie et Venezuela).

Ces luttes, avec leurs revendications contre le capitalisme impérialiste et la colonisation (rejet de la dollarisation de l'économie, nationalisation sans paiement des ressources naturelles, non-paiement de la dette extérieure, rupture avec le FMI...), ont placé de nouveau le socialisme comme une perspective nécessaire pour les masses. En para-

phrasant Marx, le socialisme est de nouveau un « spectre qui parcourt l'Amérique latine ».

Les déclarations et les discours de Chavez se situent dans le cadre de cette nouvelle réalité continentale et il y a deux alternatives pour interpréter leur signification. La première est que Chavez dirige un processus qui va réellement vers le socialisme et que nous ne le voyons pas, une incompréhension qui nous mènerait à une politique sectaire et erronée.

La seconde alternative est que Chavez ne veut pas avancer vers la construction du socialisme mais qu'il est obligé de l'utiliser dans ses discours, à cause de la situation que nous avons analysée, comme un moyen pour tromper le mouvement de masses. Autrement dit, il parle de « socialisme » pour cacher son projet qui veut que le Venezuela continue à être un pays capitaliste. Nous croyons que la seconde alternative est celle qui correspond à la réalité.

### **Comment aborder le débat ?**

Nous pourrions entamer le débat avec un résumé des analyses et des idées de Karl Marx, le premier à formuler la perspective de la révolution socialiste sur la base d'une analyse scientifique du capitalisme et des processus économiques et sociaux qui se sont développés en son sein (des idées que Lénine et Trotsky ont par la suite approfondies et essayées de mettre en pratique, dans la Révolution Russe de 1917).

Il nous paraît, toutefois, que ce serait un point de vue erroné qui mènerait le débat sur une voie sans issue, non seulement parce qu'il y a eu d'autres expériences qui ont suivi des cours différents (la Yougoslavie, la Chine, Cuba) mais aussi parce qu'en outre le courant chaviste affirme que sa proposition est différente de celle de Marx, étant donné qu'elle répond à une réalité différente. C'est pourquoi, il nous paraît mieux de focaliser le débat, d'une certaine manière, par la négation, c'est-à-dire d'analyser les politiques et les mesures centrales mises en oeuvre par le chavisme et de vérifier si elles représentent, ou non, une rupture avec le système capitaliste-impérialiste.

### **La dette extérieure**

Le Venezuela est un des meilleurs payeurs latino-américains de sa dette extérieure et il a été le pionnier de la mode du « paiement antici-

pé » en 2006. Durant ses huit premières années (du 31/12/1998 au 31/12/2006), le gouvernement de Chavez a payé un total de 24,8 milliards de dollars (une moyenne de 3,1 de milliards par an). En 2006 uniquement, il a payé environ 6,5 milliards (4% du PBI prévu, presque l'équivalent au budget pour l'ensemble de la santé et l'éducation). En dépit d'avoir payé une quantité supérieure à la dette héritée (23,3 milliards de dollars), celle-ci a augmenté de 7,7 milliards et est arrivée à 31 milliards.

Mais ces chiffres dissimulent une partie de la réalité, puisque le chavisme donne cours aussi à la politique promue par l'impérialisme d'échanger une partie de la dette extérieure (les « bons » du plan Brady) contre de nouveaux titres, qui sont comptabilisés maintenant comme « dette publique intérieure ». Entre 1998 et 2004, cette dernière a augmenté de 5,5 à 15,2 milliards de dollars, quantité qui doit s'ajouter à celle déjà mentionnée pour calculer l'endettement total en dollars du pays.

### **Politique pétrolière**

La production d'hydrocarbures est la base économique du pays. Elle apporte près de 30 % du PIB et un pourcentage beaucoup plus grand des recettes de l'Etat. L'exploitation pétrolière commerciale a commencé en 1913 et s'est développée dans la décennie suivante, sous le régime dictatorial de Juan Vicente Gómez, avec le bradage presque total de la production à des compagnies américaines et britanniques. En 1959, le gouvernement de Betancourt a créé l'entreprise étatique *Corporación Venezolana del Petróleo* (CVP - Entreprise vénézuélienne du pétrole) pour exploiter un secteur minoritaire de la production (28 %). Postérieurement, des nationalisations partielles ont eu lieu jusqu'à ce que, en 1975, Carlos Andres Perez a créé l'entreprise étatique monopolistique *Petróleo De Venezuela Sociedad Anónima* (PDVSA - Pétrole du Venezuela SA).

En 1995, Rafael Caldera a entamé « l'ouverture pétrolière » et les compagnies étrangères sont revenues par le biais des « entreprises mixtes » avec PDVSA, et le bradage de secteurs en concession pour leur exploitation exclusive. Autrement dit, il a éliminé le monopole étatique.

Chavez a approfondi cette politique puisqu'il a créé de nouvelles « entreprises mixtes » et a livré davantage de zones aux compagnies étrangères, par ce qu'on appelle les « associations stratégiques ». A travers ces dernières, Conoco-Phillips, Chevron-Texaco, Exxon-Mobil, etc., produisent 620.000 barils de pétrole par jour et en obtiennent 480.000 en plus par leur participation dans les « entreprises mixtes ». Si nous additionnons les deux mécanismes, ces entreprises contrôlent 40 % de la production du pays. Comme PDVSA leur paye pour chaque baril environ 10 dollars de plus que le coût réel de production, elles obtiennent un profit de 11 millions de dollars par jour (4 milliards de dollars par an), sans considérer d'autres affaires.

C'est la même chose avec le gaz, jusqu'à présent peu exploité commercialement mais dont l'importance croîtra avec le projet du gazoduc sud-américain. Le gouvernement a donné les gisements situés dans la *Plataforma Deltana* en concession à Chevron-Texaco, British Petroleum, Statoil et Total, tandis que Gazprom (russe) a obtenu le projet *Rafael Urdaneta*, dans la partie occidentale du pays.

Cette politique ne se limite pas au niveau des contrats mais a acquis un rang constitutionnel. La Constitution approuvée en 1999, bien que conservant le critère que les actions de PDVSA peuvent seulement être étatiques, inclut l'article 303 qui autorise l'Etat à privatiser partiellement l'industrie pétrolière par le biais « *de filiales, d'entreprises et d'associations stratégiques* » que PDVSA devra créer dans son développement.

C'est pourquoi, nous ne croyons pas que le vieil historien anti-impérialiste Domingo Alberto Rangel exagère quand il affirme que « *la politique pétrolière du gouvernement de Chavez est de bradage depuis l'époque Juan Vicente Gómez* ».

### **Les investissements étrangers**

Avant d'analyser la politique du chavisme concernant les investissements étrangers en général, il nous paraît nécessaire d'éclaircir d'abord une question. Entre 1999 et la première moitié de 2003, le Venezuela a vécu un processus important de désinvestissement et de fuite de capitaux, mené à bien par l'impérialisme et les secteurs les plus forts de la bourgeoisie locale. Au-delà de la crise économique du pays, cela manifestait la grande méfiance de ces secteurs face au processus



révolutionnaire de masses, ainsi qu'une tentative de discréditer le gouvernement chaviste. Mais après la défaite du putsch et l'échec du lock-out, l'impérialisme et la bourgeoisie vénézuélienne ont changé leur politique. Dans le cadre d'une forte récupération de l'économie, promue par la hausse des prix du pétrole, les investissements étrangers ont aussi augmenté rapidement.<sup>1</sup>

Au-delà de ces oscillations, la politique du chavisme a été, depuis son début, celle d'offrir les meilleures conditions pour l'investissement impérialiste. Par exemple, l'art. 301 de la Constitution de 1999 établit que « *les investissements étrangers seront soumis aux mêmes conditions que l'investissement national* » (une clause semblable à une des exigences de l'ALCA). Cette même année a été promulguée la Loi de Promotion et de Protection des Investissements, qui stipule dans son art. 6 : « *Les investissements internationaux auront droit à un traitement juste et équitable, conformément aux normes et aux critères du droit international et elles ne feront pas l'objet de mesures arbitraires et discriminatoires qui en empêchent le maintien, la gestion, l'utilisation, la mise à profit, l'élargissement, la vente ou la liquidation* ».

Cette politique n'est pas restée seulement sur le terrain de la législation mais a été activement promue. Par exemple, le 6 décembre 2004, le Consulat du Venezuela à Chicago informe que : « *Jeudi dernier, la délégation vénézuélienne a participé à un événement pour favoriser les investissements au Venezuela, intitulé Trade and Investment in Venezuela. Le forum a été organisé par le World Trade Center de Chicago, la Chambre de Commerce de Chicago et le Consulat Général du Venezuela à Chicago. Au forum ont participé plus de 50 représentants d'entreprises d'Illinois et des Etats voisins, et il a eu l'appui de CITGO, une entreprise pétrolière subsidiaire de PDVSA.* » Cette même année, le député chaviste Ricardo Sanguino, vice-président de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale, déclarait que grâce à la politique mise en oeuvre par le gouvernement le

---

<sup>1</sup> Entre le deuxième semestre de 2004 et le premier de 2005, le Venezuela a reçu des investissements étrangers pour 587 millions de dollars, dont 62 % (364 millions) en provenance des Etats-Unis, soit un volume 8 fois supérieur à celui de l'année antérieure. (*Informe sobre el comportamiento de las Inversiones Extranjeras Directas <IED> en Venezuela*, [www.venamcham.org](http://www.venamcham.org))

« *Venezuela se trouve dans les meilleures conditions pour l'investissement étranger* ». <sup>2</sup>

Ceci se voit clairement dans l'industrie automobile, contrôlée par Ford, GM, Mitsubishi et Toyota, avec des implantations d'assemblage dans le pays. La plupart des véhicules sont importés en pièces détachées<sup>3</sup> et postérieurement assemblés dans le pays. Quelques ensembles de bas coût (vitres, sièges, batteries, pneus) sont produits localement et la principale entreprise de pièces d'automobile est la transnationale Dana Corporation.

Aujourd'hui, le marché automobile vénézuélien est en pleine expansion. Le chiffre de vente estimé pour 2006 est de 260.000 véhicules assemblés dans le pays. Une grande partie de cette récupération est due au programme *Venezuela Móvil* qui exempte les entreprises du paiement de la TVA lors de la production et la commercialisation. Le vice-ministre du Commerce Intérieur a estimé que, cette année, quelque 160.000 véhicules ont été vendus avec ce programme. Si nous prenons une valeur de base de 10.000 dollars par véhicule, 224 millions de dollars échappent aux impôts de l'Etat vénézuélien et vont grossir les profits des entreprises automobiles impérialistes.

### **Salaires et conditions de travail**

Actuellement, le salaire minimum (perçu par la plupart des travailleurs) est de 250 dollars alors qu'un panier plus ou moins complet des besoins d'une famille est estimé à 650 dollars. Le gouvernement le met à jour périodiquement selon l'inflation mais il n'y a pas eu une amélioration réelle, malgré les grandes recettes pétrolières que le pays a reçues. Les conditions de travail sont, en général, très mauvaises, dans des usines désuètes qui n'ont pas reçu d'investissements importants durant ces dernières années. Les conflits pour des salaires, des conditions de travail et des conventions collectives sont chose courante au Venezuela. Disons, finalement, que 50 % de la population active est laissé pour compte et maintenu dans l'économie informelle, sans revenu ni services sociaux garantis, une réalité qui n'a pas du tout changé sous le gouvernement chaviste.

---

<sup>2</sup> [www.minci.gob.ve](http://www.minci.gob.ve)

<sup>3</sup> En « CKD » - completely knocked down

## Les Missions

Un aspect qui se présente comme une avancée de la socialisation de l'économie et de l'Etat sont les Missions, à travers lesquelles une petite partie du revenu pétrolier se destine à quelques bénéficiaires pour le mouvement de masses. Il est évident qu'à travers leur action, les secteurs les plus appauvris et les plus marginalisés de la société vénézuélienne ont obtenu, peut-être pour la première fois de leur vie, l'accès à l'attention médicale et à l'alphabétisation. Mais définir les Missions comme « socialistes » est complètement en contradiction avec la réalité. Souvent, le capitalisme a utilisé ce mécanisme de « politiques compensatoires » pour amortir la lutte de classes et maintenir le système dans son ensemble. En ce sens, les Missions sont comparables à l'assurance contre le chômage de beaucoup de pays européens, les allocations aux chômeurs en Argentine, la « bourse famille » de Lula, etc. En fait, il s'agit d'un mécanisme qui atténue les pires fléaux du capitalisme. Mais il ne les élimine pas parce qu'il n'élimine pas la racine qui les provoque.

## Une mesure indispensable

En quoi ces politiques du chavisme, tant celles qui favorisent l'impérialisme et les grandes multinationales comme celles qui s'occupent de l'un ou l'autre besoin des masses, se différencient-elles de celles appliquées par les gouvernements des pays capitalistes semi-coloniaux du continent, comme ceux de Lula, Kirchner, Tabaré Vázquez, etc.? Peut-on les considérer comme preuves « d'une marche vers le socialisme » ? Dans les deux cas, la réponse est négative.

Le fait est que, quel que soit le modèle du socialisme qu'on veut appliquer, il y a un aspect central qui est incontournable : **une économie qui marche vers le socialisme doit supprimer l'axe autour duquel fonctionne le capitalisme (la recherche du profit par les bourgeois) et le remplacer par une planification économique étatique et centralisée, organisée pour satisfaire les besoins des travailleurs et des masses.**

Pour que ce plan puisse fonctionner, il faut que l'Etat ait exproprié les principales branches de l'économie et en ait assumé le contrôle, parce que, en cas contraire, la bourgeoisie et l'impérialisme combattront cette planification économique et en boycotteront de façon per-

manente les directives. La possibilité d'intégrer les entreprises impérialistes et les grands groupes nationaux à la « construction du socialisme », comme le propose le chavisme, n'est tout au plus qu'une illusion utopique, dans le meilleur des cas. Aucune classe ou secteur social ne se laisse enlever ses privilèges en douceur. Au contraire, il combat féroce pour les défendre, comme le démontrent toutes les expériences historiques dans lesquelles on a essayé, bon gré mal gré, de le faire de manière « intégrée » et non à travers un véritable processus révolutionnaire.

La première conclusion, telle qu'elle apparaît de ce que nous analysons jusqu'à présent, est que **le « socialisme du 21<sup>ème</sup> siècle » ne va pas au-delà d'une manœuvre oratoire de Chavez pour tromper les masses.**

## **Est-il possible que Chavez dirige la révolution socialiste ?**

Jusqu'ici, nous avons répondu à ceux qui affirment que le Venezuela est **déjà** en marche vers le socialisme. Nous voulons maintenant analyser les positions de ceux qui affirment qu'il y a la possibilité que Chavez dirige ce processus.

Au Brésil, par exemple, un secteur qui a rompu récemment avec *O Trabalho* (le secteur lambertiste dans le PT), fait l'analyse suivante : *« Le gouvernement de Chavez est le résultat et une partie de cette révolution : un gouvernement d'origine petite-bourgeoise, nationaliste, anti-impérialiste, qui est allé beaucoup plus loin dans la rupture avec l'impérialisme que ce qu'il prétendait »*.<sup>4</sup>

La même opinion est partagée par Pedro Fuentes, qui non seulement provient du morénisme mais essaie aussi de fonder ses positions sur des textes de Nahuel Moreno. Dans un article récemment publié, il fait l'analyse suivante : *« Le processus de la révolution bolivarienne a commencé à partir du Caracazo,<sup>5</sup> qui a laissé le régime avec de profondes blessures. Lors du soulèvement militaire de Chavez, en 1992, il y eut une série de mobilisations qui ont abouti aux élections. Celles-ci ont mené à un changement de régime politique et à la consolidation*

---

<sup>4</sup> *A revolução na Venezuela*, document de *O Trabalho (maioria)* - nous soulignons

<sup>5</sup> Un rébellion populaire à Caracas en février 1989, durement réprimée par le gouvernement de Carlos Andrés Pérez.

*d'un gouvernement en rupture avec la bourgeoisie traditionnelle du pays et à d'importantes confrontations avec l'impérialisme. Comme résultat, le Venezuela est aujourd'hui un pays indépendant, comme l'est aussi Cuba ».*<sup>6</sup>

C'est-à-dire, ces analyses laissent penser que Chavez pourra répéter l'expérience chinoise, yougoslave ou cubaine dans laquelle des directions petites-bourgeoises ont rompu avec l'impérialisme et la bourgeoisie, et ont avancé vers la construction d'Etats ouvriers. D'autres courants, bien qu'ils n'arrivent pas à envisager cette possibilité, caractérisent aussi le Chavisme comme « gouvernement petit-bourgeois ». Il s'agit, évidemment, d'une discussion théorico-politique de grande importance.

### **Comment définir le caractère de classe d'un gouvernement ?**

Pour nous, ces analyses enferment deux erreurs combinées. La première est **d'utiliser une méthode non marxiste de définir un gouvernement, par l'origine de classe de ses membres et non par le caractère de classe de l'Etat qu'ils dirigent.** Si nous appliquions cette méthode à d'autres pays du continent, nous devrions dire, par exemple, qu'au Brésil il y a un « gouvernement ouvrier », qu'en Bolivie il s'agit d'un gouvernement « paysan » et qu'en Argentine, au Chili ou en Uruguay il est « petit-bourgeois ».

Ce critère oublie que la bourgeoisie assume très rarement de façon directe la direction de l'Etat. En général, elle utilise des agents spécialisés, recrutés dans d'autres classes sociales, pour qu'ils défendent ses intérêts. C'est pourquoi, pour le marxisme, tout gouvernement qui administre un Etat bourgeois est aussi bourgeois, indépendamment de l'origine sociale du président ou de ses ministres. Outre cette question centrale, bien que la direction chaviste ait eu une origine petite-bourgeoise, elle se base sur le sommet de l'armée de la bourgeoisie et, en plus, elle s'est transformée aujourd'hui en un secteur bourgeois de plus, la « bourgeoisie bolivarienne ».

### **Une comparaison erronée**

Toutefois, il est vrai que le trotskysme a étudié et caractérisé plusieurs processus révolutionnaires de la seconde après-guerre, dans les-

---

<sup>6</sup> *Venezuela, ponto mais avançado de uma confrontação continental* - nous soulignons

quels des directions petites-bourgeoises, poussées par la force du processus révolutionnaire et l'attaque de l'impérialisme et de la bourgeoisie nationale, ont été « au-delà de leurs intentions » dans leur rupture avec ces derniers, en ont exproprié les propriétés et ont entamé la construction d'Etats ouvriers. Cela a été le cas en Yougoslavie, en Chine, à Cuba et au Vietnam. En réalité, ce cas cité fut le seul type de révolution qui a eu lieu dans cette après-guerre, en contredisant, en partie, la prévision de Trotsky qui considérait ce type de révolution comme une « variante hautement improbable ».

Y a-t-il au Venezuela une possibilité d'émergence de ce type de révolution ? Le chavisme ne peut-il pas se voir obligé de répéter ce qu'ont fait Tito, Mao, Fidel Castro et Ho Chi Min ? Nous croyons qu'il y a ici une seconde erreur, celle de comparer la situation vénézuélienne actuelle avec celle de la Chine, la Yougoslavie ou Cuba avant l'expropriation.

Quelle est la différence qualitative ? Avant d'avancer dans l'expropriation et l'élimination du capitalisme à l'intérieur de leurs pays, **Tito, Mao et Fidel avaient déjà mené à bien, préalablement, la tâche clef de détruire l'armée bourgeoise. En détruisant son pilier fondamental, de fait ils avaient aussi détruit l'Etat bourgeois**, et quand ils ont pris le pouvoir, la seule force militaire existante était celle qu'eux-mêmes dirigeaient.

Il y avait ainsi une situation avec une contradiction aiguë : les bases économiques et sociales du pays étaient encore capitalistes mais l'Etat bourgeois avait été détruit et le pouvoir était entre les mains d'une direction petite-bourgeoise, soutenue par la mobilisation révolutionnaire des masses et une force militaire indépendante de la bourgeoisie nationale et de l'impérialisme.

Dans ces conditions s'ouvrent deux possibilités. La première est que, par la combinaison de facteurs concrets et historiques, ces directions soient obligées d'aller « au delà », comme ont fait Tito, Mao et Fidel. Mais, pour cette avancée, ils avaient le chemin déjà dégagé.

La seconde alternative, matérialisée dans d'autres processus révolutionnaires semblables, est qu'après avoir mis en échec l'armée bourgeoise ou impérialiste, les directions petites-bourgeoises reculent et reconstruisent, ou aident à reconstruire, l'Etat bourgeois et restituent le pouvoir à la bourgeoisie. Cela a été le cas avec le Front Sandiniste de

Libération Nationale (FSLN), au Nicaragua, à partir de 1979. Les sandinistes, orientés par Fidel, ont démonté les milices qui avaient mis en échec la Garde Nationale de Somoza et ont reconstruit une armée bourgeoise « normale ». Quelque chose de ce genre a eu lieu au Vietnam en 1946. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Japonais avaient envahi le pays et avaient expulsé l'armée française. Lors du retrait des troupes japonaises, après leur défaite dans la guerre, la guérilla communiste, qui avait combattu les envahisseurs, était la seule force politique armée du pays. Elle a toutefois permis le retour de l'armée française et la reconstruction du vieil Etat colonial dans le pays, comme convenu entre Staline et les puissances impérialistes alliées dans les accords de Yalta et de Postdam.

En résumé, dans les cas où les processus révolutionnaires se sont développés, ils ont fait l'objet d'une combinaison entre la pression de la mobilisation révolutionnaire des masses et la nécessité de se défendre des attaques de l'impérialisme et de la bourgeoisie, ce qui a contraint ces directions à aller « au-delà de leurs intentions ».

### **L'armée vénézuélienne aujourd'hui**

Depuis la défaite américaine au Vietnam, en 1975, ces processus ne se sont pas répétés. La chute des Etats ouvriers en URSS et en Chine et, en général, la destruction de l'appareil staliniste mondial, compliquent à l'extrême la possibilité qu'une direction petite-bourgeoise avance « au delà », sans avoir la sécurité de pouvoir s'incorporer ensuite à un appareil bureaucratique international solide qui l'aide à contrôler et à congeler le processus. Toutefois, nous ne pouvons pas écarter le fait que la combinaison entre une grande montée révolutionnaire de masses, d'une part, et l'absence d'une alternative de direction révolutionnaire, d'autre part, font que des processus de ce type se reproduisent.

**Mais cette situation n'a rien à voir avec la réalité vénézuélienne actuelle ni avec la politique du chavisme.** L'essentiel est que, bien qu'il y ait une grande montée révolutionnaire de masses, le fait central (la défaite militaire et la destruction de l'armée) n'a pas eu lieu au Venezuela. C'est une tâche en suspens pour toute possibilité « d'avancer vers le socialisme ». Et c'est un point qui est clairement laissé de côté

ou qui est « oublié » par les défenseurs ouverts ou sournois du chavisme.

Ceci nous conduit à un problème clef. Est-il possible que Chavez, anciennement haut-gradé de l'armée bourgeoise et aujourd'hui son chef suprême, soit celui qui va poursuivre la destruction de cette armée ? Nous affirmons clairement que non. Au contraire, sa politique a été de la remettre sur les rails et de la fortifier, après la crise profonde qu'elle a vécue après le *Caracazo*<sup>7</sup> (une crise accentuée par l'échec du putsch de 2002). Il a pardonné aux officiers putschistes, il a accordé une forte augmentation de salaires, il a doté l'armée de nouvelles armes et ressources techniques, etc. Il ne promeut pas non plus une politique de « démocratisation », avec des droits politiques et syndicaux pour les sous-officiers et la troupe, ni une politique d'élection démocratique des officiers. Une question clef est la suivante : Avec quelles intentions Chavez arme-t-il l'armée des bourgeois ? Le fait-il pour une guerre contre l'impérialisme ou pour une confrontation future et inévitable avec les travailleurs et les masses ? Nous affirmons, sur la base de toute l'expérience historique, qu'il s'agit clairement de la seconde alternative.

Il y a une autre hypothèse encore plus absurde, celle d'une « marche vers le socialisme » dirigée par Chavez. Est-il possible que l'armée bourgeoise « change » la classe dont elle assume la défense, passe dans le camp des travailleurs et des masses et exproprie l'ensemble de la bourgeoisie et l'impérialisme ? Clarifions que nous ne parlons pas de la rupture d'un secteur, chose qui a bien eu lieu dans l'histoire, mais du fait que cela se passe sous la direction de ses généraux, comme institution d'ensemble.

Les espoirs, ou l'hypothèse, qu'un courant comme le chavisme, basé sur l'armée bourgeoise, puisse être obligé par la mobilisation révolutionnaire des masses d'aller « au-delà de ses intentions », va à l'encontre non seulement de toute la théorie marxiste et de toute l'expérience historique, mais aussi à l'encontre de la réalité concrète elle-même de ces généraux chavistes qui sont en train de se transformer en « bourgeoisie bolivarienne » à partir de l'Etat bourgeois.

---

<sup>7</sup> Un rébellion populaire à Caracas en février 1989, durement réprimée par le gouvernement de Carlos Andrés Pérez.



## Quelle est la politique actuelle de l'impérialisme envers le Venezuela ?

Il y a un autre aspect très important qui différencie la situation du Venezuela de celle de la Yougoslavie, la Chine et Cuba avant l'expropriation. Dans tous ces pays, l'impérialisme a attaqué ces directions et ne leur a pratiquement pas laissé d'autres alternatives que de faire avancer le processus révolutionnaire ou, dans le cas contraire, d'être mises en échec et détruites.

Tito a dû faire face d'abord aux nazis et ensuite aux accords de Yalta et de Postdam qui, soutenus par la faible bourgeoisie nationale, livraient la Yougoslavie à la domination britannique, sans espace pour un courant national indépendant. S'il n'avancait pas, il courrait le même sort que les communistes grecs dissidents, massacrés par l'armée britannique et abandonnés par Staline.

Tchang Kai-chek a refusé tout accord avec Mao et lui a fait face, soutenu par l'impérialisme yankee, dans une guerre civile féroce. Après une certaine confusion initiale dans l'impérialisme yankee, Fidel et le Che ont été attaqués durement par celui-ci lors de leurs premières mesures. Comme disait le Che, la révolution cubaine a été « *une révolution qui a avancé par réaction aux attaques de l'impérialisme* ». Il suffit de voir l'exemple de l'invasion manquée de la *Bahía de Cochinos*.

Au Venezuela, la politique initiale de l'impérialisme et de la bourgeoisie vénézuélienne a bien été de renverser Chavez. Mais à partir de 2003, ils ont changé d'idée et ils ont été obligés de tolérer Chavez et de négocier avec lui. Ils aimeraient, bien sûr, avoir un autre homme au pouvoir, davantage de leur confiance, mais il n'y a aujourd'hui aucune possibilité pour l'émergence d'une nouvelle tentative putschiste, beaucoup moins encore d'une invasion des *Marines*. Loin d'être acculé et sans issue, le chavisme jouit pour son compte de l'Etat bourgeois vénézuélien et de ses recettes pétrolières. Mais, même si une nouvelle attaque bourgeoise-impérialiste était à l'ordre du jour dans la réalité, les faits de 2002 ont montré que Chavez, loin de répondre à cette attaque, s'est rendu et a refusé de faire appel aux masses pour lui faire face. Par la suite, une fois que ces masses ont mis en échec le putsch pour leur

compte, non seulement il n'a pas été « au delà » mais il a consolidé l'armée et l'Etat bourgeois.

C'est pourquoi, notre seconde conclusion est que **toute politique destinée à promouvoir des mobilisations ayant l'exigence que Chavez « avance vers le socialisme », non seulement part d'une erreur théorique et politique grave mais - ce qui est beaucoup plus grave - est le chemin sûr pour une défaite du processus révolutionnaire vénézuélien.**

La tâche consistant à détruire l'armée de la bourgeoisie, indispensable pour entamer « la marche vers le socialisme », sera alors entre les mains des travailleurs et des masses vénézuéliennes. Et nous n'avons pas de doutes que, lors de l'exécution de cette tâche, tant Chavez que les officiers chavistes et la « bourgeoisie bolivarienne » se trouveront dans la tranchée d'en face.

## **Le Venezuela est toujours une semi-colonie**

Abordons maintenant la question du caractère actuel du Venezuela. Nous avons déjà indiqué que certaines organisations trotskystes coïncident avec nous sur le fait qu'il est impossible que le chavisme dirige un processus de révolution socialiste, à cause de son caractère bourgeois. Toutefois, plusieurs d'entre elles, par exemple l'UIT,<sup>8</sup> affirment que « *sans doute, le Venezuela est encore un pays politiquement indépendant* ». Bien qu'elles avertissent que l'actuelle politique chaviste, de « régulariser » les relations avec la bourgeoisie et l'impérialisme, mette ce caractère en danger, ils clarifient que « *ce n'est pas encore le cas* ».<sup>9</sup>

Il se présente ici une autre discussion théorico-politique très importante. La majorité de la gauche caractérisait le Venezuela comme étant une semi-colonie yankee, jusqu'à l'accession au pouvoir de Chavez. Par conséquent, si le Venezuela est défini maintenant comme un « pays indépendant », cela veut dire que le gouvernement chaviste a rompu les accords politiques et économiques qui entravaient la souveraineté vénézuélienne et a éliminé les bases de la dépendance et de la

---

<sup>8</sup> Unidad Internacional de los Trabajadores, courant international d'origine moréniste avec influence dans des secteurs du PRS vénézuélien.

<sup>9</sup> *Tendencias fundamentales de la coyuntura política nacional*, document politique du PRS écrit par Miguel Ángel Hernández.

domination économique que l'impérialisme exerçait sur le pays. Il s'agit d'un fait essentiel pour une analyse et une politique révolutionnaire.

### **Une nouvelle vague de nationalisme bourgeois ?**

D'abord, cette réalité est en contradiction évidente avec les perspectives indiquées dans le document *Révolution ou Colonie*.<sup>10</sup> Ce document, souscrit aussi à l'époque par l'auteur de l'UIT, affirmait qu'en Amérique latine dominaient, d'une part, un processus de recolonisation des pays par les différents impérialismes, accepté et propulsé par les bourgeoisies nationales, et, d'autre part, la réponse de la lutte des masses contre les conséquences de cette recolonisation. Cette confrontation commençait déjà à se manifester dans la révolution équatorienne de 2000. Le document affirmait qu'entre ces deux facteurs centraux de la réalité latino-américaine, il ne restait pratiquement aucune marge pour le développement de processus nationalistes bourgeois, tels que ceux dirigés par le péronisme argentin ou le cardénisme mexicain, à différents moments du 20<sup>ème</sup> siècle.

Si, au contraire, le chavisme a été capable, même sans rompre avec le système capitaliste, d'avancer vers l'indépendance du Venezuela et d'obtenir une amélioration consistante dans le niveau de vie des masses (ce qui pourrait se répéter en Bolivie, avec Evo Morales), ces perspectives étaient alors totalement erronées. Mais les analyses et les perspectives peuvent et doivent être corrigées si elles ne coïncident pas avec la réalité. Cela est d'autant plus important que la possibilité d'avancer dans la construction d'une direction révolutionnaire socialiste avec influence de masses serait retardée pour un long moment, voire des décennies, puisqu'elle ferait face à un obstacle nouveau et puissant : ces mouvements nationalistes bourgeois avec de réelles possibilités de développement.

Nous affirmons que la caractérisation du Venezuela comme « pays indépendant » est erronée. Nous soutenons que, malgré les caractéristiques d'indépendance de son gouvernement, Chavez n'a pas changé le caractère semi-colonial du pays et en a même accentué quelques éléments par rapport aux gouvernements précédents. Le premier pas pour

---

<sup>10</sup> Approuvé par le 6<sup>ème</sup> Congrès de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale, de 2001.

aborder le débat est donc de voir quel critère ou instrument nous utilisons pour la définition de « semi-colonie ».

### **La définition de « semi-colonie » de Lénine**

Lénine a été le premier à travailler en profondeur ce concept: *« Quant aux Etats "semi-coloniaux", ils nous donnent l'exemple des formes de transition que nous trouvons dans toutes les sphères de la nature et de la société. Le capital financier est une force tellement considérable... qu'il est capable de subordonner, et qu'il subordonne effectivement, même les Etats qui jouissent d'une indépendance politique complète... Mais, évidemment, pour le capital financier, la subordination la plus bénéfique et la plus "commode" est celle qui va de pair avec la perte de l'indépendance politique des pays et des peuples soumis. Les pays semi-coloniaux sont typiques, en ce sens, comme "cas intermédiaire". »*<sup>11</sup>

Dans le même travail, en citant un autre auteur, Lénine cite le cas de l'Argentine comme exemple typique : *« L'Amérique du Sud, et surtout l'Argentine (dit Schulze-Gaevernitz dans son oeuvre sur l'impérialisme britannique), se trouve dans une situation telle de dépendance financière par rapport à Londres, qu'il faut la qualifier de colonie commerciale anglaise »*.<sup>12</sup> Il est intéressant d'indiquer que, dans ce travail, Lénine utilise les termes « colonisation » et « dépendance » comme synonymes. C'est pourquoi, il parle indistinctement de « semi-colonies » ou de « pays semi-dépendants » pour se référer à ces « cas intermédiaires ».

### **Les apports de Nahuel Moreno**

Le trotskyste argentin Nahuel Moreno amplifie cette définition et la modifie sur quelques aspects, puisqu'il propose trois catégories ou degrés de domination impérialiste d'un pays (alors que pour Lénine, il n'y en avait que deux) : *« A ce sujet, nous avons proposé trois catégories [de pays] : dépendants, semi-coloniaux et coloniaux. Un pays dépendant est un pays politiquement indépendant, c'est-à-dire, qui choisit ses dirigeants, mais qui, du point de vue des prêts, du contrôle du commerce ou de la production, dépend économiquement d'une ou de*

---

<sup>11</sup> *L'impérialisme, phase supérieure du capitalisme*, Chap. VI.

<sup>12</sup> *L'impérialisme, phase supérieure du capitalisme*, Chap. VI

*plusieurs puissances impérialistes. Un pays semi-colonial est un pays qui a signé des accords politiques et/ou économiques qui entravent sa souveraineté, sans la lui enlever totalement. Enfin, un pays colonial est un pays que ne choisit même pas son gouvernement, puisque ce dernier est imposé ou contrôlé par un pays impérialiste. »<sup>13</sup>*

Pour Moreno, la catégorie de « semi-colonie » est plus restreinte puisque à la « subordination économique », élément central pour Lénine, il ajoute une autre condition : les accords qui entravent la souveraineté nationale. Pour lui, si cet élément n'est pas présent, le pays est « dépendant » mais non semi-colonial. Il est intéressant d'indiquer que, en cohérence avec cette définition, Moreno considérait que l'Argentine avait été un « pays dépendant » jusqu'en 1930, quand la signature du Pacte Roca-Runciman l'a transformé en semi-colonie anglaise, alors que Lénine le cite déjà comme exemple de semi-colonie au début du 20<sup>ème</sup> siècle.

Dans le travail déjà cité, en plus de donner la définition générale, Moreno analyse la transformation de l'ensemble des pays latino-américains en semi-colonies yankees : *« Les Etats-Unis ont essayé, dans une large mesure avec succès, d'organiser toute l'Amérique latine comme une semi-colonie. Ils ont structuré un empire néo-colonial semblable à l'anglais de l'après-guerre, bien que plus fermé, de fer, avec une base plus solide que la britannique en décadence. A partir de la Conférence de Rio de Janeiro de 1942 et principalement à partir de celle de 1947, avec les traités signés dans cette même ville, un système a été élaboré par lequel l'armée, les Etats et l'économie de tous les pays américains sont passés directement sous la dépendance de l'impérialisme de Wall Street. (...) L'aboutissement de cette nouvelle structure impériale a été le célèbre accord de l'OEA, dont les bases fondamentales ont été les accords de Rio de Janeiro. »<sup>14</sup>*

### **La question de la dette externe et le FMI**

Par après, la dette externe a commencé à occuper un poids croissant comme facteur de dépendance économique et de colonisation : ses paiements pour capital et intérêts signifiaient le drainage de milliards de dollars et ses accords de refinancement permettaient au FMI de

---

<sup>13</sup> N. Moreno - *Método para la interpretación de la Historia Argentina*. - nous soulignons

<sup>14</sup> N. Moreno - *Método para la interpretación de la Historia Argentina*

jouer le rôle de surveillant permanent des plans économiques des gouvernements des pays semi-coloniaux.

C'est pourquoi, en 1983, en formulant les trois axes programmatiques qui devaient être avancés en Argentine après la chute de la dictature militaire, Moreno synthétise un programme anti-impérialiste de la manière suivante : *« Alors que nous continuons à maintenir nos consignes traditionnelles (expropriation des monopoles impérialistes industriels, commerciaux et financiers; rupture des accords qui nous attachent à l'impérialisme comme l'OEA, le TIAR, Rio de Janeiro, etc.), nous avançons une grande consigne centrale : le non-paiement de la dette externe. Cette consigne synthétise d'une certaine manière toutes les autres, parce qu'elle attaque l'expression la plus terrible de l'exploitation impérialiste sur le pays et le peuple (...) Et elle met à l'ordre du jour les autres problèmes : la nécessité d'exproprier l'impérialisme et ses partenaires nationaux pour éviter le sabotage économique, ainsi que la nécessité d'armer le peuple pour faire face à des représailles éventuelles de l'impérialisme mondial... »*<sup>15</sup>

### **De retour à la politique du chavisme**

Avec ces outils méthodologiques et programmatiques que nous fournissent Lénine et Nahuel Moreno, nous pouvons de nouveau analyser la réalité vénézuélienne et vérifier que Chavez n'a avancé aucune de ces mesures. Dans le premier article de ce dossier, nous avons déjà vu sa politique concernant des sujets clef comme la dette externe, le pétrole ou les investissements étrangers en général. De cette façon, nous pensons avoir démontré que, *« du point de vue des prêts, du contrôle du commerce ou de la production »*, le Venezuela *« dépend économiquement d'une ou de plusieurs puissances impérialistes »*. Nous verrons maintenant *« les accords politiques et/ou économiques qui entravent sa souveraineté, sans la lui enlever totalement »*.

### **Les organismes internationaux**

Le Venezuela est un membre très actif de l'OEA qui, comme nous l'avons vu, est caractérisé par Moreno comme un des piliers de la domination semi-coloniale yankee. Il fait également partie de l'ONU, organisme qui, même s'il sert de scène pour que Chavez appelle Bush le

---

<sup>15</sup> N. Moreno - 1982: *comienza la revolución.*

« diable », est l'héritier du vieux « repaire de brigands impérialistes » comme Lénine définissait son prédécesseur, la Société des Nations. Chavez vient d'essayer, sans succès, d'y être élu pour occuper la place de l'Amérique latine dans le Conseil de Sécurité. Nous avons déjà vu qu'il est un partenaire très fiable du FMI, organisme financier avec lequel il fallait rompre, selon Moreno, comme condition pour toute indépendance nationale.

Nous voulons aussi signaler un aspect moins étudié : la participation de Chavez au *Sommets latino-américains*. Ces réunions ont commencé en 1991, au Mexique. Elles ont lieu annuellement dans différentes villes et comptent avec la participation des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Espagne, du Portugal et des nations latino-américaines de langue hispanique et portugaise. Bien qu'elles n'aient pas le caractère « officiel » ni le poids de l'OEA ou de l'ONU, nous ne croyons pas qu'il s'agisse d'un organisme formel sans aucune fonction pour l'impérialisme. Il nous semble qu'il représente le poids économique et politique croissant de l'impérialisme espagnol et sa politique pour le continent.

Dans certains cas, il s'agit d'un mécanisme de recherche d'alternatives quand la politique de l'impérialisme yankee devient trop irritante ou a mené à une crise. Le rôle qu'ont joué Felipe González (comme délégué du gouvernement espagnol) et les ambassadeurs de Chavez, de Lula et de Kirchner pour démonter la bombe de temps de l'insurrection bolivienne de 2005 en est un exemple. Un autre aspect significatif est que Cuba y participe, ce qui n'est pas le cas pour l'OEA.

Dans ces réunions, la rhétorique anti-Bush de Chavez se transforme en servilité face à l'impérialisme espagnol. Par exemple, dans la réunion de Salamanque (2005), Chavez a participé à la remise d'un plateau d'argent façonné, comme cadeau pour le roi (symbole de l'impérialisme espagnol) et s'est fait photographier souriant avec lui.

Le caractère d'organisme auxiliaire de l'impérialisme de ces Sommets a été très clair dans la déclaration de 2006 : « *Les Chefs d'Etat et de Gouvernement des 22 pays qui composent la Communauté Ibéro-américaine des nations, réunis dans leur 16<sup>ème</sup> Sommet à Montevideo, Uruguay, les 3, 4 et 5 novembre 2006, réaffirment leur adhésion totale aux buts et aux principes consacrés dans la charte des Nations Unies...* ».

## Les nationalisations

A partir de cette définition générale, nous devons analyser les mesures ou politiques qui apparaissent comme « en contradiction » avec ce caractère semi-colonial du Venezuela, en particulier la nationalisation de la CANTV et de la compagnie d'électricité EDC.

De toute évidence, ces mesures ont eu un grand impact et ont été reçues avec enthousiasme par le peuple vénézuélien et les masses latino-américaines. C'est logique : après de nombreuses années de privatisations, des gouvernements comme celui de Chavez et d'Evo Morales paraissent commencer à aller à contre-courant.

Il faut dire que **ces nationalisations contiennent un élément progressiste**, même avec le caractère profondément limité et partiel que les deux gouvernements leur ont imposé : **elles récupèrent une partie du patrimoine national pour l'Etat, des mains des entreprises impérialistes qui les utilisaient pour piller le pays**. En ce sens, nous pouvons dire qu'il s'agit d'un triomphe, quoique partiel, de la lutte des peuples de ces pays pendant de nombreuses années.

### Le cas la CANTV et d'EDC

L'entreprise téléphonique *Compañia Anónima Nacional Teléfonos de Venezuela* ou CANTV était étatique et monopolistique jusqu'en 1991, quand elle fut privatisée et achetée par le consortium Venworld Telecom, dont le principal composant était l'entreprise américaine Verizon Communications Inc. En prenant possession de la CANTV, ce consortium a radicalement réduit la main d'œuvre et a mis 8.000 travailleurs à la retraite, avec la promesse de leur payer la pension qui, selon les lois vénézuéliennes, ne peut être inférieure au salaire minimum. Le consortium n'a pas honoré ce compromis et leur a payé beaucoup moins. Les pensionnés ont alors entamé des actions judiciaires, avec un jugement favorable, et des mobilisations. Dans cette situation, Chavez a déclaré, l'année passée : « *soit vous payez les dettes aux pensionnés, soit la CANTV sera nationalisée* ».

D'autre part, avec les grandes affaires propres au secteur téléphonique, l'achat d'actions de la CANTV au Venezuela, payées en bolivars, suivi par leur vente sur la bourse de New York, s'est transformé en manière « légale » de sortir des devises du pays et sur un marché noir virtuel. (Quand les journaux informaient sur le cours de la monnaie



étrangère, ils parlaient du dollar officiel, du dollar parallèle et du dollar CANTV).

Il faut dire que la Verizon a mis ses actions de la CANTV en vente, comme une partie d'un plan de réorganisation continentale. Le principal intéressé pour les acheter et prendre possession de l'entreprise, était le multimillionnaire mexicain Carlos Slim (indiqué par la revue *Forbes* comme un des hommes les plus riches de la planète).

Chavez vient maintenant de nationaliser l'entreprise. Tout d'abord, il ne s'agit pas d'une « expropriation révolutionnaire » mais de l'achat des actions de la Verizon qui étaient en vente, chose tout à fait normale dans le cadre du droit et des critères bourgeois. Ce qui était en discussion, et a donné lieu à une pression de la part du gouvernement des Etats-Unis, était le prix, étant donné que Chavez disait qu'il déduirait la dette de Verizon envers les pensionnés, dont se chargerait alors l'Etat vénézuélien. Finalement, il a payé 572 millions de dollars (moins que l'offre de Slim, mais 100 millions de plus que les premières offres du gouvernement). D'autre part, 730 millions de dollars ont été payés pour la compagnie d'électricité *Electricidad de Caracas* ou EDC. Les journaux informent que : « *l'opération n'a pas causé de grandes polémiques avec la firme américaine. Le représentant de l'entreprise et signataire de l'accord, Paul Narran, a affirmé que "nous avons une grande confiance dans le Venezuela et dans EDC comme compagnie".* »<sup>16</sup>

Deuxièmement, les nationalisations ne se sont pas étendues à d'autres secteurs clef de l'économie où les entreprises impérialistes ont beaucoup de poids, **comme la production pétrolière ou l'industrie automobile**. Finalement, **le gouvernement ne propose aucun type de contrôle par les travailleurs sur ces entreprises nationalisées**, ni dans l'achat ni dans l'administration des futures entreprises étatiques. Il est donc fort possible que les magouilles, que les principaux cadres du chavisme pratiquent en PDVSA et dans d'autres secteurs de l'Etat (ce qui a donné lieu à l'appellation « bourgeoisie bolivarienne »), se répètent dans ces entreprises.

La conclusion est que ces nationalisations, bien qu'elles contiennent cet élément progressiste que nous avons signalé, ne font pas partie

---

<sup>16</sup> Clarín, 10/2/07

d'une véritable politique anti-impérialiste du gouvernement de Chavez et ne sont certainement pas un pas dans « la marche vers le socialisme ».<sup>17</sup>

### **L'ALBA, le Mercosur, l'alliance avec Fidel et les relations avec l'Iran**

D'autres aspects qui apparaissent comme contradictoires sont la formation de l'*Alternative bolivarienne pour les Amériques* (ALBA), l'alliance avec Fidel Castro et, plus récemment, le renforcement des relations avec le régime iranien. Voyons en détail chacune de ces politiques.

L'ALBA<sup>18</sup> est issue d'une proposition lancée par Chavez, il y a quelques années, et présentée comme une alternative à l'ALCA.<sup>19</sup> A cette époque, un analyste de la BBC l'a caractérisé comme une tentative de Chavez de former un bloc régional qui pourrait négocier de meilleures conditions d'intégration avec les Etats-Unis. Initialement, l'ALBA se limitait à un accord entre le Venezuela et Cuba. Plus tard, dans le cadre du retard de l'ALCA et de la promotion que les Etats-Unis donnaient aux TLC's,<sup>20</sup> la politique du chavisme a bifurqué. D'une part, il est entré au Mercosur; d'autre part, il est parvenu à étendre l'ALBA à la Bolivie, l'Equateur et le Nicaragua, après les triomphes électoraux respectifs d'Evo Morales, de Correa et de Daniel Ortega.

Analysons un peu son entrée au Mercosur. A partir des années 90, cet accord a été propulsé par l'impérialisme lui-même pour que ses entreprises dans la région soient plus efficaces dans leurs affaires et investissements, en produisant pour des marchés plus grands et en exportant avec des tarifs douaniers faibles ou nuls. En ce sens, l'entrée du Venezuela dans l'ALBA montre clairement la supercherie de son caractère de « pays indépendant ». Dans le Mercosur, nous croyons que la perspective sera une augmentation de l'échange de pétrole et,

---

<sup>17</sup> Le vieux combattant vénézuélien Domingo Alberto Rangel dénonce que Diosdado Cabello, gouverneur de la province de Miranda et chef du Commando National du MVR, « a acquis, par le biais de prête-noms, l'usine de conserves d'Eveba en Cumaná, les entreprises industrielles qui ont appartenu aux groupes Sosa Rodriguez et Montana, aujourd'hui dissous, trois banques commerciales, plusieurs compagnies d'assurance (...) voilà la vérité » Un autre membre de ce secteur, le ministre de Communications Jesse Chacón, dont le frère a acheté une entreprise laitière au groupe Parmalat, serait le futur président de la CANTV étatisée. (*S'il n'y a pas propriété collective, il n'y a pas socialisme*).

<sup>18</sup> Le mot *alba* se traduit par *aube*

<sup>19</sup> *Área de Libre Comercio de las Américas* ou *Zone de libre-échange des Amériques* - ZLEA

<sup>20</sup> *Tratado de Libre Comercio* - Traité de libre échange, par pays individuellement avec les Etats-Unis

spécialement, de gaz vénézuélien (qui - ce n'est pas par hasard - vient d'être totalement bradé aux entreprises étrangères) contre des automobiles, des machines et des aliments venants du Brésil et de l'Argentine, avec de grands bénéfices pour les multinationales et les grandes entreprises « nationales ».

D'autre part, au-delà de la façon dont les chavistes veulent bien le présenter, l'ALBA n'a rien à voir avec un bloc politico-commercial anti-impérialiste : Cuba vit un processus accéléré de recolonisation par les impérialismes européen et canadien ; le nouveau gouvernement équatorien maintient le TLC avec les Etats-Unis ; le vice-président bolivien déclare qu'il aspire à ce que les Etats-Unis soient un « partenaire stratégique » du pays...

Au contraire, il nous semble que l'ALBA soulève trois questions. D'abord, par rapport à Cuba, elle met un terme à un simple mécanisme d'échange de pétrole pour des médecins et des enseignants et devient un outil qui permet à la bourgeoisie bolivarienne, et vénézuélienne en général, d'intervenir dans les affaires offertes par le nouvel Etat capitaliste cubain, spécialement dans le secteur pétrolier. Deuxièmement, nous voyons l'ALBA comme faisant partie d'une politique de formation d'un bloc de pays producteurs d'hydrocarbures qui ait davantage de poids, au moment de définir les prix internationaux et d'éviter une chute, en opposition avec la politique de gouvernements beaucoup plus liés à l'impérialisme, comme ceux de l'Arabie Saoudite, des Emirats Arabes, du Koweït, etc. Ce n'est pas par hasard que trois de ses membres (le Venezuela, l'Equateur et la Bolivie) sont des fournisseurs de pétrole et de gaz. Le renforcement des relations avec l'Iran irait dans le même sens.

Finalement, nous croyons qu'il s'agit d'une tentative de créer une « zone d'influence politique régionale » qui permette au chavisme de négocier dans de meilleures conditions, tant avec l'impérialisme qu'avec les pays latino-américains plus forts. Sous cet aspect, sa politique paraît être plus vaste et tendre à la construction d'un courant chaviste latino-américain qui inclue non seulement ces gouvernements, mais aussi la formation d'organisations chavistes dans les autres pays, directement liées au financement du gouvernement du Venezuela. C'est un courant qui se construit en commun avec Fidel Castro. Et d'importants secteurs du vieux stalinisme, du castrisme, du na-

tionalisme bourgeois et des groupes trotskystes commencent à s'y recycler.

La troisième conclusion est que, si le chavisme n'a pas rompu le caractère semi-colonial du Venezuela, et n'a pas la moindre intention de le faire, alors toute politique qui suscite des espoirs dans cette possibilité aidera seulement à empêcher que ce soient les travailleurs et les masses vénézuéliennes eux-mêmes qui assument cette tâche.

## Qu'est-ce que le gouvernement de Chavez ?

Dans le cadre des conclusions que nous avons élaborées, nous devons reconnaître, toutefois, que la relation du gouvernement de Chavez, au moins face à l'impérialisme américain, est différente de la servilité que viennent de montrer Lula, Tabaré, Uribe ou Calderón. Ses attitudes apparaissent comme bien plus indépendantes et provocantes.

Pour comprendre cette différence réelle, nous pensons qu'il faut analyser quel type de régime et de gouvernement Chavez dirige, qu'est ce qui le rend différent des autres présidents latino-américains et, finalement, comment cette différence se combine avec le caractère semi-colonial du Venezuela.

Pour définir le régime et le gouvernement de Chavez, nous allons aussi partir des élaborations de Nahuel Moreno : « *L'Etat est un complexe d'institutions, mais la classe au pouvoir ne les utilise pas toujours de la même façon pour gouverner (...)* Concrètement, pour définir un régime politique, nous devons répondre aux questions suivantes : *Quelle est l'institution fondamentale de gouvernement? Comment les autres institutions étatiques s'articulent-elles autour d'elle ?* » Ajoutons que cet « ensemble institutionnel » a deux références : **le genre de pays** dans lequel il se situe (impérialiste, indépendant, semi-colonial, etc., ce qui va déterminer **le contenu social** du régime) et **le contexte de la lutte de classes**.

### Trotsky sur le Mexique

Nous maintenons la caractérisation que Chavez dirige un régime et un gouvernement « bonapartiste sui generis », développée dans le *Marxisme Vivant* n°10. Pour cela, nous nous basons sur la définition que Trotsky a faite en analysant le système de pouvoir bourgeois mexicain, à l'époque de Lázaro Cárdenas :

*"Dans les pays industriellement arriérés, le capital étranger joue un rôle décisif. De là, la faiblesse relative de la bourgeoisie nationale par rapport au prolétariat national. Ceci crée des conditions spéciales de pouvoir étatique. Le gouvernement oscille entre le capital étranger et le national, entre la bourgeoisie nationale relativement faible et le prolétariat relativement puissant. Ceci donne au gouvernement un caractère bonapartiste sui generis, de caractère particulier. Il s'élève, pour ainsi dire, au-dessus des classes. En réalité, il peut gouverner soit en se transformant en instrument du capitalisme étranger et en soumettant le prolétariat avec les chaînes d'une dictature policière, soit en manœuvrant avec le prolétariat, y compris en lui faisant des concessions, en gagnant de cette manière la possibilité de disposer d'une certaine liberté par rapport aux capitalistes étrangers ».*<sup>21</sup>

En résumé, le bonapartisme sui generis est un régime typique des « pays capitalistes arriérés » parce que la faiblesse de la bourgeoisie nationale face à l'impérialisme et au prolétariat l'oblige à essayer de construire un régime fort, qui essaye de s'élever « au-dessus des classes ». Il a deux options : être une « dictature policière » contre les masses, soutenue par l'impérialisme ; ou « manœuvrer » avec les masses, pour « disposer d'une certaine liberté » dans sa relation avec l'impérialisme.

Dans les deux cas, la bourgeoisie a la nécessité de construire un « régime fort » pour soumettre le mouvement de masses, et de là vient son caractère bonapartiste. C'est pourquoi, les institutions de la démocratie bourgeoise sont éliminées, dans le cas des dictatures policières ou militaires, ou elles acquièrent un caractère purement formel, dans le second cas, par la nécessité de museler la mobilisation du mouvement de masses et d'empêcher son débordement, ce qui est alors utilisé pour le chantage vis-à-vis de l'impérialisme. C'est pourquoi, on fait appel au « grand chef », « le parti unique », les syndicats comme agences de l'Etat, etc.. Dans le second cas, en outre, les concessions aux masses sont utilisées tant pour conserver leur appui que pour justi-

---

<sup>21</sup> L. Trotsky, *L'industrie nationalisée et l'administration ouvrière*, 12/05/1939. Afin d'éviter toute confusion, il y a lieu de préciser que c'est Moreno qui a développé en profondeur le concept de « régime » comme une catégorie différente et indépendante de celle de « gouvernement ». Trotsky et d'autres auteurs marxistes utilisaient souvent ces concept indistinctement. Dans la citation, il s'agirait plutôt d'un « régime » bonapartiste sui generis.

fier cette relation bonapartiste et totalitaire et la rendre acceptable pour les masses.

D'autre part, dans ce même article, Trotsky indique aussi que, pour essayer ces manœuvres d'indépendance relative, ces gouvernements essayent de « profiter des antagonismes entre les différents pays et groupes de pays impérialistes pour se défendre », en s'appuyant alternativement sur l'un ou sur l'autre groupe.

Disons, finalement, que c'est devenu la coutume dans le mouvement trotskyste d'associer la dénomination de « bonapartisme sui generis » beaucoup plus avec la seconde alternative qu'avec les « dictatures policières », bien que, comme nous l'avons vu, Trotsky l'emploie pour les deux.

### **Un contexte mondial différent**

Nous pensons que le chavisme se trouve clairement dans cette seconde variante. Toutefois, dans le cadre de cette définition générale, nous devons indiquer que, par les différences entre le contexte politico-économique international, son « espace de manœuvres » entre les masses et l'impérialisme est beaucoup plus petit que celui qu'ont eu d'autres bonapartismes sui generis précédents, comme le péronisme argentin, le PRI mexicain ou les partis nationalistes arabes. Voyons ces différences:

D'abord, après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis ont imposé clairement leur hégémonie comme principale puissance impérialiste, en subordonnant l'Angleterre, la France, l'Allemagne, le Japon, etc. Aujourd'hui, la possibilité n'existe plus - ou elle a été réduite à une expression minimale - qu'un pays arriéré « joue » avec les contradictions entre ces puissances ou s'appuie sur ces dernières, comme c'était le cas dans le passé.

Deuxièmement, la politique économique keynésienne, appliquée par l'impérialisme pendant plusieurs décennies du 20<sup>ème</sup> siècle, laissait un espace plus grand pour les nationalisations d'entreprises et pour un certain développement autonome dans ces nations arriérées, ainsi que pour donner quelques concessions aux masses. Aujourd'hui, la nécessité de l'impérialisme de s'approprier une masse chaque fois plus grande de survaleur pour soutenir le taux de profits, le mène à impulser le processus opposé (les privatisations) pour extraire la survaleur

de manière directe. Il y a eu aussi de nombreux achats d'entreprises de capital national par des capitaux impérialistes. En même temps, l'impérialisme augmente l'extraction indirecte, avec la dette externe, et il cherche à diriger, presque sans intermédiaires, les économies des pays arriérés.

D'une part, cette nouvelle réalité économique laisse beaucoup moins d'espace pour donner des concessions aux masses. D'autre part, et ceci est une question centrale pour notre analyse, elle a provoqué déjà un changement structurel dans les bourgeoisies nationales, qui sont devenues beaucoup plus dépendantes et soumises aux capitaux impérialistes, et par conséquent, avec beaucoup moins de marge, et de volonté, pour des jeux nationalistes. Voilà la principale cause structurelle du virement à droite, vers des positions clairement pro-impérialistes, de la grande majorité des vieux mouvements nationalistes bourgeois comme l'APRA péruvien, le PRI mexicain, le MNR bolivien ou le péronisme argentin.

En troisième lieu, la chute des anciens Etats ouvriers bureaucratisés (l'URSS, la Chine, l'Europe de l'Est, Cuba...) a éliminé la possibilité de jouer à la « troisième position » ou au « non-alignement », comme faisaient beaucoup de gouvernements nationalistes bourgeois, ou même aux alliances tactiques avec ces anciens Etats ouvriers bureaucratisés pour se fortifier face à l'impérialisme.

Une autre différence centrale, que nous analysons dans le *Marxisme Vivant* n° 12, est que la dépendance des pays impérialistes par rapport aux importations de pétrole s'est accentuée à l'extrême, ce qui a donné lieu à une offensive politique et militaire forte, spécialement de l'impérialisme yankee, pour s'assurer le contrôle direct de ces sources d'approvisionnement. Il est vrai que cette offensive échoue au Moyen-Orient et a aussi eu un revers au Venezuela. Mais c'est une stratégie de l'impérialisme qui laisse beaucoup moins d'espace pour des « nationalismes pétroliers ».

Voilà le cadre plus général qui explique pourquoi **le chavisme n'a pas modifié le caractère semi-colonial du pays, et ne se propose pas de le faire**. Comme nous l'indiquons au début, c'est à l'intérieur de cette limitation générale qu'a lieu le jeu relativement indépendant du chavisme.

## **Le Venezuela d'aujourd'hui n'est pas l'Argentine de 1946**

Outre ces différences du contexte mondial, le chavisme a une autre limitation profonde : l'impossibilité d'accorder des conquêtes réellement importantes et solides aux masses, spécialement à la classe ouvrière. Les recettes des exportations pétrolières permettent à Chavez de financer les Missions ou d'acheter l'entreprise CANTV et les entreprises électriques. Mais elles sont insuffisantes pour garantir une amélioration qualitative du niveau de vie des masses et des travailleurs, comme a fait le péronisme pendant son premier gouvernement.

Malgré ses importantes recettes pétrolières, le développement économique du Venezuela est très loin d'être ce qu'était l'Argentine en 1946. D'abord, à peine quelques années plutôt, l'Argentine occupait la sixième place dans le commerce mondial et avait le développement capitaliste le plus avancé de l'Amérique latine, bien que profondément déformé par la domination anglaise. Bien qu'il soit déjà en décadence, le pays tombait depuis ce haut niveau. Et sa chute était amortie par les opulentes recettes de l'exportation d'aliments pendant la Seconde Guerre mondiale.

Deuxièmement, déjà avant la montée du péronisme, la bourgeoisie argentine avait adopté un modèle d'accumulation capitaliste appelé « de substitution d'importations », avec un emploi intensif de main d'œuvre et où les travailleurs étaient importants comme consommateurs des produits fabriqués.

Par cette combinaison de facteurs, le péronisme a pu donner des conquêtes qui ont qualitativement amélioré le niveau de vie des travailleurs.<sup>22</sup> Ce sont ces conquêtes qui ont enraciné si profondément le péronisme dans la classe ouvrière argentine, un péronisme qui s'est maintenu pendant plusieurs décennies comme la direction politique et syndicale des travailleurs, même après le renversement de Perón en 1955.

Le Venezuela, au contraire, n'a jamais eu le degré de développement capitaliste qu'avait atteint l'Argentine, ni même dans la décennie dorée des années 70. En outre, il a vécu une décadence profonde entre 1982 et 2002, ce qui a détérioré extrêmement l'appareil productif et étatique,

---

<sup>22</sup> En 1950, les travailleurs argentins avaient le niveau salarial le plus élevé de la séquence historique. En outre, ils ont obtenu des conquêtes comme le treizième mois, les vacances, la stabilité dans l'emploi et des conventions collectives très favorables.



qui a commencé relativement à se remettre sur les rails seulement à partir de 2003. D'autre part, le modèle d'accumulation que le pays a eu et continue à avoir est celui d'« exportateur de pétrole », ce qui produit un type de « bourgeoisie rentière » qui ne s'est jamais préoccupée pour promouvoir réellement le développement de l'industrie et de l'infrastructure (sauf celle liée directement à la production et le transport d'hydrocarbures).

Autrement dit, Chavez n'a pas la possibilité de répéter l'expérience péroniste de 1946-1955. Il ne le prétend d'ailleurs pas, même pas à échelle réduite, parce qu'il représente une bourgeoisie rentière pour laquelle le niveau de vie de la classe ouvrière est totalement secondaire dans le projet économique. C'est ce qui explique que, bien que la manne pétrolière tombe déjà depuis quatre ans, cette augmentation des recettes du pays ne s'est pas reflétée dans une amélioration du niveau de vie des travailleurs et des masses. Nous l'avons déjà analysé en regardant le salaire minimum perçu par la majorité des travailleurs, les conditions de travail et le fait que 50 % de la population économiquement active vit dans l'économie informelle.

### **Genèse du chavisme**

Le chavisme, comme mouvement politique, est le résultat indirect du *Caracazo*, qui a mis fin définitivement au régime de *Punto Fijo*.<sup>23</sup> Il apparaît comme le mouvement d'un secteur petit-bourgeois de seconde ligne des officiers de l'armée qui, face à cette crise aiguë, cherche à sauver l'Etat bourgeois et, spécialement, à raccommoier l'Armée, profondément divisée à partir du *Caracazo* lui-même. En même temps - ce qui est habituel dans l'histoire vénézuélienne - il reflète un secteur militaire qui aspire à prendre le contrôle de l'appareil étatique pour accéder à ses bénéfices économiques et se transformer en bourgeoisie. La crise d'agonie des partis du régime de Punto Fijo (AD et COPEI), d'une part, et le manque d'alternative révolutionnaire, d'autre part, lui ont permis de gagner une influence de masses avec son discours contre le régime, et de triompher lors des élections de 1998.

---

<sup>23</sup> Ce régime est apparu en 1958, à partir de l'accord entre les principaux partis bourgeois (AD, COPEI et UDR) pour respecter les résultats électoraux et s'alterner dans le pouvoir afin d'éviter de nouveaux putschs et interventions de l'armée. Le *Caracazo*, la rébellion populaire de Caracas, date de février 1989.

Par cette genèse, le régime bonapartiste sui generis du chavisme a une relation différente avec l'impérialisme que les régimes de démocratie coloniale que nous définissons en parlant de *Révolution ou Colonie* et qui prédominent dans la grande majorité des pays latino-américains. Cette différence n'a toutefois pas son fondement dans le fait que le pays ait perdu son caractère semi-colonial, mais dans le fait que, comme sous-produit d'une montée révolutionnaire, le chavisme est d'une certaine façon « indépendant » de l'impérialisme.

C'est pourquoi, il y a constamment des heurts avec le gouvernement de Bush. Même si cette « indépendance » se manifeste surtout dans les discours, dans des attitudes pour la galerie ou dans des mesures très partielles, il est important de signaler le fait, car en plus d'être réel, c'est la base du prestige de Chavez dans les masses et dans l'avant-garde, et cela dans une mesure bien plus importante que pour des gouvernements comme ceux d'Uribe, de Calderón, de Bachelet, de Lula ou de Tabaré.

Un autre processus qui renforce la marge d'indépendance relative du chavisme est la situation de l'impérialisme yankee et le fait que sa politique de « guerre contre la terreur » soit en train d'être mise en échec en Iraq, en Afghanistan et au Liban, ainsi que le fait qu'il ait subi une défaite dans la tentative putschiste de 2002, au Venezuela même.

En reprenant la définition de Moreno, disons que l'institution principale du régime chaviste est Chavez lui-même comme président et comme commandant de l'Armée et de la « révolution ». Toutes les autres institutions sont secondaires et tournent autour de lui. C'est pourquoi, le régime acquiert une caractéristique propre des régimes personalistes puisque les limites entre le régime et le gouvernement disparaissent dans une grande mesure, les deux étant identifiés avec le « chef » (Chavez).

### **L'échec du putsch de 2002 et ses conséquences**

Durant les premières années, l'impérialisme et la plupart de la bourgeoisie nationale ont eu la politique de renverser Chavez à travers le putsch et le lock-out. L'impérialisme l'attaque essentiellement parce que la politique de Bush était de privatiser PDVSA et de contrôler directement un de ses plus importants fournisseurs de pétrole. La vieille bourgeoisie veut récupérer le contrôle de l'Etat et ses affaires. Pour ce-

la, elle s'est appuyée sur des secteurs majoritaires de la classe moyenne qui ne recevaient aucun bénéfice du gouvernement.

Avec l'échec du putsch de 2002, la situation révolutionnaire - qui vient depuis le *Caracazo* - s'est approfondie, parce que c'est la mobilisation indépendante des masses qui met le putsch en échec (quand Chavez s'était déjà rendu). L'échec du lock-out de décembre 2002 à mars 2003 consolide encore plus cette dynamique, à cause du rôle central qu'a joué la classe ouvrière dans la récupération de PDVSA et des entreprises privées.

Ces faits de la lutte de classes ont deux importantes conséquences. D'une part, ils étendent la marge de manœuvre de Chavez face à l'impérialisme yankee et la bourgeoisie vénézuélienne, puisque ceux-ci sont obligés de l'accepter comme la seule alternative de contrôler le mouvement de masses. C'est pourquoi, ils abandonnent la politique de le renverser à travers un putsch. En même temps, les grands bourgeois locaux commencent à faire des affaires avec le gouvernement : le groupe Mendoza-Polar est un des grands fournisseurs du Mercal (système de distribution étatique d'aliments et de boissons à bas prix) et, durant ces années, il a acquis Mavesa, une importante entreprise du secteur. L'aile la plus extrême des « escuálidos » (les *rachitiques*, nom donné aux collaborateurs avec les putschistes) a été isolée. Par exemple, il y a un graffiti de ce secteur près de l'Université de Caracas qui dit: « *Cisneros s'est vendu. Cisneros est devenu communiste* ». <sup>24</sup>

D'autre part, la nécessité s'accroît pour le régime chaviste de démonter la mobilisation indépendante et de museler le mouvement de masses, à travers les mécanismes que nous analyserons par la suite. Le plébiscite sur la révocation de 2004 représente un point d'inflexion sous cet aspect parce que, au-delà des heurts entre le chavisme et l'opposition, c'est le résultat d'un accord qui essaye de sortir la confrontation de la rue pour la mener sur le terrain électoral, comme partie de la politique de démobiliser le mouvement de masses. Dans ce plébiscite,

---

<sup>24</sup> Cisneros est le propriétaire du canal de télévision Globovisión, le groupe de media le plus important du pays. Il a été un des principaux promoteurs du putsch.

la « *Seconde Bataille de Santa Inés* », <sup>25</sup> lancée par Chavez, a été une politique consciente pour avancer dans le contrôle du mouvement de masses, par le biais de l'organisation électorale. Nous n'avons pas remarqué ce processus et nous avons caractérisé erronément le plébiscite comme une tentative de « putsch institutionnel », dans un article de *Courrier International*.

Avec ceci, la hausse spectaculaire du prix international du pétrole, entamée en 2003, et l'augmentation correspondante des recettes de l'Etat ont donné au chavisme une situation beaucoup plus favorable pour faire des accords avec la bourgeoisie vénézuélienne et l'impérialisme, et pour accorder quelques concessions aux masses. Au contraire, la chute récente du prix du baril, bien que ce prix reste encore à un niveau acceptable, représente une menace parce que, en réduisant les recettes de l'Etat, elle réduit son espace de manœuvre dans les deux sens.

### **La « bourgeoisie bolivarienne »**

Pour comprendre en profondeur le caractère du régime et du gouvernement chavistes, il faut s'arrêter sur un processus social qui s'est développé pendant son gouvernement. Un secteur de la direction chaviste a commencé à se transformer directement en bourgeoisie, sur la base de parasiter l'Etat et d'intervenir dans ses affaires avec les entreprises privées et l'impérialisme. A son sommet se trouve Diosdado Cabello, gouverneur de la province Miranda et chef du Commandement National du *Mouvement de la V<sup>ème</sup> République* (MVR - le parti de Chavez), qui est devenu propriétaire de plusieurs entreprises en peu d'années. <sup>26</sup> C'est ce qu'on appelle la « bourgeoisie bolivarienne », un secteur qui cherche à développer ses affaires à partir de son contrôle sur l'Etat. C'est pourquoi, beaucoup d'analystes considèrent ce secteur comme un des promoteurs de la nationalisation de la CANTV. <sup>27</sup>

---

<sup>25</sup> La bataille du 10/12/1859, dans la localité de Santa Inés, a donné la victoire aux *libéraux* après 5 ans de guerre civile, mettant fin à l'esclavage, à la peine de mort, aux privilèges des titres de noblesse qui dataient de l'époque coloniale, et instaurant la liberté de presse, l'égalité devant la loi, etc.

<sup>26</sup> Voir note 17

<sup>27</sup> Les journaux informent que le ministre Jesse Chacón, encore un membre de la nouvelle bourgeoisie chaviste, sera le futur président de la CANTV. Dans le même reportage, DAR informe que le frère du ministre a acquis une entreprise laitière qui avait été propriété de Parmalat.

L'année passée, il y a eu des heurts importants concernant la politique à mener face à la bourgeoisie traditionnelle, entre ce secteur et celui de ces cadres chavistes qui reflètent encore un plus grand attachement au mouvement de masses. Cela s'est manifesté de façon exemplaire dans le choc, à l'intérieur du Commandement National du MVR,<sup>28</sup> entre Barreto, maire de Caracas, et Diosdado Cabello, quand Barreto a annoncé qu'il allait exproprier deux champs de golf privés, situés dans des zones résidentielles, pour construire des quartiers de logements populaires. Cabello l'a attaqué en disant que « *ce n'était pas le moment des confrontations mais de la conciliation* », et Barreto a été virtuellement séparé du Commandement National.

Le fait reflète non seulement la prédominance de la « bourgeoisie bolivarienne » dans l'actuelle politique du chavisme, mais aussi l'intention manifeste de garantir, moyennant cette « conciliation » avec la vieille bourgeoisie et l'impérialisme, le respect futur des propriétés acquises, si jamais le panorama politique vénézuélien change.

### **La nécessité de contrôler les masses**

Nous avons déjà indiqué que le chavisme, comme toute direction bourgeoise qui cherche son soutien dans une mobilisation limitée des masses, a la nécessité de contrôler et d'encadrer cette mobilisation, et que, dans le cas précis du Venezuela, cette nécessité est accentuée par le cours de la lutte de classes des dernières années.

Jusqu'à présent, le chavisme a utilisé deux mécanismes principaux pour avancer dans le contrôle. En premier lieu, ce sont les Missions, autour desquelles s'est construit un véritable « Etat parallèle » qui distribue soins de santé, éducation et aliments, aide économique aux chômeurs, subventions aux micro-entreprises et coopératives, etc.. Les Missions ont permis au chavisme, d'une part, de coopter une grande quantité de cadres du mouvement de masses et, d'autre part, de produire une relation de dépendance des secteurs les plus pauvres de la société avec le gouvernement.

Le second mécanisme, depuis le plébiscite, a été l'organisation électorale, structurée de manière semblable à un organigramme militaire, par le biais de « commandos » contrôlés par l'appareil qui ont remplacé graduellement les « cercles boliviariens » formés dans le processus

---

<sup>28</sup> Le MVR, Mouvement pour la V<sup>ème</sup> République, est le parti de Chavez.

précédent et auxquels devaient se soumettre d'autres organisations de masses, comme les syndicats.

### **Un front ouvert : le mouvement ouvrier**

Le chavisme est en train d'avancer dans sa politique de museler le mouvement de masses. Par exemple, les dernières mobilisations ont été contrôlées beaucoup plus par l'appareil que celles qui ont fait face au putsch, et même plus que celles du plébiscite de révocation. Il y a toutefois un front où ce contrôle est encore très faible : la classe ouvrière et, spécialement, le mouvement ouvrier industriel.

Ceci est dû à plusieurs raisons. D'abord, la majorité du mouvement ouvrier industriel travaille dans des entreprises privées et ne dépend donc pas de l'appareil de l'Etat. Deuxièmement, la croissance économique a permis une certaine récupération du niveau de l'emploi dans ce secteur et une marge plus grande pour les luttes. En troisième lieu, bien que le gouvernement ait accordé quelques concessions, comme une plus grande stabilité dans les contrats de travail ou l'élection de délégués d'hygiène et de prévention d'accidents, le niveau salarial général est faible et les conditions de travail sont désastreuses. C'est pourquoi, en quatrième lieu, les travailleurs font face quotidiennement aux bourgeois nationaux ou aux directeurs impérialistes qui, d'autre part, sont les mêmes que ceux qui ont promu le putsch et le lock-out.

Les travailleurs vénézuéliens ont acquis une expérience très riche d'organisation et de lutte pour mettre en échec le putsch et, spécialement, le lock-out. Cette expérience a aussi eu lieu dans les entreprises étatiques les plus importantes, comme PDVSA. Pour toutes ces raisons, le mouvement ouvrier industriel, bien qu'il soutienne Chavez et ait voté pour lui, maintient envers lui une attitude beaucoup plus indépendante et critique que les autres secteurs du mouvement de masses, attachés comme clientèle aux Missions.

Ceci s'est d'ailleurs manifesté dans une forte vague de luttes pour les salaires, les contrats collectifs, les conditions de travail, etc. Le gouvernement essaye d'intervenir dans ces luttes, mais sa marge économique de manœuvre pour donner des concessions n'est pas très grande.

## **L'Union Nationale des Travailleurs**

Une autre importante expression de toutes ces années de montée révolutionnaire a été la crise aiguë de la vieille bureaucratie de la Centrale des Travailleurs Vénézuéliens (CTV) - étant donné son attitude face au gouvernement et au putsch - et un processus très riche de réorganisation « par le bas », qui se manifeste, entre autre, dans la fondation de l'Union Nationale des Travailleurs (UNT).

Dans la constitution de l'UNT, sont entrés trois secteurs : le Courant des Travailleurs Révolutionnaires (CTR - le chavisme « pur »), une rupture de la vieille bureaucratie de la CTV, et le Courant Classiste Unitaire Révolutionnaire Autonome (CCURA - dirigé par des dirigeants syndicaux qui proviennent du trotskysme).<sup>29</sup>

L'UNT se considère chaviste et soutient le gouvernement, mais le fait est qu'elle n'est pas encore contrôlée totalement par l'appareil de l'Etat, ce qui donne lieu à de fortes contradictions. L'année passée, il y a eu une crise entre le CCURA et les deux autres secteurs sur la question de décider si la première élection directe de la direction de la centrale devait avoir lieu avant ou après les élections nationales. Le CCURA a menacé de convoquer seul le processus électoral interne. Bien qu'il ait ensuite cédé face à la pression du gouvernement, la crise a été une expression de ces contradictions.

Les élections auront lieu vers le milieu de l'année et les trois secteurs présenteront chacun leur liste. Le CCURA estime que son score peut atteindre 20 %. Toutefois, même si le chavisme « pur » parvient à avancer qualitativement dans le contrôle bureaucratique de la direction de l'UNT, il nous paraît que cela n'arrêtera pas immédiatement les contradictions et le processus qui a lieu « par le bas » (lutttes et réorganisation), selon l'analyse structurelle que nous avons faite. Même si ce processus a lieu dans un cadre syndical plus difficile, il peut aussi accentuer ces contradictions et mener la base, et les syndicats de base, à faire face à cette direction bureaucratique.

## **Le Parti Socialiste Unique du Venezuela**

La proposition de former le Parti Socialiste Unique du Venezuela (PSUV) représente un saut dans cette politique. Il s'agit d'essayer de

---

<sup>29</sup> Regrettablement, dans sa dernière réunion nationale (13-14 janvier 2007) le CCURA a décidé d'entrer au PSUV, quoique demandant certaines « conditions ».

créer un outil politique typique du bonapartisme sui generis, à travers lequel Chavez peut, depuis l'appareil de l'Etat, exercer un contrôle beaucoup plus serré sur le mouvement de masses et, en même temps, discipliner verticalement dans cette structure tous les cadres du mouvement qui le soutient, et qui est actuellement encore assez hétérogène et dispersé dans plusieurs organisations.<sup>30</sup>

Le projet du PSUV ne représente, en réalité, aucune nouveauté historique puisqu'il sera très semblable à ce qu'ont été le péronisme argentin, le PRI mexicain ou les partis du nationalisme arabe. Un fait de l'histoire argentine montre clairement l'objectif de la direction bourgeoise de contrôler et de discipliner les masses. Pour sa première victoire électorale, en 1946, Perón s'est basé sur le *Partido Laborista* (parti labour), organisé à partir des syndicats et propulsé par la bureaucratie syndicale. Après son triomphe, Perón a dissout ce parti, a emprisonné plusieurs des principaux dirigeants qui se sont opposés à cette mesure, comme Cipriano Reyes, et a créé le *Partido Justicialista* (parti de la justice), discipliné rigideusement à sa direction personnelle. Le fait est que, malgré l'appui loyal à sa candidature et à son gouvernement, le *Partido Laborista* représentait un dangereux processus d'organisation ouvrière indépendante. C'est pourquoi, le premier pas pour la constitution du PSUV sera la dissolution en lui de toutes les organisations qui se revendiquent chavistes, comme condition pour continuer à profiter de l'appareil de l'Etat. Ceci a déjà donné lieu à des contradictions avec des organisations de la base chaviste comme *Podememos*, le Parti Communiste Vénézuélien (PCV) et le parti *Patria para Todos* (patrie pour tous - PPT).

Dans ce contexte, il n'y a pas d'autre position possible pour les révolutionnaires, et même pour tous ceux qui défendent l'indépendance politique des travailleurs, que de s'opposer à l'entrée des organisations ouvrières au PSUV, surtout si c'est « obligatoire » ou s'il y a pression pour le faire depuis l'Etat et le gouvernement. Il faut défendre, en même temps, le droit démocratique de toutes les organisations politi-

---

<sup>30</sup> Il s'agit de *Movimiento V<sup>a</sup> República* (MVR - mouvement pour la V<sup>ème</sup> république), le chavisme pur et dur ; *Patria Para Todos* (PPT - patrie pour tous), une scission de Causa R ; *Podemos*, une scission du MAS ; la UPV de Lina Ron, une sorte de dirigeant *piquetero* vénézuélien ; le *Parti Communiste de Venezuela* - PCV ; et aussi le *Partido Revolución y Socialismo* (PRS - parti révolution et socialisme).



ques, sociales et syndicales des travailleurs et des masses de rester hors du PSUV.

En ce sens, la résolution d'entrer au PSUV, adoptée par l'assemblée plénière du CCURA, nous paraît totalement erronée, même si c'est « sous certaines conditions », parce que cela représente l'entrée dans un parti bourgeois d'un courant qui, au-delà de ses contradictions, a regroupé une partie importante du meilleur activisme ouvrier apparu durant ces dernières années dans le pays. Qui plus est, il ne s'agit pas de n'importe quel parti bourgeois mais du parti du gouvernement. Autrement dit, entrer au PSUV signifie, de fait, entrer dans le gouvernement bourgeois de Chavez, et liquider toute alternative d'indépendance de classe face au chavisme, en dépit de toutes les « conditions » exigées et des arguments « tactiques » ou politiques brandis.<sup>31</sup>

### **Perspectives de la situation**

La question clef ici est si le phénomène chaviste durera une longue période, voire des décennies, ou si, au contraire, il explosera durant les prochaines années. Nous croyons que nous commençons déjà à y répondre dans l'analyse que nous avons faite dans les différents articles de ce dossier. Nous ne voyons pas que, dans les actuelles conditions économiques et politiques mondiales et continentales, le chavisme ait des perspectives de durer des décennies, comme le péronisme ou le PRI. Au contraire, il nous paraît que l'hypothèse la plus probable est l'autre.

En ce qui concerne les perspectives les plus immédiates, il nous paraît qu'elles dépendront de la combinaison de deux facteurs. Le premier est l'évolution de la situation économique mondiale, et en particulier le prix du pétrole. Dans la mesure où l'actuelle phase économique ascendante se maintient et que le prix du baril ne descend pas, ou remonte même de nouveau, le chavisme aura un volume de recettes qui lui permettront d'amortir ses contradictions avec la bourgeoisie traditionnelle vénézuélienne et ses chocs avec la classe ouvrière et les masses. Au contraire, le début d'une phase descendante, avec la com-

---

<sup>31</sup> Comme un exemple de ces positions, l'interview à Stalin Pérez Borges, diffusée par le bureau de presse de la UNT/CCURA (reproduite dans le journal du MST en Argentine, *Alternativa Socialista* n° 448, 15/03/07) est très significative. Après avoir critiqué le refus de *Podemos* d'entrer au PSUV, Stalin défend la position du CCURA d'entrer dans ce parti en misant sur « *un débat démocratique* » et « *une construction à partir d'en bas* » pour « *approfondir le chemin vers le socialisme* ».

binaison d'une chute du prix du pétrole et d'une diminution des volumes exportés, réduira cette marge de manœuvre, mettra à nu ces contradictions et accentuera ces chocs.

Le second facteur sera la lutte de classes, avec un cadre différent selon les deux alternatives analysées plus haut. Dans le premier cas, la question est dans quelle mesure les masses (et spécialement la classe ouvrière) accepteront de recevoir seulement les miettes de la partie du revenu pétrolier qui reste dans le pays, alors qu'elles voient la nouvelle et la vieille bourgeoisie s'enrichir, ou qu'au contraire, elles réclameront une portion plus grande de cette richesse par leurs luttes. Il y a lieu de signaler qu'on peut percevoir déjà les premiers symptômes, bien qu'encore très embryonnaires et atomisés, d'une relation plus critique des masses avec le chavisme. Dans le second cas, tout le processus s'accélère parce que les masses ne recevront même pas ces miettes et, comme elles viennent d'un processus très riche de lutte et d'expériences d'organisation, il est très probable qu'elles fassent face durement à ces pertes.

### **Quel doit être la politique des révolutionnaires face à Chavez?**

Pour formuler notre proposition politique face au chavisme, il nous paraît nécessaire de commencer par les problèmes les plus lourds et stratégiques, pour ensuite « descendre les marches » vers les questions plus tactiques.

#### ***Les tâches stratégiques***

Ceci dit, le chavisme étant un gouvernement bourgeois, **nos tâches stratégiques sont, d'une part, de préparer son renversement à travers la mobilisation révolutionnaire des masses, et d'autre part, de construire, dans ce processus de mobilisation, le parti ouvrier socialiste révolutionnaire qui, comme section de la IV<sup>ème</sup> Internationale, est capable de se postuler pour diriger ce renversement du chavisme.**

Comme disait Nahuel Moreno dans beaucoup de ses écrits, toutes nos tactiques sont subordonnées à ces deux stratégies et sont évaluées en fonction de leur utilité pour ces dernières. Il peut paraître inutile de répéter ces formulations générales, en dernier ressort, la raison d'être du trotskysme. Mais comme trotskystes, nous sommes submergés au

milieu de la pression terrible des masses et des avant-gardes qui ont confiance dans le chavisme, spécialement en Amérique latine,

C'est pourquoi, ce serait une erreur grave de répondre avec des « tactiques » qui, si elles n'ont pas leur place dans ce cadre stratégique, seront un chemin vers la capitulation. En paraphrasant Lénine, nous pouvons dire que la principale tâche, « *tant que nous serons en minorité* », est « *d'expliquer patiemment aux masses la fausseté complète de toutes les promesses* » de Chavez, pour qu'elles comprennent « *la nécessité que tout le pouvoir passe aux mains* » de la classe ouvrière.

Le second niveau part de l'affirmation que le chavisme a maintenu et maintiendra le caractère semi-colonial du pays. Ceci signifie que **notre politique envers le gouvernement de Chavez se centre essentiellement sur la dénonciation et sur l'appel à lutter contre lui**. Les moments de possible unité d'action seront, alors, beaucoup plus épisodiques et de courte durée (comme dans les jours préalables à la nationalisation de la compagnie de téléphonie CANTV et des entreprises électriques).

Le troisième niveau est celui de la formulation plus tactique de notre politique. A ce niveau, nous devons considérer le niveau de conscience actuel des masses pour ne pas tomber dans le sectarisme qui nous ferme le dialogue avec elles et avec l'avant-garde. Il s'agit, plus particulièrement, de la contradiction entre ce que Chavez est réellement et comment les masses le voient (comme un dirigeant qui combat contre l'impérialisme). C'est-à-dire, **nous devons adapter le contenu de la politique** à cette conscience actuelle, à travers sa **formulation tactique**. C'est pourquoi, dans beaucoup de cas, notre politique doit se présenter sous **forme d'exigences**.

*Qu'est-ce qu'il faut exiger, et qu'est-ce qu'il ne faut pas exiger ?*

Sur ce point des exigences aux gouvernements populistes ou de front populaire, il y a une certaine confusion, même entre les courants qui n'ont pas capitulé au chavisme. Dans quels cas est-il correct et nécessaire de faire des exigences à ces gouvernements ? Dans quels autres cas serait-ce totalement erroné ? Pour répondre à ces questions et essayer de clarifier la confusion, il vaut mieux partir d'une base sûre : la politique proposée par Lénine face au gouvernement provisoire, en 1917:

« *Cette transition se caractérise (...) par la confiance inconsciente des masses dans le gouvernement des capitalistes, les pires ennemis de la paix et du socialisme. Cette particularité exige de nous une habileté pour nous adapter aux conditions spéciales de l'activité du parti parmi des masses inhabituellement vastes du prolétariat qui viennent de se réveiller à la vie politique. Aucun appui au Gouvernement Provisoire; expliquer la fausseté complète de toutes ses promesses, surtout du renoncement aux annexions. **Démasquer ce gouvernement, qui est un gouvernement de capitalistes, au lieu de soutenir l'"exigence" inadmissible et illusoire qu'il cesse d'être impérialiste.** ».<sup>32</sup>*

C'est-à-dire, pour Lénine, qu'on ne peut pas exiger d'un gouvernement capitaliste qu'il aille contre son essence et cesse de l'être, parce que ce serait promouvoir de fausses illusions dans les masses. C'est pourquoi, exiger de Chavez qu'il exproprie la bourgeoisie dans son ensemble, qu'il détruise l'Armée et qu'il « avance vers le socialisme » est une politique erronée qui « *soutient des illusions inadmissibles* » dans les masses concernant le fait que, si elles font suffisamment de pression sur lui et se mobilisent, il peut arriver à le faire. En ce sens, bien que l'intention soit « de dialoguer avec les masses » et d'accompagner son expérience, toute tactique d'exigence sur ces points va contre le développement de sa conscience. En dernier ressort, c'est finalement une forme de capitulation indirecte à Chavez. Par contre, comme nous l'avons déjà vu, l'orientation de Lénine est « *d'expliquer patiemment* » aux masses le véritable caractère du gouvernement.

Pour la même raison, il ne s'agit pas, aujourd'hui, d'appliquer pour Chavez la tactique de « gouvernement ouvrier et paysan » que les bolcheviques ont utilisée en 1917 (on ne peut pas demander à un gouvernement bourgeois de rompre avec la bourgeoisie). Rappelons, en outre, que cette tactique n'était pas dirigée vers le gouvernement provisoire comme tel, mais vers les partis ouvriers et de gauche qui en faisaient partie (« *Mencheviks et socialistes révolutionnaires, rompez avec la bourgeoisie ! Prenez le pouvoir appuyé sur les soviets !* »).

Au contraire, ce qui est bien correct et nécessaire de faire, et d'appeler les masses à le faire, ce sont toutes ces exigences qui ne signifie-

---

<sup>32</sup> V. Lénine - *Thèses d'Avril*, 1917- nous soulignons

raient pas de rupture avec le capitalisme, parce que cette politique, oui, les aide dans leur expérience avec ce gouvernement. Il faut exiger, par exemple, que Chavez punisse les militaires putschistes ou qu'il nationalise la CANTV.<sup>33</sup>

En même temps, même s'il met en pratique certaines de ces mesures, nous ne soutenons jamais ce gouvernement ni ses mesures, parce que, malgré leur caractère progressiste, elles font toujours partie d'une politique contre-révolutionnaire d'ensemble, comme l'a expliqué Trotsky par rapport au gouvernement républicain espagnol, pendant la guerre civile.

Prenons l'exemple de la nationalisation de la CANTV ou des entreprises électriques. Dans la formulation de notre politique, nous commençons par indiquer qu'il est très progressiste qu'une branche aussi importante que la téléphonie cesse d'être en possession étrangère et soit de nouveau de l'Etat, et que cela est un triomphe de la lutte des masses. (C'est une différence essentielle avec une politique sectaire). En même temps, nous devons dire que c'est une mesure totalement insuffisante parce qu'il s'agit d'un achat et non d'une expropriation sans paiement, qu'elle devrait être étendue à d'autres entreprises impérialistes, spécialement celles du secteur pétrolier et, finalement, que ces nationalisations doivent être mises sous le contrôle démocratique des travailleurs et des masses, par l'intermédiaire de leurs organisations. En d'autres mots, nous avançons dans notre exigence. Et nous la formulons dans un appel aux travailleurs et aux masses de s'organiser et de se mobiliser, en exigeant de Chavez qu'il applique ces mesures, en alertant que nous ne croyons pas qu'il le fasse et que, sûrement, ils devront s'en occuper eux-mêmes.

Evidemment, si l'impérialisme ou la bourgeoisie traditionnelle attaque le gouvernement de Chavez (une tentative putschiste, un boycott, etc.) face à une de ces mesures, un moment d'unité d'action, de défense du gouvernement face à ces attaques, s'imposerait, avec le critère développé par les bolcheviques, face au putsch de Kornilov.

---

<sup>33</sup> Peu avant d'écrire cet article, 8.000 travailleurs, convoqués par le CCURA, se sont mobilisés à Caracas pour réclamer des *Nationalisations sans indemnisation*.

## Conclusions finales

Le chavisme, comme tout phénomène politique d'ample répercussion, a produit des polémiques intenses au sein de la gauche et des organisations populaires. En réalité, il a réouvert, sous une lumière différente, de vieilles polémiques telles que la question de savoir si la bourgeoisie nationale peut diriger une lutte conséquente contre l'impérialisme ou, plus encore, si l'Armée d'un pays capitaliste semi-colonial peut être la direction de la marche vers le socialisme.

Pour notre part, nous rejetons les « nouvelles théories » (en réalité, un produit recyclé d'autres très vieilles), qui mèneront les travailleurs et les masses vénézuéliennes et latino-américaines à des défaites dures. Nous préférons nous maintenir dans le « vieux marxisme » de Léon Trotsky quand il a affirmé, même dans la période de grand essor des mouvements nationalistes bourgeois : « *Il n'y a que le mouvement révolutionnaire des masses populaires contre l'impérialisme qui pourra atteindre l'objectif de l'indépendance nationale. (...) Ce ne sera pas la bourgeoisie sud-américaine arriérée qui sera appelée à résoudre cette tâche mais le jeune prolétariat qui dirigera les masses* », ou quand il a analysé, quelques années plus tôt, dans la *Révolution Permanente*, que la tâche de l'indépendance nationale pourrait seulement être accomplie dans le cadre d'un processus de lutte qui, dirigé par la classe ouvrière, irait vers la véritable révolution socialiste.

Il est vrai que l'expérience historique a montré par après que d'autres secteurs sociaux, comme le paysannat pauvre ou les masses pauvres plébéiennes urbaines, avec des directions petites-bourgeoises, ont aussi été capables de mener à bien cette tâche, au moins en partie et pour une période. Mais l'essence de ce que dit Trotsky est aujourd'hui, plus que jamais, d'actualité ; que sans détruire l'Etat bourgeois et sans exproprier la bourgeoisie et l'impérialisme, comme une partie d'un processus de marche vers le socialisme, il n'y a pas moyen d'obtenir la véritable indépendance et la libération nationale des pays arriérés.

Nous préférons aussi le « vieux marxisme » de Lénine, quand il disait que les révolutionnaires doivent savoir rester en minorité et que, pendant que les masses ont encore confiance dans l'emberlificoteur du moment, il faut « *expliquer patiemment* » les propositions qui peuvent mener les travailleurs et les masses vers la victoire de la révolution.

# Italie :

## La naissance du Parti d'Alternative Communiste (PdAC) dans le panorama de la gauche italienne : des années 90 à nos jours

**Ruggero Mantovani**

Membre de la direction nationale du PdAC

Avec la collaboration de **Davide Persico**

qui, en particulier, a pris soin des notes

### Introduction

La chute du Mur de Berlin (9 novembre 1989) et la dissolution de l'URSS (août 1991) vont accentuer la concurrence impérialiste, avec des processus barbares de restauration capitaliste en Europe de l'Est et l'avènement d'une longue transition du capitalisme dans le bloc impérialiste du « vieux continent ».

L'évolution de la situation italienne, en particulier, se combine avec le changement du cadre politique et économique mondial, dans l'ère définie avec grandiloquence, comme « globalisation capitaliste ».

Ces années se sont caractérisées par un processus colossal d'assainissement financier qui a impliqué un changement profond dans les entrailles de la société italienne et dans les institutions du capitalisme national.

Après 1992, les gouvernements qui se sont succédés<sup>34</sup> ont fait coïncider le processus d'intégration de la bourgeoisie italienne dans l'Union Européenne, avec une attaque sans précédent contre les mas-

---

<sup>34</sup> Voici les gouvernements italiens successifs à partir de 1991 :

12/04/1991-24/04/1992	Giulio Andreotti (7 <sup>ème</sup> )	(DC, PSI, PSDI, PLI)
28/06/1992-22/04/1993	Giuliano Amato	(PSI, DC, PSDI, PLI)
28/04/1993-16/04/1994	Carlo Azeglio Ciampi	(DC, PSI, PSDI, PLI, indépendants Verts/PDS)
10/05/1994-17/01/1995	Silvio Berlusconi	(Forza Italia, MSI/AN, Lega Norte, CCD, UDC)
17/01/1995-17/05/1996	Lamberto Dini	(gouvernement de technocrates)
17/05/1996-21/10/1998	Romano Prodi	(PDS, PPI, Lista Dini-RI, Verdi, soutien du PRC)
21/10/1998-22/12/1999	Maximo d'Alema	(DS, PPI, RI, SDI, Verdi, UDR, PDCI)
22/12/1999-25/04/2000	Maximo d'Alema	(DS, PPI, I Democratici, RI, Verdi, PDCI, UDEUR)
25/04/2000-11/06/2001	Giuliano Amato	(DS, PPI, I Democratici, RI, Verdi, PDCI, UDEUR)
11/06/2001-17/05/2006	Silvio Berlusconi	
17/05/2006-:	Romano Prodi	

Le traducteur a inséré un glossaire de sigles/partis à la fin de ce chapitre.

ses populaires. Les dépenses sociales ont connu une contraction structurelle; les salaires ont été fortement érodés dans leur pouvoir d'achat; le chômage a acquis un caractère de masse, surtout dans le sud du pays et, d'un autre côté, les conditions matérielles des travailleurs ont rapidement souffert d'une détérioration, particulièrement avec l'apparition d'une embauche considérée « flexible », qui a imposé à des millions de travailleurs, de manière brutale, la nouvelle modalité du travail précaire.

Actuellement, l'attaque contre le monde de travail a été conjuguée avec la réorganisation profonde des institutions étatiques. Le renforcement du pouvoir exécutif, la réforme de la constitution et des autonomies locales et le fédéralisme, ont permis une pénétration du capitalisme dans la gestion des institutions publiques.

A l'intérieur de la formule bipolaire, le centre-gauche s'est alors avéré, aux yeux des grandes familles bourgeoises, pendant toutes ces années, comme le seul appareil en mesure de garantir leurs intérêts matériels : une appréciation mise à l'épreuve avec l'échec du gouvernement de Berlusconi en 1995,<sup>35</sup> qui s'est révélé incapable de maîtriser la transition à Maastricht et de garantir la paix sociale et la concertation syndicale.

La composition subjective de la direction politique que le centre-gauche a mis en avant durant ces années, direction qui a fait ses expériences et a été choisie dans les principaux clans de la bourgeoisie nationale et internationale, fut combinée avec la mise en place d'implantations de masses, encore dominés par les *Democratici di Sinistra* (DS - démocrates de gauche), devenus l'épicentre de la coalition et la véritable force de représentation bourgeoise.

### **Les *Democratici di Sinistra*, nouvelle représentation de la bourgeoisie italienne**

Le mot « libéral », qui a envahi les *Democratici di Sinistra*<sup>36</sup>, ne doit pas être examiné sur le terrain abstrait de l'idéologie, mais dans l'ac-

---

<sup>35</sup> Le gouvernement de Berlusconi tombe en 1995, après des manifestations populaires et syndicales extraordinaires, quand la *Lega Norte* (Ligue du Nord) lui retire sa confiance. Massimo D'Alema, alors secrétaire du *Partito Democratico di Sinistra* (PDS - Parti démocratique de la gauche), dira : « *La Lega est une côte de la gauche !* ».

<sup>36</sup> Le *Partito Democratico di Sinistra* (PDS) est né en 1991 des cendres du Parti Communiste italien. En 1998 Massimo D'Alema, alors secrétaire national du PDS, lance à Florence le projet « Gauche 2000 » pour la constitution d'un sujet unique de la gauche italienne. En plus du PDS, différents partis du secteur



tualité de sa fonction de classe : l'enracinement réel, parmi les masses politiquement actives et la majorité des cadres organisés du mouvement ouvrier, est apparu comme force politique et sociale nécessaire à la bourgeoisie pour définir une transition difficile.

La prise en charge directe de la responsabilité de gouvernement de la part des *Democratici di Sinistra* a signifié de fait un processus accéléré de perte progressive d'identité sociale-démocrate, dans l'époque de la crise réformatrice de la social-démocratie européenne, avec la formation, par la suite, d'un parti libéral de masses qui pourrait donner lieu, à court terme, à une désarticulation dans son bloc social de référence.

Une analyse marxiste du phénomène des *Democratici di Sinistra* exige un examen rigoureux de la fonction de classe, sociale et politique, de ce parti dans le développement de la vie nationale et internationale des années 90, où la chute du stalinisme a tout simplement joué un rôle central, comme d'ailleurs la transition vers ce qu'on a appelé la « seconde république », dans la vie italienne.<sup>37</sup>

L'évolution dans le sens libéral des *Democratici di Sinistra* s'est vérifiée dans la réalité : l'homogénéisation progressive des orientations de fond avec ceux manifestés par *La Margherita* ;<sup>38</sup> le dépassement

---

libéral-socialiste, catholique-social et labour adhérent au projet. Le parti prend le nom de *Democratici di Sinistra* (DS - Démocrates de gauche) et représentera une évolution libérale du parti, confirmée en 2000 dans le Congrès de Turin.

<sup>37</sup> La distinction qu'il y a en Italie entre la "première république" et la "seconde république" a à voir avec la présence de certains partis dans le gouvernement. De 1946 à 1994, la *Democrazia Cristiana* (DC - Démocratie chrétienne), le parti de majorité relative, a gouverné de façon ininterrompue, en coalition alternativement avec le *Partito Liberale Italiano*, le *Partito Repubblicano Italiano* ou le *Partito Socialdemocratico*, et parfois, surtout durant les années 80, avec le *Partito Socialista Italiano*. Le *Partito Comunista* a été dans le Gouvernement d'Unité Nationale pendant la période 1944-47, ainsi que vers la moitié des années 70, dans le contexte du terrorisme et du kidnapping d'Aldo Moro, président de la DC. En 1994, pour la première fois, la DC n'est plus le parti le plus important du gouvernement. De nouveaux partis entrent au gouvernement, comme *Forza Italia* de Silvio Berlusconi, et des partis ultra-réactionnaires comme la *Lega Norte* et les fascistes du *Movimento Sociale*. La plupart des partis de la première république ont été éclaboussés par des dénonciations judiciaires pour corruption en 1992-93

<sup>38</sup> *Democrazia e Libertà* (Démocratie et liberté) - *La Margherita*, est un parti politique italien de la mouvance centriste, qui naît de la rencontre en une seule organisation modérément réformatrice, de forces idéologiquement liées au filon de la culture catholique-populaire, libéral-démocrate et sociale-démocrate, avec aussi en son sein un secteur qui fait référence à des groupes soucieux de l'environnement et à une inspiration résolument européiste. Francesco Rutelli (vice-premier et ministre de la culture) en est actuellement le président. Ce parti est membre fondateur de l'*Ulivo* (l'Olivier), un acteur politique qui est à la base de la coalition politique de centre-gauche italienne, appelée l'*Unione* (l'Union). Dans le cadre de ce projet, apparaît une relation de collaboration avec les *Democratici di Sinistra* (DS). Au niveau européen, *La Margherita* adhère au Parti Démocratique Européen et à l'Alliance des Démocrates Américains et Européens.

des liens avec la CGIL<sup>39</sup> et les organisations traditionnelles des masses comme centre de gravité de l'orientation politique ; et en même temps la multiplication des relations avec des secteurs du capitalisme productif et spéculatif.

Sous cet aspect, la construction du *Partito Democratico* (PD - Parti Démocratique) - la question centrale du IV<sup>ème</sup> Congrès des *Democratici di Sinistra*<sup>40</sup> - représente le résultat de la stratégie lancée dans la Bolognina<sup>41</sup> : s'émanciper d'une force d'appoint du gouvernement vers un axe central d'une nouvelle représentation de la bourgeoisie italienne qui, en dépassant un rôle de subalterne par rapport au centre traditionnel bourgeois, pose aujourd'hui sa candidature pour la direc-

---

Aujourd'hui, ce parti mène une activité fébrile pour la constitution d'un organisme unitaire et démocratique avec les *Democratici di Sinistra*.

<sup>39</sup> La *Confederazione Generale Italiana del Lavoro* (CGIL - Confédération Générale Italienne du Travail), créée en 1906, est le plus grand syndicat italien. Jusqu'en 1950, en plus du composant communiste (fortement majoritaire) et socialiste, y participaient les composants démocrates-chrétiens, républicains et social-démocrates. Par la suite, ces composants se sont séparés et ont donné lieu à la *Confederazione Italiana Straordinaria del Lavoro* (CISL - Confédération italienne extraordinaire du travail) et à la *Unione Italiana del Lavoro* (UIL - Union italienne du travail). En 1978 se tient une convention des trois instances syndicales dans l'Eur (un quartier de Rome) dans laquelle se consacre officiellement la politique de concertation que menait jusqu'alors la CGIL.

<sup>40</sup> Les *Democratici di Sinistra* viennent de terminer leur IV<sup>ème</sup> congrès national. La motion présentée par Piero Fassino (secrétaire national) de dissoudre le parti afin de se fondre avec *La Margherita* dans le nouveau *Partito democratico* (PD - Parti démocratique), organe unique du centre-gauche, l'a emporté. Le composant de Fabio Mussi (ministre de l'enseignement universitaire et de la recherche), en désaccord avec cette position, a présenté une motion alternative à forte connotation social-démocrate du point de vue des références historiques et internationales, et a décidé de quitter les *Democratici di Sinistra* pour fonder l'organe politique *Sinistra democratica* (SD - Gauche démocratique). Actuellement, la SD, de même que les partis de gauche du gouvernement (PRC, PDCI, Verts) a sur son agenda la fondation d'un nouveau parti de gauche afin de contrebalancer la naissance du *Partito Democratico*, et se propose d'être un organe social-démocrate : ce projet aurait en vue en premier lieu une confédération de gauche qui se présenterait comme cartel aux prochaines élections.

<sup>41</sup> Le 13 novembre 1989, quelques jours après la chute du Mur de Berlin, le secrétaire du PCI, Achille Occhetto, annonce dans un meeting à Bologne, dans une convention d'anciens partisans, la possibilité d'une transformation du nom et du symbole du parti. En mars 1990 est convoqué à Bologne le 19<sup>ème</sup> Congrès du parti. Dans ce congrès, trois documents sont présentés. La première motion, intitulée *Donner de la vie à la phase constitutive d'une nouvelle formation politique*, présentée par Occhetto, Napolitano (l'actuel Président de la République) et D'Alema (l'actuel vice-premier et ministre de l'Extérieur), proposait la construction d'une nouvelle formation politique démocratique, réformatrice et ouverte à des composants laïques et catholiques, qui dépasserait le centralisme démocratique. La motion obtient 67 % et permet la réélection d'Occhetto au secrétariat. La seconde motion, intitulée *Pour une véritable rénovation du PCI et de la gauche*, a été souscrite par Ingrao (président de la Chambre de 1976 à 1979). Selon les partisans de cette motion, le PCI devait se renouveler, dans la politique et dans l'organisation, mais sans perdre sa diversité communiste. Cette motion a perdu, obtenant 30 %. La troisième motion, intitulée *Pour une démocratie socialiste en Europe*, fut présentée par le groupe de Cossutta. Construite sur une base traditionnellement staliniste, elle obtint seulement 3 %. Au 20<sup>ème</sup> Congrès (Rimini, février 1991), le Parti Communiste Italien se transforme en *Partito Democratico della Sinistra* (PDS - Parti Démocratique de la Gauche).

tion du *Partito Democratico*. Cette perspective s'inscrit dans l'histoire complexe qui a son origine dans l'évolution du vieux Parti Communiste Italien (PCI).

Le nouveau cadre historique est tracé après 1989, en permettant à la bureaucratie dirigeante de compléter le cours stratégique togliattien et berlinguerien<sup>42</sup> : en définitive, l'implantation institutionnelle énorme qui avait transformé le PCI, dans sa base matérielle, en une social-démocratie « normale » - avec la fin de l'URSS, qui a représenté durant des décennies un empêchement et un obstacle réel - légitimait définitivement ce parti comme force de gouvernement.

Il ne s'agit pas d'une force de gouvernement épisodique, comme cela a été le cas avec le PCI. Dans l'après-guerre, le parti de Togliatti fut décisif pour la reconstruction des institutions bourgeoises et de l'économie capitaliste. A la fin des années 70, le PCI a participé dans le gouvernement d'ample coalition, dans lequel il a assumé le rôle d'endiguer la radicalisation exprimée dans les conflits sociaux et a permis à la bourgeoisie d'imposer la politique d'austérité. Par contre, dans la crise apparue dans le cadre politique des années 90, il s'agit d'une force essentielle pour la transition de la bourgeoisie italienne.

En ce sens, la naissance du PDS n'a pas représenté une décomposition du vieux PCI, mais le développement d'une politique sociale-démocrate dans le nouveau parti, dont l'héritage des vastes liens institutionnels et sociaux mûris dans la précédente décennie, représentent une continuité incontestée.

Le rôle central des *Democratici di Sinistra* dans les gouvernements des années 90, facilité, avec la fin de la *Democrazia Cristiana*, par l'absence d'une représentation centrale de la bourgeoisie italienne, a constitué le facteur décisif de son évolution libérale : conquête de secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie, essentielle pour la formation

---

<sup>42</sup> Palmiro Togliatti (1893-1964) a fondé le *Partito Comunista d'Italia* (PCI - Parti Communiste d'Italie) en 1921, dont il fut le secrétaire général de 1927 jusqu'à sa mort. Après la mort de Lénine, il s'allie d'abord avec la droite de Bucharin, à l'intérieur du Comintern, pour devenir ensuite un des fidèles partisans de Staline. Émigré en URSS en 1928, pour fuir la persécution fasciste, il y reste jusqu'en 1944, en jouant un rôle de premier plan dans la persécution des dissidents politiques, y compris en Espagne pendant la guerre civile. Dans l'après-guerre, il sera le promoteur d'une politique de collaboration de classes pour la reconstruction des institutions bourgeoises, en abandonnant toute perspective insurrectionnelle et révolutionnaire, même pendant les répressions policières. Comme Ministre de Justice de 1945 à 1947, il a concédé l'amnistie à tous les fascistes et a poursuivi les partisans qui voulaient continuer le combat pour une issue révolutionnaire.

Enrico Berlinguer (1922-1984) a été secrétaire général du PCI de 1972 jusqu'à sa mort.

d'une force libérale de masses ; multiplication des relations et des intérêts spécifiques manifestés par les classes dominantes.

### **Quinze ans de réformisme du *Partito della Rifondazione Comunista***

Le *Partito della Rifondazione Comunista* (PRC Parti de la Refondation Communiste)<sup>43</sup> n'est pas né d'un intérêt nostalgique et artificiel, mais d'une nécessité réelle.

La crise du stalinisme et, avec elle, l'exigence de reconstruire un mouvement ouvrier autonome et indépendant, a offert un espace inédit de représentation politique et sociale, occupé durant ces années par un appareil dirigeant qui, en poursuivant constamment la collaboration de classes avec la bourgeoisie libérale, au lieu de l'opposition au gouvernement, a réalisé une refondation manquée.

*Rifondazione Comunista* s'est révélé être une véritable nouveauté dans le cadre politique italien, en attirant d'importants secteurs de l'avant-garde du mouvement ouvrier et en mobilisant des anciens militants de l'extrême gauche qui n'avaient pas trouvé, à ce moment, un espace réel de représentation.

La nature politique du PRC a été, dès le début, caractérisée par la tradition de son groupe dirigeant qui, bien qu'il représente un secteur minoritaire du vieux PCI, souvent avec des critiques au mot libéral-démocratique, récupérait l'essentiel de la tradition togliattienne, avec tout ce que cet héritage a signifié en termes d'affirmations politico-programmatiques : accepter et promouvoir les alliances avec la bourgeoisie considérée comme « démocratique » et « progressiste ».

Voilà la contradiction de fond : le PRC naissait et assumait un rôle central comme réponse à l'échec de la pratique réformiste du PCI, même si son appareil de direction se proposait, par culture, affirmation et tradition, de refonder le Parti Communiste sur les bases mêmes de cet échec.

Par le contexte politique de 1991 et de 1995, le PRC fut obligé, de fait, de se placer dans l'opposition, en concevant cela comme un pro-

---

<sup>43</sup> En février 1991, lors du Congrès du PCI qui sanctionna sa transformation en PDS, un noyau de dirigeants et de militants, opposés à ce tournant, créèrent le *Movimento della Rifondazione Comunista* (Mouvement de la Refondation Communiste) qui, en décembre de cette même année, lors de son premier congrès, se transforma en *Partito della Rifondazione Comunista* (Parti de la Refondation Communiste), avec comme secrétaire Sergio Garavini et comme président Armando Cossutta.

cessus d'accumulation de forces à développer sur le terrain contractuel pour se consolider sur le plan institutionnel.

En 1994, après l'échec en 1993 de la *Sinistra d'Alternativa* (Gauche d'alternative - semi-bloque d'opposition avec *La Rete*<sup>44</sup> de Leoluca Orlando), le PRC imposa l'accord avec le *Polo Progressista* (pôle progressiste),<sup>45</sup> embryon du centre-gauche (aujourd'hui l'*Unione*<sup>46</sup>), en se

---

<sup>44</sup> Le *Movimento per la Democrazia-La Rete* (Mouvement pour la démocratie-le réseau), fut un parti politique italien fon-dé le 24 janvier 1991 par Leoluca Orlando, alors maire de Palerme, sous l'impulsion du mouvement catholique coordonné par le père Ennio Pintacuda (un des animateurs du mouvement catholique qui, dans les années 80, a donné lieu à ce qu'on a appelé le "printemps palermien" contre la mafia) et de la convergence de groupes d'origines politiques variées provenant de toutes les régions d'Italie, réunis autour d'un programme de défense de la démocratie dans la société civile et dans les institutions, en confrontation avec l'oligarchie des partis traditionnels. Le *Movimento per la Democrazia* s'est constitué, aussi, comme mouvement anti-mafia, au moment où Orlando quittait la Démocratie Chrétienne, le parti où il militait, qui maintenait des liens forts avec la mafia. Il fut présent dans le Parlement et dans de nombreuses assemblées locales. Le 15 décembre 1996, il changea le nom La Rete en *Partito Democratico* (Parti Démocratique). Il se fonda dans les *Democratici di Sinistra* (Démocrates de Gauche) le 27 février 1999.

<sup>45</sup> L'*Alleanza dei Progressisti* (Alliance des Progressistes) était une coalition électorale italienne constituée le 1<sup>er</sup> février 1994. Aux élections politiques de la même année, les premières sous le système électoral uninominal, elle représenta l'aile gauche de la scène politique italienne. Les partis qui composaient la coalition étaient : *Alleanza Democratica* (Alliance Démocratique - organisation transversale de centre-gauche de nature laïque-réformiste), *Cristiani Sociali* (Chrétien Sociaux - force réformiste, située à l'extrême gauche du filon culturel catholique), *Federazione dei Verdi* (Fédération des Verts - force modérée d'orientation environnementaliste), *La Rete* (le réseau), *Partito della Rifondazione Comunista*, (PDS - que guidait la coalition), *Partito Socialista Italiano* (Parti Socialiste Italien - ce qui restait du PSI après les enquêtes et les détentions pour corruption), *Rinascita Socialista* (Renaissance Socialiste - force politique née d'une scission de la gauche socialiste du PSI). Après l'échec aux élections politiques du 27 mars 1994, l'*Alleanza* cessa pratiquement d'exister. Les partis qui firent partie de la coalition progressiste maintiennent encore entre eux un certain lien. Le PDS, en particulier, a ouvert un processus de confrontation avec les forces italiennes de centre qui, pour la plupart, étaient réunies dans la coalition du *Patto per l'Italia* (Pacte pour l'Italie) qui, à son tour, était à la recherche de nouvelles alliances immédiatement après l'échec électoral de 1994. Après la chute du gouvernement de Berlusconi, en décembre 1994, l'Italie fut gouvernée encore pendant un an par une équipe de technocrates (bien aux ordres de la bourgeoisie italienne) guidés par Lamberto Dini, qui eut l'appui d'une majorité inédite de centre-gauche formée par les *Progressisti* (avec l'exclusion de *Rifondazione Comunista*), le *Partito Popolare Italiano* (PPI - Parti populaire Italien) et la *Lega Norte*. La fin du gouvernement Dini en 1996 mena à de nouvelles élections, dans lesquelles Dini lui-même se présenta avec son propre parti, de nature modérée et centriste, *Rinnovamento Italiano* (Rénovation Italienne), qui refusa immédiatement d'entrer dans le déploiement de centre-gauche à constituer. De l'union de la plupart des forces du centre (sauf uniquement les secteurs centristes de *Forza Italia* et le CCD-CDU) et de ce qu'avait été l'organisation de la gauche, naquit une nouvelle coalition de centre-gauche, formée par des partis modérément réformistes (PPI, RI, AD, La Rete, PSI) et des partis de la gauche modérée et démocratique (*Renascita Socialista*, Verts, *Cristiani Sociali*, PDS). C'est la naissance de la coalition de l'*Ulivo* (l'Olivier). Ce groupement politique reconnaît comme chef l'ex président de l'IRI (Institut pour la Reconstruction Industrielle) et ex ministre de l'Industrie, Romano Prodi, économiste du giron de la gauche démo-chrétienne depuis longue date, et de ce fait toujours bien vu tant par les secteurs centristes que par ceux de la gauche du groupement. Prodi, comme chef du centre-gauche italien, signa des accords de renoncement avec le principal parti du secteur de la gauche radicale, le PRC, et mena sa coalition à la victoire dans les élections politiques de 1996. Dans ces élections, le *Partito della Rifondazione Comunista* présenta de fait, dans quelques circonscriptions, des candidats avec le symbole des

déclarant explicitement candidat pour participer à un gouvernement bourgeois en cas de victoire. Il n'y eut que la défaite qui a pu empêcher un glissement postérieur dans le giron gouvernemental !

Le projet était mûr. Il s'agissait de se consolider comme force critique à gauche du centre-gauche.

Tout l'investissement dans le *Polo Progressista* est parti en fumée sur volonté de ce qui est aujourd'hui le PDS, engagé dans la formation d'une organisation politique moins composite, capable de gouverner la politique du capitalisme italien: un pôle lié à Cofindustria (Confédération Générale de l'Industrie Italienne), libéral et de masses.

En 1995, l'opposition contre le gouvernement de Dini (la lutte contre le budget et la contre-réforme des pensions) était menée par le PRC surtout sur le plan institutionnel.<sup>47</sup>

Dans cette phase, *Rifondazione* reprit objectivement de la vigueur en attirant la sympathie d'une large base de la gauche. Il s'agissait d'une opposition et de conflits, mais sur le plan syndical et non politique (au point qu'au niveau local, le PRC entraînait dans beaucoup d'unions de centre-gauche), qui bénéficiaient d'un vote de représentation de classe,

---

*Progressisti* et avec l'appui externe des partis de l'*Ulivo*, sur la base des accords réciproques de renoncement.

<sup>46</sup> L'*Unione* (l'union) est le nom de la coalition de centre-gauche italienne, fondée le 10 février le 2005, comme continuité de l'expérience de l'*Ulivo*, élargie à de nouvelles adhésions. Son chef est Romano Prodi, président du Conseil depuis le 17 mai 2006. La coalition fut constituée à la veille des élections régionales de 2005 et en préparation aux élections politiques de l'année suivante, pour évincer le gouvernement de la *Casa delle Libertá* (Maison de la Liberté - de Berlusconi) qui avait été au commandement de l'Italie depuis 2001.

Les partis fondateurs de l'*Unione* sont : *Democratici di Sinistra*, *La Margherita*, *Partito di Rifondazione Comunista*, *Socialisti Democratici Italiani* (SDI), *Verdi*, *Popolari-UDEUR* (*Unione Democratici per l'Europa* - parti centriste et chrétien-démocrate), *Partito dei Comunisti Italiani* (PDCI - neo-togliattien), *Italia dei Valori* (l'Italie des Valeurs - mouvement liguisse dirigé par l'ex magistrat Antonio Di Pietro), *Movimento Repubblicani Europei* (Mouvement Républicains Européens - d'inspiration laïque-républicaine). Récemment en fait partie l'*Italia di Mezzo* (l'Italie du milieu), un parti centriste qui a rejoint l'*Unione* suite à la crise de gouvernement du 21 février le 2007, dirigé par Marco Follini qui provient du centre-droite. D'autres partis gardent contact avec l'*Unione*, mais n'en font pas partie officiellement, notamment le *Partito Socialista Democratico Italiano* (PSDI - Parti socialiste démocratique italien), la *Lista Consumatori*, les socialistes avec Craxi, les radicaux qui ont signé l'accord avec le SDI et donné ainsi vie à la *Rosa nel Pugno* (rose dans le poing), le *Partito Pensionati* (parti des pensionnés), les *Democratici Cristiani Uniti* (démocrates chrétiens unis), et les mouvements régionaux *Südtiroler Volkspartei* (parti du peuple du Tyrol du Sud), *Lega per l'autonomia Alleanza Lombarda* (Ligue pour l'autonomie Alliance Lombarde), *Lega Fronte Veneto* (ligue du front vénitien)

<sup>47</sup> Le PRC vota contre le gouvernement Dini, mais 14 parlementaires ne furent pas d'accord avec la décision du groupe dirigeant et votèrent pour le gouvernement de technocrates. Ils quittèrent le parti pour former le *Movimento dei Comunisti Unitari* (mouvement des communistes unitaires), qui rejoignit les DS en 1998.

déterminé par la concertation syndicale née des accords de la Cofindustria de 1992.

L'accumulation de cette masse d'impulsion a alors été investie en 1996 dans l'accord de renoncement avec le centre-gauche. Et le vote pour le gouvernement de Prodi a représenté la définition d'un cours politique global, défini dans le 3<sup>ème</sup> Congrès, non par hasard, comme « opposition au projet ».

Dans le gouvernement de Prodi (qui a engrangé un butin succulent pour la bourgeoisie italienne), le PRC a procédé à ce qui lui avait coûté le plus cher à réaliser quand il était dans l'opposition : une pratique collaborationniste en franche concurrence avec les représentations syndicales.

Mais progressivement, les contours du contrat bertinottien se diluent, au point de mener Fausto Bertinotti à sortir du gouvernement de Prodi, à l'automne 1998, mais en relançant un gouvernement de décanation institutionnelle, avec l'espoir de repartir avec un nouvel accord de législature. Si cet accord n'a pas eu lieu, c'est seulement à cause de l'intervention fractionnelle du secteur contrôlé par Armando Cossutta dans le PRC.

Le PRC, contraint de nouveau à l'opposition au gouvernement de D'Alema qui succéda à l'expérience prodienne, se mit au premier plan comme principale force politique contre la guerre impérialiste au Kosovo, et acquit une visibilité énorme dans la base de la gauche italienne et dans le mouvement pacifiste.

Même dans cette phase, le PRC ne rompit pas avec le centre-gauche, au point qu'il soutint l'ONU comme force de paix et non la Confédération Yougoslave et Socialiste des Balkans. Il s'abstint même sur la motion du gouvernement de D'Alema qui prévoyait la suspension temporaire du conflit armé.

Ce n'est pas par hasard que l'absence d'une rupture définitive et complète avec l'appareil des *Democratici di Sinistra* est devenue ainsi le terrain privilégié où fut estampillé le nouveau compromis aux élections régionales d'avril 2000 (avec 14 accords sur 15) et la « non-belligérance » vis-à-vis de la politique de 2001.

La crise d'hégémonie sociale des politiciens libéraux, bien reconnue dans les années 90 par le centre-gauche, a donné lieu à la naissance d'un mouvement anti-globalisation et pacifiste qui - après la manifes-

tation de Gênes de juillet 2001 et en dépit de la campagne réactionnaire sous les ordres du gouvernement de Berlusconi - a été le détonant de la naissance d'un conflit social réellement de masse.

Un nouveau vent s'est levé sur les places italiennes et une nouvelle génération a relevé la tête après des années de passivité. Jeune est devenu le mouvement anti-globalisation. Jeune est devenu le mouvement pacifiste. Jeune est devenue cette classe ouvrière qui a rompu la concertation syndicale et est revenue à la protestation dans la rue. Un nouveau vent de lutte a traversé les secteurs les plus sensibles du monde du travail et de la société civile : des mobilisations des cheminots et des travailleurs d'Alitalia, à la résistance héroïque des travailleurs de la Fiat de Nelfi ; de la lutte des populations d'Acerra contre le thermo-incinérateur, à la bataille contre le TGV.

Mais la potentialité énorme que ce mouvement a mise en lumière a trouvé un appui truqué de l'appareil du PRC. Ce patrimoine de lutte fut utilisé par Bertinotti comme carte de crédit et dot précieuse pour réaliser un nouveau compromis de classe dans les élections politiques de 2006, et entrer dans le gouvernement bourgeois de l'*Unione*.

Quinze ans de réformisme marquent la fin d'une refondation communiste viciée par la collaboration de classe, surtout aujourd'hui, alors que le PRC a assumé la responsabilité centrale dans la politique anti-populaire appliquée par le gouvernement de l'*Unione* (budget misérable et souffrance pour les masses populaires ; arrivée de la réforme des pensions et le TFR ;<sup>48</sup> attaque au statut social ; financement de la guerre impérialiste en Afghanistan et au Liban, ainsi que les 12 conditions imposées par Romano Prodi après la crise gouvernementale mûrie au mois de février de 2007). Ceci impose à l'avant-garde du mouvement ouvrier italien de revitaliser le processus de reconstruction de la refondation communiste, dont la naissance du *Partito di Alternativa Comunista* est une prémisses fondamentale.

### **Les tendances critiques à l'intérieur de *Rifondazione Comunista*, une longue histoire de soumission au réformisme**

***Les vicissitudes de « Bandiera Rossa » (drapeau rouge), aujourd'hui « Sinistra Critica » (gauche critique)***

---

<sup>48</sup> *Trattamento di Fine Rapporto* - traitement de la fin de carrière - la pension légale, mise en compétition avec les fonds de pension privés par une réforme qui entre en vigueur le premier janvier 2008.



Ce composant fait partie intégrante d'une tendance programmatique qui, en ces années, a érigé le programme antilibéral et de la démocratie participative en mystique d'un nouveau marxisme du troisième millénaire et du mouvement anti-globalisation, agent de la recomposition d'une nouvelle refondation et d'un nouveau mouvement ouvrier.

Il s'agit d'une mise en oeuvre liquidatrice (héritée du centrisme pa-bliste) qui a donné lieu à un va-et-vient constant, avec des positions sans-cesse subordonnées au groupe dirigeant réformiste.

Il suffit de parcourir brièvement l'histoire de la *Sinistra Critica* (gauche critique (ex *Bandiera Rossa*<sup>49</sup>) au cours des congrès de Refondation Communiste.

Dans le I<sup>er</sup> Congrès du PRC (décembre 1991), la consigne de *Bandiera Rossa* fut d'éviter toute bataille politique : Nous sommes au dé-

---

<sup>49</sup> Les *Gruppi comunisti rivoluzionari* (GCR - groupes Communistes Révolutionnaires) constituaient un petit groupe politique né après la guerre en Italie, comme premier représentant du mouvement trotskiste de la IV<sup>ème</sup> Internationale, leur dirigeant le plus important étant Livio Maitan. C'était un mouvement d'étude et d'analyse qui mettait en pratique l'entrisme sui generis, lancé par Pablo Raptis lors du III<sup>ème</sup> Congrès de la IV<sup>ème</sup> Internationale en 1951. De 1952 à 1969, Maitan agit clandestinement dans le PCI pour s'opposer à l'élite philo-soviétique, ensuite modérée, avec la conviction de pouvoir la pousser plus à gauche. Le périodique des GCR, *Bandiera Rossa* (Drapeau Rouge), est apparu sans interruption de 1950 à 2002. Les GCR ont surtout été constitués par des membres de la *Federazione Giovanile Comunista Italiana* (FGCI - organisme juvénile du PCI), comme Andreina de Clementi, Silverio Corvisieri et Edgardo Pellegrini (journaliste de *Paese Sera*), ainsi que des membres du Comité Central du PCI (comme Silvio Paolicchi et Auguste Illuminati, par la suite expulsés du parti en juillet 1966). Après 1968, les GCR sont entrés en crise, bien qu'ils fussent parvenus à réunir un nombre de 400 militants dans toute l'Italie. Beaucoup de dirigeants de l'organisation, comme Corvisieri, Illuminati, Luigi Vinci, Massimo Gorla, Franco Russo et Paolo Flores D'Arcais l'ont quitté, avec la grande majorité des jeunes et de tous les dirigeants étudiantins. La plupart d'entre eux (sauf Flores D'Arcais, Russo et Illuminati) ont constitué une partie de la nouvelle organisation communiste *Avanguardia Operaia* (AO - avant-garde ouvrière), tandis que d'autres se sont dispersés dans des groupes locaux minuscules (*Nuclei comunisti rivoluzionari*, *Il Comunista*, *Viva il Comunismo*, *Avanguardia Comunista*), quoique de nature marxiste-leniniste. Les GCR, ainsi décimés, sont finalement restés en marge de la gauche extraparlamentaire. Ils ont, en outre, fait l'objet de nombreuses autres scissions de tendances opposées au groupe dirigeant de Livio Maitan. La *Lega Socialista Rivoluzionaria* (LSR - Ligue Socialiste Révolutionnaire) vit le jour en 1975, après une conférence du mouvement à Naples, et la même année fut fondée la *Lega Comunista* (Ligue Communiste, déjà *Tendance/Fraction Marxiste Révolutionnaire* dans les GCR), un petit groupe dirigé par Roberto Massari, qui plus tard édita les oeuvres du Che Guevara en Italie. En 1976, quand les GCR entrèrent dans le cartel électoral de *Democrazia Proletaria* (DP - Démocratie Proletaire), quelques jeunes militants d'Umbria (dont Moreno Pasquinelli) fondent le *Collettivo IV Internazionale* (Collectif IV<sup>ème</sup> Internationale) qui devint plus tard le *Gruppo Bolscevico Leninista d'Umbria* (Groupe Bolchevique Léniniste d'Umbria). En 1979, les GCR prirent le nom de *Lega Comunista Rivoluzionaria* (LCR - Ligue Communiste Révolutionnaire). Vers la moitié des années 80, la LCR rejoignit l'organisation *Lega Operaia Rivoluzionaria* (Ligue Ouvrière Révolutionnaire) de Marco Ferrando et Franco Grisolia, qui se sépara en 1993. La LCR s'est dissolue en 1989 dans *Democrazia Proletaria*, en assumant le nom d'*Associazione Quarta Internazionale*. En 1991, l'organisation entra avec *Democrazia Proletaria* dans le PRC ou elle prit le nom d'*Associazione Bandiera Rossa*. Avec la mort de Maitan en 2004, lors du VI<sup>ème</sup> Congrès du PRC, elle créa le secteur *Sinistra Critica* (gauche critique) qui se transforma peu après en association, connue comme *Erre*, du nom de la revue qui a remplacé *Bandiera Rossa*.

but d'un long parcours, « *nous ne pouvons pas être stigmatisés comme ceux qui posent des problèmes* ».

Dans le II<sup>ème</sup> Congrès du PRC (janvier 1994), *Bandiera Rossa* présenta quelques amendements en bloc avec Ferrero,<sup>50</sup> dont le contenu mouvementiste lui assura la compatibilité avec le groupe dirigeant garvinien.

Ce ne fut que l'accentuation du gouvernement progressiste qui amena les dirigeants de *Bandiera Rossa* à converger avec la seconde motion du congrès, qui marqua le premier moment de différenciation vers la gauche de cette organisation, mais sur des bases temporaires et limitées.

Ce fut de courte durée. Après quelques mois, une fois le rideau du congrès baissé, commença le rapprochement vers le bertinottismo chez la plupart de ceux qui soutenaient la seconde motion.

Quand, par la suite, le courant Magri-Crucianelli<sup>51</sup> se scinda, le groupe dirigeant de *Bandiera Rossa* souligna la dérive à gauche du bertinottismo, soutenant que la dynamique des choses démontrait que Bertinotti virait à gauche.

Ils reprochaient à la gauche révolutionnaire, à savoir, à notre proposition alors appelée *Proposta per la rifondazione comunista* (proposition pour la refondation communiste),<sup>52</sup> qu'elle ne comprenait pas la

---

<sup>50</sup> Paolo Ferrero (° 1960) est actuellement ministre de la Solidarité Sociale du gouvernement de Prodi. Très jeune encore, il s'inscrit dans *Democrazia Proletaria* (DP), un parti politique de la Nouvelle Gauche, et il entra dans son organisme dirigeant les années suivantes. La politique se confond avec l'engagement dans l'Eglise vaudoise. Il a fait partie de la *Federazione Giovanile Evangelica Italiana* (FGEI - Fédération des Jeunes Evangélistes Italiens), dont il a été le secrétaire national de 1985 à 1986. Depuis 1987, il se consacre à temps plein à la politique, après avoir mis complètement fin à son emploi dans la Fiat. Après la dissolution de *Democrazia Proletaria* dans le PRC, il devint le chef d'un courant minoritaire du parti, héritier de la vieille majorité de la DP qui, en 1995, avec son entrée au secrétariat du parti, soutint Bertinotti et le groupe dirigeant.

<sup>51</sup> Voir la note 47.

<sup>52</sup> *Proposta per la rifondazione comunista* (proposition pour la refondation communiste) est la revue fondée en 1993 par Marco Ferrando, Franco Grisolia et Francesco Ricci après avoir quitté le groupe de Maitan. Peu de temps après, se constitua l'*Associazione Marxista Rivoluzionaria "Proposta"* (Association Révolutionnaire Marxiste « Proposition »). En 1999, l'association forma, avec d'autres groupes minoritaires dans le PRC, le secteur programmatique *Progetto comunista* (Projet communiste), en se dotant d'un organe de diffusion homonyme. L'Association s'est dissolue en 2002 pour créer en 2003, l'*Associazione Marxista Rivoluzionaria "Progetto Comunista"* (Association Marxiste Révolutionnaire « Projet Communiste »). En 2003, la revue prit le nom de *Marxismo rivoluzionario* (Marxisme Révolutionnaire). En 2005 se manifestèrent, à l'intérieur de l'association, deux positions différentes, l'une ayant Ferrando et Grisolia comme chefs et l'autre liée à la majorité de la direction de *Progetto Comunista*. Cette dernière se scinda en 2006, en fondant *Progetto Comunista - Rifondare l'opposizione dei lavoratori* (Projet Communiste - Refonder l'opposition des travailleurs), qui devint en 2007 le PdAC.

dynamique politique et qu'elle faisait un procès d'intention à Bertinotti. Leur sentence était : « *Vous ne savez pas vous connecter avec les sentiments de la base* ».

Mais quand Bertinotti s'est réorienté de nouveau vers Prodi, le groupe dirigeant de *Bandiera Rossa* s'est trouvé complètement en porte-à-faux.

Il a initialement soutenu le virement, soutenant l'accord politique électoral avec Prodi (1996, Pacte de Renoncement) et votant en faveur du gouvernement dans la direction nationale du PRC.

Mais après quelques mois, et face au fait que le gouvernement de Prodi présentait le budget le plus dur des vingt dernières années de l'histoire italienne et que le PRC se préparait à le voter, les dirigeants de *Bandiera Rossa* ont reculé sur ce point, quoiqu'une fois encore, avec beaucoup de précaution.

A la veille du III<sup>ème</sup> Congrès (décembre 1996), le groupe dirigeant de ce secteur parlait de faire des amendements au texte présenté par la majorité et ce n'est que parce que Bertinotti a imposé une motion finale (« avec moi ou contre moi ! », afin de transmettre un message de pleine fidélité à la bourgeoisie italienne), que ce groupe fut obligé encore une fois, à contrecœur, à converger avec la seconde motion du congrès.

Mais dans ce cas aussi, cela fut de courte durée.

Quand a lieu par la suite la rupture avec Armando Cossutta,<sup>53</sup> après la réadaptation de l'opposition du PRC, les dirigeants de *Bandiera Rossa* s'énamourèrent de nouveau avec Bertinotti, cette fois de façon plus intense et passionnée qu'avant, au point qu'au IV<sup>ème</sup> (avril 1999) et V<sup>ème</sup> (avril 2002) Congrès du parti, Bertinotti devint pour ce secteur

---

<sup>53</sup> En octobre 1998, le Comité Politique National du PRC s'est réuni pendant deux jours pour savoir s'il fallait sortir de la majorité du gouvernement. Quatre documents furent présentés. Le premier était présenté par trois composants de l'organisme, contraire à la chute de Prodi, mais avec une forte exigence de l'unité du parti, quoiqu'il arrive. La seconde motion, présentée par Ferrando, était pour la rupture immédiate avec Prodi, pour une réapparition du parti de l'opposition comme force révolutionnaire. La troisième motion, présentée par Armando Cossutta (maintenant président du parti), voulait continuer l'expérience de gouvernement avec une plus grande implication dans l'Exécutif. Finalement, la quatrième motion (que fut gagnante), présentée par Bertinotti (maintenant secrétaire), était pour sortir du gouvernement (avec l'intention de se remettre d'accord, par la suite, avec la majorité du centre-gauche). Quelques jours plus tard, Cossutta et Oliviero Filiberto (qui est maintenant le président des députés du PRC) créèrent le *Partito dei Comunisti Italiani* (parti des communistes italiens) et entrèrent au gouvernement avec deux ministres.

littéralement un agent - bien qu'involontaire - d'une refondation communiste révolutionnaire en Italie.<sup>54</sup>

La gauche du Parti était encore une fois accusée, comme par le passé, de sectarisme et de ne pas être en harmonie avec la dynamique de la base.

Mais quand Bertinotti entama un virement philo-prodien, il y eut un nouveau glissement du groupe dirigeant de *Bandiera Rossa*, devenu entre-temps *Gauche Critique*, cette fois plus intense que le précédent, parce qu'il mettait en cause toute la lyrique bertinottienne et toute la rhétorique de la nouvelle refondation.

Au VI<sup>ème</sup> Congrès (2005), les dirigeants de *Sinistra Critica* se sont rendu compte du refus de Bertinotti à la présentation de thèses alternatives, auquel ils ont réagi par une différenciation politique timide vis-à-vis des groupes dirigeants et de la direction du PRC. Mais encore une fois, leur politique était centrée sur une plate-forme formellement antilibérale, au point qu'ils proposaient une consultation fantaisiste de la gauche d'alternative qui - il faut le dire - n'excluait pas la confrontation programmatique avec le centre libéral bourgeois (l'appareil libéral des *Democratici di Sinistra* et de *La Margherita*).

En définitive, cette histoire de la *Sinistra Critica* est un itinéraire subordonné au bertinottisme, que nous ne considérons pas tant comme le produit d'un déficit politique, mais comme l'intériorisation du rôle de « conseiller du prince », dont l'issue a constamment été de mettre de côté le programme d'indépendance de classe comme question centrale et de principe. Et aujourd'hui plus encore, avec la dilution du PRC dans le gouvernement de l'Union, sa fonction critique s'est dissoute, en se situant, au contraire, dans la politique de collaboration de classes.

### ***Le parcours du secteur appelé « l'Ernesto »***

Les vicissitudes de la tendance appelée aujourd'hui « *l'Ernesto* » prennent racine dans la tradition togliattienne, avec tout ce que cet héritage a représenté comme activité politique : de la perspective internationale, articulée totalement en termes de camps - où les rapports entre Etats remplaçaient, dans les faits, le caractère central de la lutte

---

<sup>54</sup> L'ironie du sort a voulu que cette vision impressionniste de la refondation bertinottienne fut exprimée à l'époque par un des dirigeants les plus importants de *Bandiera Rossa*, Franco Turigliatto qui, en février 2007, fut expulsé pour deux ans du PRC et se rapprocha du groupe mixte du Sénat, pour s'être timidement manifesté contre l'aventure guerrière du ministre de l'Extérieur, Massimo D'Alema, mais en renouant par la suite avec la confiance au gouvernement de Prodi.

de classes - à la perspective politico-programmatique sur les questions de gouvernement qui - explicitement en ligne avec la récupération de la voie italienne au socialisme, de la voie progressive - accepte et promeut l'alliance avec la bourgeoisie appelée « démocratique » et « progressiste ».

Initialement, son groupe dirigeant a participé au Mouvement pour la Refondation Communiste dont, en un certain sens, il fut un des initiateurs. La convergence dans le mouvement est venue avec Luigi Vinci et, en outre, avec un courant de *Democrazia Proletaria*, dont naît la revue *Comunisti oggi* (communistes aujourd'hui),<sup>55</sup> qui fut éphémère mais annonçait un processus de recomposition entre des secteurs d'extrême gauche et des secteurs en train de se libérer de l'orientation du PCI.

Quand le processus réel de la refondation communiste a commencé, sous l'orientation de Sergio Garavini<sup>56</sup> et Cossutta, ce petit groupe fut complètement abandonné et mis de côté.

Toute son histoire dans les années suivantes fut celle de la tentative d'entrer de nouveau dans le giron des groupes dirigeants du parti.

---

<sup>55</sup> La revue *Comunisti oggi* (Communistes Aujourd'hui), apparut à la fin des années 80 comme revue de débat entre l'*Associazione Culturale Marxista* (Association Culturelle Marxiste) de Cossutta, interne au PCI, et le groupe ouvrieriste de *Democrazia Proletaria* lié à Luigi Vinci. L'intention de Cossutta était que la revue soit le noyau originaire pour la formation d'un nouveau parti communiste de type philo-soviétique, étant donné que le PCI avait officiellement rompu avec l'URSS depuis 1982.

<sup>56</sup> Sergio Andrea Garavini (1927-2001) fut un syndicaliste et un homme politique italien. Très jeune encore, il s'inscrivit au PCI et à la CGIL, qu'il contribua à reconstruire après la défaite dans les « élections d'usine » qui eurent lieu à la Fiat en 1954. Après son entrée au syndicat, il devint rapidement le secrétaire régional de la CGIL, secrétaire de la branche textile, secrétaire des métallos (FIOM) et secrétaire confédéral. Dans le domaine syndical, il réclama et obtint l'embauche articulée sur la qualification et sur l'organisation du travail. Il prit aussi part à la construction du syndicat des conseils et de la nouvelle plate-forme sociale comme, par exemple, l'égalité, la santé dans l'usine, le contrôle des rythmes de travail, devenant protagoniste de l'époque des révoltes ouvrières des années 60, en particulier dans les années 1968-1969. Il proposa des formes particulières de lutte syndicale comme la grève des sanglots et la consultation permanente. Sa bataille principale dans les années 70 et 80, aussi bien politique que syndicale, fut de critiquer le « Tournant de l'Eur » et d'agir contre la liquidation de l'échelle mobile des salaires. Il fut élu député pour la première fois en juin 1987, et fut confirmé cinq ans plus tard. Il n'adhéra pas au « Tournant de la Bolognina » d'Achille Occhetto et ne participa pas au projet du PDS. Avec Armando Cossutta, Nichi Vendola, Lucio Libertini et d'autres, il fonda le *Partito della Rifondazione Comunista* le 15 décembre 1991. Il en fut le secrétaire national jusqu'au 27 juin 1993, quand Bertinotti lui succéda. En 1995, Garavini, alors député, vota la confiance au gouvernement de Dini en violation ouverte de l'orientation du parti qui préconisait le Non. La tension PRC-Garavini fut résolue quand ce dernier forma une scission à droite du parti, avec Lucio Magri et Famiano Crucianelli (les deux ex-PDUP), et fonda le *Movimento dei Comunisti Unitari* (Mouvement des Communistes Unitaires), dont il fut secrétaire et qui rejoignit rapidement les *Democrazici di Sinistra* sous la direction de Crucianelli.

Au I<sup>er</sup> Congrès du PRC, ce secteur fut marginalisé au point qu'il ne parvint pas à entrer dans le secrétariat du Parti, et ce en dépit du fait qu'il ne manifestait aucune différence avec la majorité du parti et vantait la tradition manifestée par la revue *Comunisti oggi*.

Au II<sup>ème</sup> Congrès, par crainte d'être assimilé à l'axe majoritaire Cosutta-Magri,<sup>57</sup> les dirigeants de ce secteur mettaient en oeuvre une différenciation à gauche avec la troisième motion : la motion Vinci-Sorini-Salvato<sup>58</sup> vit le jour, mais avec une position intermédiaire entre la gouvernementale du groupe dirigeant et celle manifestée dans la seconde motion.

Dans ce cas aussi, les dirigeants du secteur de l'*Ernesto* n'ont pas obtenu la permission d'entrer dans le secrétariat national. Mais s'ils se sont insérés organiquement dans la direction du groupe dirigeant du PRC, ce n'est qu'en vertu de la scission que connut ce parti, en premier lieu lors de la scission du composant PDUP (Crucianelli<sup>59</sup> - Magri), et par après, lors de la scission des *Comunisti Italiani*.

A partir de ce moment commença, de la part du groupe dirigeant de l'*Ernesto*, l'adhésion totale à la ligne majoritaire du Parti.

L'avènement du premier gouvernement de Prodi fut totalement couvert par la responsabilité de tous les composants du secrétariat national : on n'enregistra aucune différence du groupe de l'*Ernesto* sur le

---

<sup>57</sup> Lucio Magri fut militant du PCI dès sa jeunesse. Après l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie, il fonda, avec d'autres dirigeants du parti, la revue *Il manifesto* (le Manifeste), d'orientation fortement anti-soviétique. En 1969, le groupe fut exclu du parti et fonda le *Partito di unità proletaria per il comunismo* (Parti de l'Unité Proletaire pour le Communisme), dont Magri fut le secrétaire. Ce parti rejoignit le PCI en 1984. En 1991 il n'adhéra pas au PDS et fonda le PRC, qu'il quitta en 1995 avec la scission des *Comunisti Unitari*. En 1998, il n'adhéra pas aux DS et retourna à la rédaction d'*Il Manifesto*.

<sup>58</sup> Ersilia Salvato (° 1941) fut plusieurs fois élu au Parlement. Le 3 février 1991, il fut parmi les 5 fondateurs du PRC, dans lequel il milita jusqu'à la fin de 1998, quand il participa, le 11 octobre, à la fondation du *Partito dei Comunisti Italiani* (PDCI - Parti des Communistes Italiens). Mais il y resta peu de temps et le 20 octobre il quitta déjà le PDCI pour entrer dans les *Democratici di Sinistra*, parce que le parti ne le soutint pas à fond pour le poste de Ministre de Justice dans le premier gouvernement de D'Alema, lui préférant Oliviero Diliberto. Du 16 mai 1996 au 29 mai 2001 il occupa le poste de Vice-président du Sénat. Il fut maire de sa ville natale de 2001 à 2005. A la veille des élections administratives suivantes, il quitta les DS parce qu'il ne fut pas confirmé comme candidat à la mairie. Il se présenta quand même aux élections, à la tête d'une coalition de gauche radicale, mais il fut mis en échec dans le ballottage avec le candidat de centre-gauche. Il est aujourd'hui une figure de proue de l'*Associazione Rossoverde*.

<sup>59</sup> Famiano Crucianelli (° 1948) fut parmi les fondateurs d'*Il Manifesto*, et participa par la suite à la fondation du PDUP pour le communisme, pour lequel il fut élu député en 1979. Il fut ensuite élu en 1983 sur une liste du PCI-PDUP. Il retourna à la Chambre avec le PCI en 1992 et en 1994. En mars 1995 il vota la confiance au gouvernement de Dini avec 14 autres députés du PRC qui n'avaient pas accepté la directive imposée par le parti. Il quitta le PRC en fondant le Mouvement des Communistes Unitaires. Il adhéra aux DS et il est actuellement sous-secrétaire aux Affaires Extérieures.

budget « larmes et sang » pour les masses populaires, sur le paquet Treu (précarisation du travail)<sup>60</sup> et sur les camps de détention des migrants.

Quand le PRC se retrouva dans l'opposition (une opposition forcée et non volontaire), le secteur de *l'Ernesto* se situa à droite du groupe dirigeant bertinottien et, au V<sup>ème</sup> Congrès, toute sa différenciation dans la confrontation avec Bertinotti fut instrumentée pour reconstruire une base négociable en direction du centre-gauche.

Au VI<sup>ème</sup> Congrès, ce ne fut que la décision péremptoire du secrétaire du PRC d'exiger des motions d'opposition qui poussa *l'Ernesto* à présenter une motion alternative mais, en définitive, tout à fait compatible avec la conception gouvernementaliste manifestée par le réformisme bertinottien.

Toute l'histoire de ce secteur politique, aujourd'hui d'ailleurs en voie de liquidation politique et organisationnelle, se situe à l'intérieur des vicissitudes du togliattisme italien, avec tout ce que cette politique a signifié sur le terrain de la collaboration de classes avec la bourgeoisie libérale.

### ***Le centrisme de FalceMartello***

Ce secteur politique, bien que peu significatif du point de vue quantitatif, représente un cas extrême de « centrisme ». Tout au long de l'histoire des congrès du PRC, sauf au VI<sup>ème</sup> Congrès, il a constamment produit des amendements aux documents de la gauche interne.

Le phénomène du centrisme, comme l'explique Trotsky, n'est pas statique et uniforme. Dans les différentes phases historiques, il s'est manifesté à travers des solutions politiques diverses, en couvrant le domaine contradictoire qui sépare le réformisme du marxisme conséquent.<sup>61</sup>

---

<sup>60</sup> Les « Normes en matière de promotion de l'occupation », introduites par la loi 196 de 1997, permettant le travail intérimaire, jusqu'alors interdit en Italie.

<sup>61</sup> *FalceMartello* naquit en 1983 comme journal de la *Federazione Giovanile Comunista Italiana* (FGCI - organisme juvénile du PCI) de Ferrare. Sa première campagne, de 1984-85, fut en solidarité avec la lutte syndicale des mineurs de la Grande-Bretagne, contre le gouvernement de Margaret Thatcher. Ceux qui le soutenaient et le diffusaient furent rapidement expulsés du PCI à cause des rapports manifestes entretenus avec le groupe trotskyste britannique *The Militant* et de la critique ferme contre la l'orientation eurocommuniste du Parti. Les militants expulsés continuèrent toutefois à se considérer comme membres du Parti Communiste, envers lequel le journal maintint une forte orientation en se déclarant organe « "des marxistes du PCI ». Après la dissolution du PCI, le groupe s'orienta vers le PRC qui venait de se former. Il se situa dans l'aile gauche avec des groupes réunis autour des revues *Proposta* et *Bandiera Rossa*. En 1999, *FalceMartello* constitua, avec *Proposta*, le Secteur Programmatique *Progetto Comunista*. En 2001, il fut

En ce sens, les positions manifestées constamment par ce secteur politique ont conjugué une orthodoxie théorique apparente avec une pratique de conciliation stratégique avec les appareils du mouvement ouvrier, (comme c'est toujours le cas dans les formations centristes). Ils assument, comme axe central de leur affirmation théorique et politique, de façon absolument scolastique et idéologique, le caractère social-démocrate des *Democratici di Sinistra*, même si toutes les vicissitudes italiennes des années 90 ont démontré le contraire. On ne peut pas soutenir, comme l'a fait *FalceMartello* durant toutes ces années, que l'appareil des *Democratici di Sinistra* soit identifié avec une sociale-démocratie « normale », uniquement sur la base des liens avec les masses syndiquées, et juger la politique bourgeoise, représentée par ce parti, comme une « orientation erronée ».

Tout le va-et-vient de *FalceMartello* est, en définitive, prisonnier de sa scolastique, à commencer par l'appréciation sur la « sociale-démocratie » retardée, comme nous l'avons dit. S'il est indiscutable que la mutation libérale de l'appareil des *Democratici di Sinistra* n'est pas un phénomène définitif et que cette contradiction elle-même retient en son sein des éléments explosifs dans le bloc social de référence, la nature libérale-bourgeoise manifestée dans la politique poursuivie par ce parti (devenu l'axe central des gouvernements de centre-gauche et, aujourd'hui, du gouvernement de *l'Unione*), réfute claire-

---

expulsé de ce secteur programmatique, les divergences politiques devenant excessives, et il se constitua comme composant autonome du PRC. En 2006, avec la scission de la majorité des dirigeants de *Progetto Comunista* de Ferrando et du PRC, *FalceMartello* resta la seule composante nationale de la « Gauche de Refondation », quoique de façon formelle. *FalceMartello* fait référence à la Tendance Marxiste Internationale guidée par Alan Woods. Les positions politiques de ce groupe sont fondées sur l'interprétation du marxisme donnée par le secteur de la IV<sup>ème</sup> Internationale orientée depuis la Grande-Bretagne par Ted Grant (qui, des années 60 aux années 80, a représenté, avec le groupe *The Militant*, actif depuis la gauche dans le Parti Labour, une des deux forces politiques de la tradition trotskyste inconséquente les plus significatives de l'Europe). Depuis le début du 21<sup>ème</sup> siècle, *FalceMartello* donne une emphase particulière sur le développement du mouvement de lutte en Amérique Latine et, en particulier, au Venezuela sous le gouvernement de Hugo Chavez. (L'initiative de fonder en Italie l'association *De la Main du Venezuela*, qui s'occupe de la solidarité avec le processus social et politique en cours dans ce pays, vient de ce groupe.) Le groupe propose la nécessité, pour les communistes, de construire l'unité d'action des forces qui, de l'une ou l'autre façon, se réfèrent au mouvement ouvrier. Il considère les DS comme définitivement mis en échec en tant que force sociale-démocrate authentique. Il n'exclut pas la possibilité d'une unité même politique et de gouvernement de la gauche (sans le centre), pourvu qu'elle se fasse « sur un programme de transformation sociale ». Du point de vu syndical, dans la même logique, *FalceMartello* se situe dans la gauche de la CGIL (Rete 28 avril), où il a construit une tendance propre, appelée *Alternativa Operaia in Cgil* (alternative ouvrière dans la CGIL).



ment la conception de « front unique » avec les *Democratici di Sinistra*, proposée constamment par *FalceMartello*.

Cette tendance a constamment poursuivi, au cours de ces années, la construction d'un gouvernement des *Democratici di Sinistra* avec le PRC, en rejetant (au nom d'une vision idéologique) la fonction matérielle de la sociale-démocratie libérale qui, comme la réalité l'a démontré, s'est constamment investie dans la gestion de la politique bourgeoise.

A ceux qui échappent à cette logique, il reste l'ancienne utopie du centrisme de tous les temps : pousser les agents de la bourgeoisie vers la gauche, employant pour cette entreprise la pression des masses, et construire une alternative, non dans le monde de la réalité, mais dans celui de l'idéologie.

C'est une perspective clairement consolatrice et auto-conservatrice qui, en dépit de la capitulation définitive du PRC à la politique bourgeoise, manifestée dans le gouvernement de *l'Unione*, a critiqué notre scission de la refondation bertinottienne. Ils affirment que la rupture avec l'appareil réformiste, n'étant pas mûre aujourd'hui, devrait intervenir dans un temps indéfini et avec la maturation d'une conscience diffuse de la base du parti.<sup>62</sup>

## **Notre entrisme dans le PRC**

La construction d'un parti authentiquement communiste ne se fait pas de manière artificielle, à travers des raccourcis et des simplifications. Elle est surtout le fruit d'une bataille théorico-politique, dont le résultat est la création d'un corps choisi de militants actifs et de cadres qui se constituent en avant-garde du prolétariat.

---

<sup>62</sup> L'erreur de cette analyse manifestée par la politique de *FalceMartello* se résume en deux exemples absolument représentatifs. En 1997, à l'occasion de ce qu'on a appelé le « referendum pour la Padanie », convoqué par Humberto Bossi (chef de la *Lega Norte*), il soutint que « *le mouvement ouvrier ne devrait pas s'opposer à une simple consultation, mais déclarer être disposé à se mobiliser afin de faire respecter les résultats* ». Au lieu d'appeler le mouvement ouvrier à se mobiliser contre une position réactionnaire, contre la sécession, et de ne pas soutenir, par principe, l'autodétermination de la bourgeoisie, mais par contre celle du peuple durement opprimé, *FalceMartello* lui-même refuse souvent cette dernière en la qualifiant de nationalisme (c'est le cas pour les nations basque et irlandaise). Un autre exemple où *FalceMartello* jette allègrement le marxisme révolutionnaire par-dessus bord date de 1998, quand la tendance internationale de *FalceMartello* se prononça, via Ted Grant (*Socialist Appeal*), pour le système électoral majoritaire, le système le plus réactionnaire que la bourgeoisie ait engendré, pour la simple raison qu'avec ce système, le *Labour Party* aurait gagné les élections.

Le parti révolutionnaire que nous avons construit, le *Partito di Alternativa Comunista* (PdAC - Parti d'alternative communiste), n'est pas le résultat d'un acte stérile d'auto proclamation mais l'issue d'une longue bataille de fractions à l'intérieur du PRC sur le terrain de l'affirmation programmatique et organisationnelle du marxisme révolutionnaire, qui a constitué en même temps un instrument de clarification et de sélection militante, comme l'a démontré la scission du « ferrandisme ».

Une tendance s'était formée autour de la revue *Proposta per la Rifondazione Comunista* (Proposition pour la Refondation Communiste), après la scission du Secrétariat Unifié, suite à un débat et un choix d'orientation de cette tendance internationale. Cette tendance a immédiatement participé à la naissance du PRC, appréciant l'importance d'un processus de recomposition du mouvement ouvrier et convaincu qu'ignorer ce fait serait perdre une occasion historique d'affirmation des positions marxistes révolutionnaires, au profit d'un simple auto-conservatisme.

La formation d'une tendance révolutionnaire à l'intérieur le PRC, qui s'est construite sur le terrain du marxisme conséquent, s'est immédiatement caractérisée par une bataille politique-programmatique dure, comme alternative aux groupes dirigeants du PRC et entrant constamment dans la contradiction de fond qui a caractérisé ce parti : la vocation gouvernementiste de l'appareil et de sa bureaucratie, et le radicalisme de la partie la plus saine de sa base.

Cette bataille n'avait pas pour but de conquérir simplement une aire d'influence et de consensus à l'intérieur du PRC dans une logique institutionnelle et électoraliste ou de mener la simple bataille des idées et la reconnaissance formelle et platonique des relations d'organisation. (comme c'est le cas avec la scission du groupe de Ferrando-Grisolia), mais bien de construire, à partir de l'affirmation théorique et programmatique, une organisation de militants et de cadres.

Cette perspective programmatique a marqué toutes nos péripéties politiques à l'intérieur du PRC, non seulement en opposition au groupe majoritaire, mais aussi contre l'opportunisme qui a caractérisé l'expérience des « tendances critiques » actuelles (celles de *l'Ernesto*, de *Erre-Sinistra Critica* et, pour des motifs différents, de *FalceMartello*).

A la fin du I<sup>er</sup> Congrès du PRC, à la différence d'autres secteurs, le regroupement original qui s'était formé autour de l'association « *Proposta* » formulait la nécessité d'une refondation communiste révolutionnaire, comme réponse à la crise historique du stalinisme et du réformisme.

Au II<sup>ème</sup> Congrès (1994), cette affirmation - qui, de fait, a représenté le caractère central de notre lutte de fractions à l'intérieur du PRC - entrainait en collision avec la formation du *Polo Progressista*.

A l'occasion du III<sup>ème</sup> Congrès (1996), une bataille de tendances construisait des bases plus solides, où la lutte contre le gouvernement de Prodi se combinait avec la construction d'un secteur d'opposition plus vaste. Cette bataille s'appuyait sur une plate-forme programmatique de plus en plus complète et articulée lors des IV<sup>ème</sup> et V<sup>ème</sup> congrès, et plus encore au VI<sup>ème</sup> (autonomie du mouvement ouvrier ; pôle de classe anticapitaliste ; rejet de la collaboration avec les gouvernements de la bourgeoisie comme point incontournable de l'action des communistes). Elle représentait une base de référence essentielle pour la construction - en 2002-2003 et après un long processus de clarification et de séparation - de l'*Associazione Marxista Rivoluzionaria - Progetto Comunista* (Groupement Marxiste Révolutionnaire - Projet Communiste). C'est l'*AMR - Progetto* qui a constitué, sans aucun doute, le cadre politique et organisationnel dont est né le groupement *Progetto Comunista - Rifondare l'opposizione dei lavoratori* (Projet Communiste - Refonder l'Opposition des Travailleurs), qui se constituerait comme instrument fondateur d'un véritable parti communiste en Italie.

En définitive, toute notre expérience à l'intérieur du PRC (l'action de regroupement révolutionnaire et la lutte de fractions entreprise pendant 15 ans) a été marquée par la nécessité de reconstruire une refondation communiste authentique, avec la conviction que, sans récupérer les fondements politiques et programmatiques du marxisme révolutionnaire, il aurait s'agit d'une refondation manquée.

Cette dernière affirmation n'est certainement pas le fruit d'une improvisation, car l'histoire du communisme conséquent se situe constamment sur ce terrain. Marx et Engels ont mené une dure bataille dans la Première Internationale pour le retour au *Manifeste du Parti Communiste*. Lénine et Rosa Luxemburg, de la gauche de la II<sup>ème</sup> In-

ternationale, ont mené une bataille tenace pour la récupération du véritable Marx et contre toutes les déformations révisionnistes, réformistes et centristes, d'une façon certainement créative et innovatrice (nous pensons au concept de l'impérialisme et au développement de la théorie léniniste sur le parti et sur la question nationale). Sans cette récupération des fondements marxistes, le Parti Bolchevique ne serait pas né comme parti dirigeant de la Révolution d'Octobre. De la même façon, l'Opposition de Gauche depuis son origine, et par la suite le mouvement pour la fondation de la IV<sup>ème</sup> Internationale, ont réactualisé le marxisme en récupérant les fondements que la sociale-démocratie et le stalinisme ont détruits.

L'expérience pratique de la gauche révolutionnaire, qui a combattu pendant 15 ans à l'intérieur du PRC, démontre que la construction d'un parti authentiquement communiste, même encore embryonnaire, passe par d'innombrables épreuves avant de devenir le parti de la révolution prolétarienne.

Avec cette conviction et cette perspective historique, nous avons retenu que la scission avec la fraction Ferrando-Grisolia et la naissance du groupe *Progetto Comunista - Rifondare l'opposizione dei lavoratori* ont été indispensables pour réaliser la scission du PRC, concrétisée à Rome le 22 avril le 2006, sur les bases programmatiques du léninisme.

Après un travail commun de construction de la gauche révolutionnaire, dont la naissance de l'*Associazione Marxista Rivoluzionaria - Progetto Comunista* a représenté un résultat très important, des ruptures irrémédiables sur le terrain de la politique organisationnelle sont apparues avec le secteur Ferrando-Grisolia, au moment où s'imposait la scission du PRC. Ce groupe a voulu construire, non le parti léniniste formé de militants conscients et de cadres bien solides, mais le parti du chef, du guru, comme en témoigne le Mouvement ferrandien pour la construction du *Partito Comunista dei Lavoratori* (Parti Communiste des Travailleurs), confus sur le terrain programmatique et replié sur lui-même sur le terrain organisationnel.

Le *Partito di Alternativa Comunista* (section de la LIT) est né à Rimini en janvier le 2007. C'est, en définitive, le résultat d'un long processus de sélection et de clarification théorique et programmatique qui, après les années 30, a mis de nouveau à l'ordre du jour en Italie la

nécessité de construire un parti conséquemment communiste, un parti qui a comme ambition, comme disait Lénine, « *de reconstruire le monde... de mettre fin à la guerre impérialiste mondiale, qui ne peut pas terminer avec une paix véritablement démocratique sans la plus grande révolution prolétarienne de l'histoire* ».

## Glossaire

Il y a de l'information sur les concepts, sur la page indiquée.  
Voir plus bas pour les noms en français et les sigles.

Alleanza dei Progressisti, 53  
Associazione Marxista Rivoluzionaria, 58, 68  
Avanguardia Operaia, 57  
Bandiera Rossa, 57  
Bolognina, 50  
Comunisti oggi, 61  
Confederazione Generale Italiana del Lavoro, 50  
Confederazione Italiana Straordinaria del Lavoro, 50  
Democratici di Sinistra, 48  
Democrazia Cristiana, 49  
Democrazia e Libertà. ==> La Margherita  
Democrazia Proletaria, 57  
Ernesto, 60  
Eur, 50  
FalceMartello, 63  
Federazione Giovanile Comunista Italiana, 57  
Forza Italia, 49  
Gruppi comunisti rivoluzionari, 57  
Il Manifesto, 62  
Italia dei Valori, 54  
Italia di Mezzo, 54  
La Margherita, 49  
La Rete, 53  
Lega Comunista, 57  
Lega Comunista Rivoluzionaria, 57  
Lega Norte, 49  
Lega Operaia Rivoluzionaria, 57  
Lega Socialista Rivoluzionaria, 57  
Movimento Repubblicani Europei, 54  
Partito Comunista dei Lavoratori, 68  
Partito Comunista d'Italia, 51  
Partito dei Comunisti Italiani, 54, 62  
Partito della Rifondazione Comunista, 52, 61  
Partito Democratico, 50, 53  
Partito Democratico della Sinistra, 50  
Partito di Alternativa Comunista, 66  
Partito Liberale Italiano, 49  
Partito Popolare Italiano, 53  
Partito Repubblicano Italiano, 49  
Partito Socialdemocratico, 49  
Partito Socialista Democratico Italiano, 54  
Partito Socialista Italiano, 49  
Polo Progressista, 53  
Progetto Comunista, 58  
Progetto Comunista - Rifondare l'opposizione dei lavoratori, 58, 67  
Proposta per la rifondazione comunista, 58  
Sinistra Critica, 57  
Sinistra democratica, 50  
Socialisti Democratici Italiani, 54  
Togliatti, 51  
Ulivo, 49  
Unione, 53  
Unione dei Democratici Cristiani e di Centro, 47  
Unione Democratica per la Repubblica, 33, 47  
Unione Democratici per l'Europa, 54  
Unione Italiana del Lavoro, 50

Alliance des Progressistes ==> Alleanza dei Progressisti  
Association Marxiste Révolutionnaire ==> Associazione Marxista Rivoluzionaria  
Avant-garde Ouvrière ==> Avanguardia Operaia  
Communistes Aujourd'hui ==> Comunisti oggi  
Confédération Extraordinaire Italienne du Travail ==> Confederazione Italiana Straordinaria del Lavoro  
Confédération Générale Italienne du Travail ==> Confederazione Generale Italiana del Lavoro  
Démocrates de Gauche ==> Democratici di Sinistra  
Démocratie Chrétienne ==> Democrazia Cristiana  
Démocratie et Liberté ==> Democrazia e Libertà. ==> La Margherita  
Démocratie Proletaire ==> Democrazia Proletaria  
Drapeau Rouge ==> Bandiera Rossa  
Fédération Communiste Italienne des Jeunes ==> Federazione Giovanile Comunista Italiana  
Gauche Critique ==> Sinistra Critica  
Gauche Démocratique ==> Sinistra democratica  
Groupes Communistes Révolutionnaires ==> Gruppi comunisti rivoluzionari  
Italie des Valeurs ==> Italia dei Valori  
Italie du Milieu ==> Italia di Mezzo  
Le Réseau ==> La Rete

Ligue Communiste ==> Lega Comunista  
 Ligue Communiste Révolutionnaire ==> Lega Comunista Rivoluzionaria  
 Ligue du Nord ==> Lega Norte  
 Ligue Ouvrière Révolutionnaire ==> Lega Operaia Rivoluzionaria  
 Ligue Socialiste Révolutionnaire ==> Lega Socialista Rivoluzionaria  
 Mouvement Républicain Européen ==> Movimento Repubblicani Europei  
 Olive ==> Ulivo  
 Parti Communiste des Travailleurs ==> Partito Comunista dei Lavoratori  
 Parti Communiste d'Italie ==> Partito Comunista d'Italia  
 Parti d'Alternative Communiste ==> Partito di Alternativa Comunista  
 Parti de la Refondation Communiste ==> Partito della Rifondazione Comunista  
 Parti Démocratique ==> Partito Democratico  
 Parti Démocratique de Gauche ==> Partito Democratico della Sinistra  
 Parti des Communistes Italiens ==> Partito dei Comunisti Italiani  
 Parti Libéral Italien ==> Partito Liberale Italiano  
 Parti Républicain Italien ==> Partito Repubblicano Italiano  
 Parti Social-démocrate ==> Partito Socialdemocratico  
 Parti Socialiste Italien ==> Partito Socialista Italiano  
 Parti Socialiste Démocratique Italien ==> Partito Socialista Democratico Italiano  
 Pôle Progressiste ==> Polo Progressista  
 Projet Communiste ==> Progetto Comunista  
 Projet Communiste - Refondre l'opposition des travailleurs ==> Progetto Comunista - Rifondare l'opposizione dei lavoratori  
 Proposition pour la refondation communiste ==> Proposta per la rifondazione comunista  
 Socialistes Démocratiques Italiens ==> Socialisti Democratici Italiani  
 Union ==> Unione  
 Union Démocratique pour l'Europe ==> Unione Democratici per l'Europa  
 Union Italienne du Travail ==> Unione Italiana del Lavoro

AMR = Associazione Marxista Rivoluzionaria - Association Marxiste Révolutionnaire  
 AO = Avanguardia Operaia - Avant-garde Ouvrière  
 CGIL = Confederazione Generale Italiana del Lavoro - Confédération Générale Italienne du Travail  
 CISL = Confederazione Italiana Straordinaria del Lavoro - Confédération Extraordinaire Italienne du Travail  
 DC = Democrazia Cristiana - Démocratie Chrétienne  
 DP = Democrazia Proletaria - Démocratie Prolétaire  
 DS = Democratici di Sinistra - Démocrates de Gauche  
 FGCI = Federazione Giovanile Comunista Italiana - Fédération Communiste Italienne des Jeunes  
 GCR = Gruppi comunisti rivoluzionari - Groupes Communistes Révolutionnaires  
 LCR = Lega Comunista Rivoluzionaria - Ligue Communiste Révolutionnaire  
 LOR = Lega Operaia Rivoluzionaria - Ligue Ouvrière Révolutionnaire  
 LSR = Lega Socialista Rivoluzionaria - Ligue Socialiste Révolutionnaire  
 MSI = Movimento Sociale Italiano - Mouvement social italien  
 PCI = Partito Comunista d'Italia - Parti Communiste d'Italie  
 PD = Partito Democratico - Parti Démocratique  
 PdAC = Partito di Alternativa Comunista - Parti d'Alternative Communiste  
 PDCI = Partito dei Comunisti Italiani - Parti des Communistes Italiens  
 PDS = Partito Democratico della Sinistra - Parti Démocratique de Gauche  
 PLI = Partito Liberale Italiano - Parti Libéral Italien  
 PPI = Partito Popolare Italiano - Parti Populaire Italien  
 PRC = Partito della Rifondazione Comunista - Parti de la Refondation Communiste  
 PSDI = Partito Socialista Democratico Italiano - Parti Socialiste Démocratique Italien  
 PSI = Partito Socialista Italiano - Parti Socialiste Italien  
 RI = Rinnovamento Italiano - Renouveau Italien  
 SC = Sinistra Critica - Gauche Critique

SD = Sinistra democratica - Gauche Démocratique

SDI = Socialisti Democratici Italiani - Socialistes Démocratiques Italiens

UDC = Unione dei Democratici Cristiani e di Centro - Union des Démocrates Chrétiens et du Centre

UDR = Unione Democratica per la Repubblica - Union des Démocrates pour la République

UIL = Unione Italiana del Lavoro - Union Italienne des Travailleurs



# Europe :

## Les raisons du boom de l'immigration

**José Moreno Pau**

Membre de la direction nationale du PRT-IR  
(section espagnole de la LIT-QI)

*« Les conjectures de certains dirigeants politiques et des charlatans en général se privent bien d'expliquer les véritables raisons de ce boom migratoire. Ils ne vont pas expliquer, logiquement, que la principale explication à cette venue "désordonnée" et désespérée d'immigrants se trouve dans la rapine impérialiste de continents entiers. »*

Comme expliquait Lénine, les immigrations vers les métropoles impérialistes sont une des caractéristiques distinctives de l'impérialisme. La rapine impérialiste pousse les travailleurs des colonies et des semi-colonies à chercher la bouée de sauvetage dans la métropole. Par le processus de recolonisation, l'impérialisme s'approprie les entreprises productives des pays de ce qu'on appelle le Tiers Monde, par le biais du FMI, de la Banque Mondiale et des multinationales, et procède à l'élimination de postes de travail, à la dépendance technique et à l'importation de produits élaborés. L'indépendance des colonies européennes n'a pas été complète et elles ont été maintenues dépendantes de l'impérialisme. Le pillage que représente la dette externe, payée cent fois à partir des intérêts bancaires exorbitants, uni au vieillissement de la population européenne et à la nécessité de main d'œuvre bon marché dans la métropole, donnent comme résultat le mouvement migratoire des dernières décennies. Nous sommes devant le phénomène inverse à celui du 19<sup>ème</sup> siècle et des premières décennies du 20<sup>ème</sup> siècle, quand quelque 55 millions d'Européens ont émigré vers d'autres continents, principalement en Amérique.

### **L'immigration dans l'économie européenne**

Il faut rappeler que la reconstruction industrielle des principales puissances impérialistes européennes, après la seconde guerre mondiale, a été faite non seulement à partir du plan Marshall, mais aussi

au prix du déplacement de millions de travailleurs du sud de l'Europe, de la Turquie et du nord de l'Afrique vers les zones industrielles. La crise chronique de l'économie capitaliste a accéléré aujourd'hui les plans de surexploitation de la main d'œuvre et la restriction des prestations sociales en Europe. Pour cela, les travailleurs immigrants constituent, encore une fois, le secteur le plus exploité, qui occupe les emplois de moindre qualification et les plus durs (construction, agriculture, industrie, nettoyage, service domestique...). Ces secteurs sont aussi ceux qui présentent un plus grand indice de sous-traitance et de précarité. De ce fait, les travailleurs immigrants sont les plus affectés par les accidents de travail. D'autre part, on importe aussi de la main d'œuvre qualifiée qui, durant les dernières années, a rejoint l'armée de boursiers et de chercheurs qui travaillent pour les multinationales, avec des salaires très inférieurs et avec des droits minimaux aux soins de santé. Ceci fait partie du vol de cerveaux qui implique un appauvrissement pour les pays d'origine, où les investissements dans la formation de ceux-là se perdent.

La main d'œuvre immigrante arrive à l'âge de travailler, ce qui fait que les Etats récepteurs économisent des années de soins de santé et d'éducation.

Les pays impérialistes de l'Union Européenne utilisent la main d'œuvre immigrante pour diviser la classe ouvrière en maintenant les salaires de plus en plus bas, en augmentant les heures de travail. Ils remplacent les prestations sociales destinées aux malades, aux personnes âgées et aux enfants par l'intervention des travailleurs domestiques. Ceux-ci représentent, de nos jours, entre 10 et 20 % de la population des pays centraux européens. Bien que l'arrivée d'immigrants ait baissé en 2005 (1.697.000) par rapport à 2004 (1.800.000), elle est toujours le principal apport démographique pour l'Europe impérialiste vieillissante. Suivant la tendance actuelle, on calcule que l'Europe pourra avoir perdu 40 millions d'habitants en 2050. Les gouvernements savent qu'ils ont besoin de l'arrivée de main d'œuvre immigrante pour couvrir les postes de travail et pouvoir continuer à charger les frais sociaux sur le dos des travailleurs (sécurité sociale, pensions, soins de santé), en même temps qu'ils réduisent les contributions « patronales » (apportées évidemment aussi par les travailleurs). L'augmentation d'immigrants irréguliers sert aux économies informel-

les et, par conséquent, aux secteurs les plus faibles de la bourgeoisie européenne, fondamentalement dans le sud de l'Europe, qui a besoin de cette main d'œuvre qu'elle surexploite sans frais sociaux ni impôts. Et en dernier ressort, cette main d'œuvre sert aux grandes entreprises qui organisent de plus en plus la production par l'intermédiaire des sous-traitances.

### **Les travailleurs immigrants en Russie**

L'ancienne puissance mondiale dispose d'une diaspora de 26 millions de russes, et c'est à la fois un des pays qui dispose d'un plus grand nombre d'immigrants selon les données officielles. L'année passée, 390.000 personnes des pays de la CEI travaillaient en Russie, trois fois plus qu'en 1994. L'arrivée d'immigrants en Russie est due au fait que la plus grande partie du revenu qu'il y avait en URSS s'est concentrée en ce pays, qui était le pays dominant. Les experts de l'Institut d'Économie estiment entre 3,5 et 4 millions de personnes le nombre d'immigrants illégaux qui se sont installés en Russie. A Moscou, le réseau du commerce au détail et le secteur des services occupent 500.000 étrangers. Ils proviennent non seulement des républiques soviétiques (qui se trouvent dans une situation économique complètement catastrophique par la destruction de l'appareil productif à cause de la restauration du capitalisme et l'entrée de l'impérialisme, ce qui provoque en outre continuellement des conflits armés), mais aussi d'autres régions russes. Le fait d'être russe ne donne pas pour autant le droit de travailler légalement à Moscou. Pour cela, ils ont besoin d'un passeport spécial par lequel ils démontrent qu'ils sont des résidents, ce qui fait que le nombre de travailleurs dans des conditions de clandestinité est chaque jour plus grand.

Un autre secteur est celui des personnes nationalisées et de seconde ou troisième génération d'immigrants, touché principalement par la délocalisation industrielle, le chômage et la précarité. La France est apparue à la Une des journaux du monde entier quand les jeunes fils et

petits-fils d'immigrants ont montré leur indignation en brûlant des véhicules et en participant par la suite à la lutte des jeunes contre le CPE (Contrat de Première Embauche). Ils continuent d'ailleurs de le faire, bien que cela ne fait plus partie des « nouveautés ».

La main d'œuvre immigrante est en outre exclue en grande partie du **droit de vote**. C'est un autre facteur de division. Pour les immigrants avec nationalité de l'Union Européenne, il y a le droit de vote lors des élections municipales. Pour les autres, on commence à appliquer le droit de vote pour ceux qui sont en situation régulière, uniquement pour les élections municipales. Mais le droit de voter pour l'élection de députés ou d'un président n'est même pas en discussion. De cette façon, une partie de la classe ouvrière est directement exclue, et on crée les catégories de ceux qui ont et de ceux qui n'ont pas le droit de choisir leurs gouvernants lors des élections démocratique-bourgeoises. Ceux qui peuvent voter sont accaparés par les partis bourgeois pour les opposer au reste, comme un secteur à privilégier. Beaucoup d'immigrants adoptent une position réactionnaire face à ceux qui arrivent les derniers, pour empêcher l'entrée de nouveaux travailleurs : « *il n'y a déjà plus de place* » ou « *ceux qui arrivent maintenant travaillent pour moins d'argent et nous volent l'emploi* » ; voilà les messages qu'ils reproduisent comme mécanisme d'une fausse intégration.

### **Politique de l'impérialisme européen**

Bien que l'immigration soit de la compétence de chaque pays de l'Union Européenne, le fait est que, depuis l'année 1985, on a avancé dans des politiques communes. Actuellement, la prise de mesures et la coordination internationales sont à l'ordre du jour, sous la pression de l'arrivée d'embarcations de tout genre aux côtes méditerranéennes et canariennes. La recolonisation des pays de l'Est libère de manière massive de la main d'œuvre bon marché, et même en quantité plus que nécessaire, ce qui pousse à fermer les frontières au reste de l'émigration mondiale. Pour cela, ils renforcent les mécanismes comme Frontex (frontière extérieure commune de l'UE), qui mettent des fonds à disposition des pays frontaliers pour freiner l'arrivée d'émigrants, pour des frais de police, de gardes-côte et militaires, et pour des opérations conjointes de plusieurs pays. Ceci donne lieu à la militarisation des

côtes africaines par l'impérialisme européen. On a créé des centres de réclusion, les camps de concentration modernes, où s'entassent des milliers d'immigrants jusqu'au moment de leur rapatriement, et cela aussi bien dans les pays d'arrivée que sur la côte africaine, ce qui inclut la construction de centres d'éducation surveillée pour les mineurs expulsés (comme celui que le gouvernement de Zapatero va construire au Maroc). Frontex finance aussi l'entraînement des policiers locaux et l'établissement de campements et de casernes européennes dans les pays d'origine des immigrants. Tout cela est ce qu'on appelle l'extériorisation des frontières, une recolonisation dissimulée du continent africain.

Une autre mesure renforcée est celle des expulsions d'immigrants sans papiers. Pour cela, il y a le contrôle déjà habituel dans les aéroports et à la frontière des pays qui ne font pas partie de l'UE (le traité Schengen), ce qui permet de refouler ceux qui, après un interrogatoire abusif, sont considérés comme venant pour travailler et non pour faire du tourisme. A cela s'ajoute, ces dernières années, le renvoi de ceux qui arrivent sur le territoire de l'UE sans papiers vers leur supposé pays d'origine. Pour cela, des accords sont conclus avec les gouvernements de plusieurs pays d'origine des immigrants. Le gouvernement espagnol, par exemple, a introduit dans les accords avec les pays africains que l'attribution d'« aide économique » est conditionnée par l'accomplissement de compromis en matière migratoire. Les gouvernements européens comptent aussi avec le soutien des gouvernements des pays dépendants pour disposer de main d'œuvre sur mesure, avec des accords d'embauche dans les pays d'origine, selon les nécessités du marché européen. Les travailleurs immigrants qui font appel à ces contrats ont l'obligation de retourner au bout de quelques mois après l'obtention du contrat, en acceptant des salaires en dessous de la moyenne. La main d'œuvre sur mesure représente en outre l'économie des frais de soins de santé et de pensions pour les vieux.

Les lois sur les étrangers se durcissent chaque jour davantage, en compliquant le regroupement familial, en empêchant le droit d'asile, et en liant la légalité au fait d'avoir un contrat de travail pour un temps minimum déterminé. La social-démocratie et consorts font valoir, en suivant les approches de la droite, qu'ils ne vont pas permettre le séjour illégal et qu'ils promouvront les expulsions massives, quand ce

qu'ils cherchent en réalité est de maintenir une main d'œuvre bon marché et apeurée, menacée d'expulsion et à la merci des chefs d'entreprise. Finalement, les accords d'aide économique comme le Plan Afrique prétendent fournir l'implantation des multinationales européennes dans ces pays. Celles-ci s'installent pour y construire des infrastructures qui leur permettent de piller plus facilement les matières premières, tandis que les industries, ils les amènent en Chine où la dictature capitaliste du PC chinois leur garantit des salaires misérables avec une répression sanguinaire.

Nous devons y ajouter que les armées professionnelles des pays impérialistes européens se nourrissent de soldats immigrants, auxquels elles offrent la régularisation en échange de leur participation aux agressions impérialistes en cours. Si les soldats qui meurent sont étrangers (comme c'est le cas du soldat péruvien de l'armée espagnole en Afghanistan), cela provoque moins de révolte dans la population autochtone.

### **La situation des travailleurs immigrants**

À la situation d'exploitation du travail s'ajoutent d'autres problèmes pour les travailleurs immigrants. Il y a déjà une triple division : celle entre immigrants avec et sans papiers, celle entre nationalisés et non-nationalisés, et finalement la division par nationalités qui est encouragée. Ainsi, l'ensemble des immigrants est de plus en plus victime du racisme et de la xénophobie, de la formation de ghettos et de la clandestinité. Les associations d'immigrants soutenus par les gouvernements de l'UE sont celles qui devraient représenter leurs concitoyens. Les églises et les mosquées maintiennent leurs paroissiens séparés du reste des travailleurs. Les activités policières brutales favorisent la haine contre les immigrants et la peur de l'étranger, comme on l'a vu avec la population d'origine arabe. Les travailleurs et travailleuses du service domestique se trouvent cloîtrés avec de grands problèmes d'isolement et avec des journées de travail sans fin. Une grande partie de la population immigrante maintient des liens avec leur famille dans les pays d'origine, ce qui donne lieu à de véritables drames humains de séparations inévitables avec des enfants et autres parents. Les attaques racistes des bandes nazi-fascistes se sont étendues dans tous les pays de l'impérialisme européen, avec le problème additionnel que les mes-

sages racistes et xénophobes trouvent écho dans la classe ouvrière indigène. La discrimination et la persécution religieuse sont faits au nom du laïcisme et du danger terroriste. La détérioration de l'éducation et des soins de santé est imputée à l'arrivée des immigrants, et on dissimule ainsi les réductions de budget et les contre-réformes dans lesquelles sont engagés les gouvernements européens, qui, d'autre part, continuent à privilégier les soins de santé et l'éducation à caractère privé, en grande partie entre les mains des églises.

### **Le rôle des bureaucraties syndicales**

Nous pouvons dire qu'une grande partie de la responsabilité dans la division entre les travailleurs immigrants et les autochtones est à mettre sur le compte des bureaucraties syndicales qui, en oubliant l'internationalisme prolétaire, sont maintenant les représentants du pire chauvinisme. Au nom de la défense de la qualité de l'emploi, ils soutiennent leurs gouvernements respectifs dans l'application des lois sur les étrangers et ils sont les champions dans l'exigence de plus de ressources policières pour expulser les immigrants illégaux, au lieu de défendre l'ensemble de la classe ouvrière. Fidalgo et Cándido Méndez, secrétaires généraux de *Comisiones Obreras* (CCOO) et de la *Unión General de Trabajadores* (UGT), remportent sûrement la palme pour s'être opposés à la régularisation d'immigrants de 2005. Ils ont maintenant été les premiers à demander au gouvernement de Zapatero d'imposer un moratoire à la légalisation des Bulgares et des Roumains, dont les pays font partie de l'UE depuis janvier 2007. Le gouvernement de Rodriguez Zapatero, comme d'autres gouvernements impérialistes européens, y a répondu en condamnant ces groupes à continuer dans l'illégalité ; tandis que les multinationales ont ouvert les frontières de ces pays. Le rôle de ces bureaucraties syndicales est par conséquent celui de vrais de traîtres. Il n'y a pas moyen d'empêcher la prolifération du racisme et de la xénophobie si les organisations ouvrières ne dirigent pas le combat pour l'égalité de droits. Il ne s'agit pas de campagnes du type institutionnel, mais de faire face aux agressions en offrant l'organisation syndicale comme rempart de l'unité des travailleurs.

## **Les mobilisations d'immigrants et leur coordination internationale**

En maintes occasions, les travailleurs immigrants sont sortis pour lutter. Il y a eu des mobilisations dans plusieurs pays pour exiger la régularisation (la dernière, à Rome, le 26 novembre 2006) ; en Allemagne contre les attaques racistes ; en France, avec les nouvelles générations, pour l'emploi et un futur digne (CPE et brûlage de voitures) et contre les expulsions des enfants sans papiers. Le 1<sup>er</sup> mai 2006 a marqué un point de repère dans la coordination internationale avec le lancement d'un manifeste par des organisations de 5 pays, le jour international de la classe ouvrière. D'autres propositions, comme celle du forum social d'Athènes, ont reçu la signature de dizaines d'organisations d'immigrants et sociales de toute l'Europe et ont promu des journées internationales de lutte pour la régularisation et contre les expulsions. Les mobilisations d'immigrants sont déjà une partie de la réalité européenne, et les démarches à partir des réunions et des manifestes de Bruxelles marquent le chemin de l'organisation internationale des travailleurs immigrants pour combattre de manière unifiée.

## **Une politique révolutionnaire**

La lutte contre cette situation va être longue et difficile. Il faudra dénoncer la bureaucratie syndicale, qui divise la classe ouvrière et trahit le secteur le plus exploité de cette dernière, en essayant d'étendre l'appui social aux revendications des travailleurs immigrants, principalement parmi les travailleurs autochtones et la jeunesse, où la lutte contre les organisations fascistes, xénophobes et racistes sera clef dans la prochaine période.

La base d'une politique révolutionnaire, en ce qui concerne l'immigration, est d'avoir une politique d'unité de la classe. Les organisations réformistes s'adressent aux immigrants comme êtres humains et non comme classe ouvrière. La bataille pour la lutte de l'ensemble des travailleurs est nécessaire et urgente, pour pouvoir faire face aux plans de surexploitation, aux réformes du travail, aux coupures dans les budgets sociaux, à la privatisation de l'enseignement et des soins de santé, aux délocalisations, au chômage et à la recolonisation qui affectent l'Europe.



Une lutte internationale est nécessaire, contre les expulsions et pour la régularisation de tous les immigrants, pour le droit inconditionnel à l'asile, pour la mobilisation immédiate face à chaque agression raciste et xénophobe, pour le droit à la syndicalisation des travailleurs immigrants, pour la défense des droits démocratiques politiques, éducatifs, sociaux et religieux de la population immigrante.

### **La mobilisation des familles des immigrants dans les pays d'origine.**

Cela devient un nouveau problème pour l'impérialisme. L'envoi d'argent des immigrants à leur famille dans leur pays d'origine est déjà une des principales sources de revenu des pays dépendants. Les protestations contre la situation de leurs parents vont s'approfondir durant les prochaines années. Les expulsions représentent une catastrophe économique. Les familles hypothèquent leurs maigres biens pour obtenir l'argent pour le voyage, la bourse de voyage, (avec des intérêts beaucoup plus hauts que dans les banques, auxquelles ils n'ont pas accès) ou pour payer les maffias qui trafiquent des immigrants. Le retour forcé de l'immigré les prive des ressources pour payer les dettes acquises et les expose à la nécessité de nouveaux endettements pour un autre essai. Les mobilisations des familles peuvent faire chanceler les gouvernements qui collaborent avec l'impérialisme ainsi que l'impérialisme lui-même.

Une lutte est nécessaire contre les agressions impérialistes et ses plans de recolonisation. Il faut exiger le non-paiement de la dette externe et la restitution de toutes les entreprises absorbées par les multinationales. En même temps, il faut dénoncer les gouvernements laquais de l'impérialisme qui se transforment en négriers modernes de leur population qu'ils vendent comme marchandise, qui permettent l'installation des armées et des policiers impérialistes dans leurs pays et leurs côtes, et qui collaborent avec les policiers européens dans les expulsions de ceux dont l'impérialisme européen n'a plus besoin.

# **Manifeste international des sans-papiers**

## **Premier mai :**

### **mobilisation internationale pour la régularisation**

Le Premier Mai est le jour des travailleurs dans la plupart des pays du monde, en mémoire des travailleurs qui ont donné leur vie pour obtenir la journée de travail de 8 heures. Ce jour, partout dans le monde, il y aura des manifestations pour revendiquer les droits de la classe ouvrière et des peuples opprimés. C'est un jour de lutte, de célébration, de fierté. C'est notre jour, peu importe le pays d'où nous venons, peu importe si nous sommes nés ici ou à l'autre bout de la planète, nous faisons face aux mêmes injustices.

Aux Etats-Unis, ce sont les sans-papiers qui ont revendiqué cette date en reprenant cette journée de lutte il y a 6 ans. Aujourd'hui, des centaines de milliers de travailleurs immigrants y sont descendus dans la rue pour dénoncer les attaques racistes contre les immigrants, matérialisées dans la proposition de loi HR4437, approuvée par la Chambre des Députés du Congrès National. Le Premier Mai, les immigrants appellent à un jour sans immigrants et à un boycott international des produits américains en exigeant la régularisation des 12 millions de sans-papiers.

En Europe, les sans-papiers se mobilisent pour les mêmes raisons. En Belgique, 10.000 personnes sont descendues dans la rue pour exiger la fin des expulsions et la régularisation des sans-papiers, pour dire NON aux centres fermés, aux prisons pour les enfants nés « au mauvais endroit ». Aujourd'hui, les sans-papiers occupent 6 églises et exigent la régularisation avec une grève de faim.

En Espagne, il y a un an, un processus de régularisation limité a laissé aujourd'hui des centaines de milliers de travailleurs sans papiers et beaucoup d'autres avec de grandes difficultés pour renouveler leurs papiers. Il y a quelques mois, des milliers de sans-papiers ont parcouru les rues de Madrid au cri de : « **Native ou étrangère, la même classe ouvrière** ».

Aux Pays-Bas, la population se lève contre la mort de dizaines de sans-papiers, brûlés dans des cages comme des rats dans l'incendie de Schiphol en octobre dernier. En France, des milliers de jeunes arabes

sont descendus dans la rue pour protester contre la discrimination, et aujourd'hui, les sans-papiers se sont unis aux luttes des jeunes et des travailleurs français contre le CPE.

### **Des papiers pour tous, sans conditions**

C'est un système mondial, basé sur une soif d'argent sans mesure et sur l'exploitation à outrance de la planète et de la majorité de ses habitants, qui a provoqué le déplacement de millions de travailleurs des pays les plus pauvres vers les pays riches, à la recherche de travail et d'un moyen d'aider leurs familles.

Face au phénomène des migrations, les gouvernements des pays d'accueil mettent en oeuvre des lois cruelles qui enchaînent et contrôlent les immigrants. Les différentes lois sur les étrangers et autres propositions « d'ajustements » règlent non seulement les conditions de travail mais aussi les conditions de vie et de résidence des immigrants, et les soumettent ainsi à une double législation, en créant des citoyens de seconde classe et en favorisant le nouvel esclavage. Ce sont donc des lois xénophobes, de haine contre l'étranger. Tout comme l'Europe veut « exporter ses frontières » vers la Libye, le Maroc, etc., les Etats-Unis veulent déplacer leur frontière au sud du Mexique et utiliser le gouvernement mexicain pour arrêter le flux d'immigrants dans le sud de ce pays. Notre lutte devient généralisée dans tous les pays riches : la France, les Etats-Unis, la Belgique, l'Angleterre, la Suisse..., c'est pourquoi les luttes des immigrants dans un pays ont un reflet dans les autres et doivent commencer à être coordonnées.

Tous les immigrants qui se trouvent physiquement dans les pays d'accueil ont le droit d'avoir les documents qui leur permettent un travail digne et la jouissance complète de droits et de dignité. L'utilisation du « statut de migrant » sert aux gouvernements pour maintenir une ample réserve de main d'œuvre qui ne peut pas exiger de conditions dignes de travail, ce qui à son tour leur permet de réduire les conditions de travail et de salaire de tous les travailleurs.

### **Natifs ou étrangers, nous sommes tous des travailleurs**

La division des travailleurs entre natifs et étrangers, entre immigrants avec et sans papiers, est appliquée pour nuire à tous les travailleurs et empêcher leur union. Cela leur permet l'application de lois

comme la Nouvelle Réforme du Travail qui attaque et réduit les droits de tous les travailleurs. Les premiers à être touchés par ces réformes, qui facilitent le licenciement, sont les travailleurs immigrants.

C'est pourquoi, tous les travailleurs, comme faisant partie de la même classe ouvrière, doivent faire partie des organisations qui défendent les droits de nous tous.

« *Native ou étrangère, la même classe ouvrière* », cela veut dire la fin de la division entre les travailleurs, l'unité d'action contre le système qui favorise l'esclavage, contre le racisme...

C'est pourquoi, ce Premier Mai nous descendons de nouveau dans la rue pour crier : Droits, Dignité, Respect. D'ici ou d'ailleurs, la même classe ouvrière. Nous appelons tous les travailleurs, avec ou sans papiers, à s'unir et à souscrire à cette déclaration internationale des mouvements de sans-papiers.

*Etats-Unis* : Coalition Nationale pour la Dignité et la Résidence Permanente

*Belgique*: Union de DEfense des sans Papiers (UDEP)

*Espagne* : Asociación de Trabajadores Inmigrantes en España (ATRAIE)

*France* : Coordination Nationale des Sans Papiers (CNSP)

*Italie*: Comitato Immigrati in Italia

Premier mai 2006

# Le problème de la féminisation de l'immigration

**Alessandra Soares**

Membre du PRT-IR

(section espagnole de la LIT-QI)

Jusqu'il y a quelques décennies, les hommes étaient la majorité de la population immigrante. Cette réalité a changé aujourd'hui: l'immigration tend à devenir plus féminine, comme devient plus féminine la pauvreté mondiale (70 % de la population pauvre est composée de femmes).

Dans le cas de l'Espagne, se sont les Latino-américaines, les Africaines et les femmes de l'Europe de l'Est qui abandonnent leurs maisons et leurs familles à la recherche du rêve promis, à la recherche de travail et de meilleures conditions de vie pour elles-mêmes et pour leurs familles. En Espagne, 43.9% du total des immigrants avec résidence sont des femmes, sans compter celles qui n'ont pas d'autorisation de résidence. La majorité d'entre elles sont de la République Dominicaine, des Philippines, du Maroc, du Brésil, du Pérou ou de l'Équateur. Ce sont des femmes jeunes : presque 40 % d'entre elles a entre 30 et 39 ans, et 34 % entre 20 et 29 ans. Elles ont aussi en commun leurs histoires personnelles : les circonstances de pauvreté, de manque de travail, d'absence d'opportunités, d'insécurité, de discrimination ou de persécution les ont obligées à abandonner même leurs enfants (c'est le cas de 30 % des femmes immigrantes) pour aller à la recherche d'une vie meilleure.

A leur arrivée, elles commencent à chercher du travail, que ce soit dans le service domestique (comme les soins aux malades et aux enfants), dans le secteur du nettoyage, de l'agriculture, de l'hôtellerie (cuisinières ou femmes de chambre), ou dans la prostitution. Beaucoup ont une formation universitaire, mais elles ont souvent des difficultés avec la nouvelle langue, et à cela s'ajoute, que rares sont celles qui obtiennent une promotion dans leur profession. Une étude de l'Institut de la Femme<sup>63</sup> atteste que la présence de travailleuses non-

---

<sup>63</sup> Voir <http://www.nodo50.org/ioe/indmuj.htm>

originaires de la Communauté Européenne se concentre en très peu de secteurs de travail.

A l'absence de droits, à la précarité du travail, au renforcement des stéréotypes dans certains cas, s'ajoute l'action des mafias qui traitent avec des femmes. Ils les introduisent dans la prostitution et les ont souvent comme esclaves - la troisième source de recettes dans le monde, après le trafic de drogues et le trafic d'armes - en les transformant en marchandise qui se vend, s'achète, se loue, selon les critères de l'offre et de la demande.

Contrairement à ce qu'affirment les gouvernements du PSOE et du PP et d'autres dirigeants de pays impérialistes, l'immigration est souhaitée et sert très bien au capitalisme parce qu'elle est une main d'œuvre bon marché, sans droits du travail. Nous avons conscience que toute la classe travailleuse est exploitée, mais on ne peut pas nier que les travailleuses immigrantes souffrent d'une combinaison d'exploitation et d'oppression beaucoup plus profonde que les autochtones. Mais si on ajoute la condition d'immigrante au fait d'être femme, l'oppression est encore beaucoup plus marquée, parce que le capitalisme et le patriarcat opèrent comme des forces qui se combinent pour déterminer la situation des travailleuses d'origine immigrante. Les causes et les conséquences des mouvements migratoires féminins ont une identité propre, où la femme joue un rôle social et économique différent de celui de l'homme, tant dans la sphère de production que dans la sphère de la reproduction, tant dans la société d'origine que dans celle de destination.

Ainsi, les immigrantes sont soumises aux travaux peu qualifiés dans le secteur des services, avec des bas salaires, des conditions de travail instables puisqu'elles n'ont souvent pas droit à la subvention pour chômage, à la licence pour maternité ou à d'autres droits de base.

Un autre fait notable est que la féminisation internationale de la force de travail a son origine dans la demande simultanée de force de travail « bon marché », aussi bien dans les industries pour l'exportation situées dans les pays pauvres - connues comme les « *maquiladoras* » - que dans les activités peu qualifiées du secteur des services et de certaines industries dans les pays impérialistes, qui organisent les entreprises à travers des relations inégales entre un « centre » dominant et une « périphérie » dépendante.

## La conjoncture politique de l'Etat espagnol

La loi sur les étrangers du gouvernement Zapatero a laissé plus d'un million d'immigrants sans papiers, et le Parti Populaire utilise faussement l'argumentation que le processus de régularisation d'immigrants a eu un effet « d'appel d'air ». Nous savons toutefois parfaitement que les règlements ne sont pas une question de principes qui sépare la droite de la « gauche », mais une ressource politique de tous les deux pour adapter la demande de main d'œuvre au marché. Ainsi, comme les femmes immigrantes sont celles qui occupent les pires postes de travail, qu'elles aient des papiers ou non, on voit que la situation irrégulière de beaucoup d'entre elles les soumet à gagner moins, à travailler chaque fois plus et dans des conditions les plus précaires, puisqu'elles ne sont protégées par aucune législation du travail. En outre, les immigrantes qui n'ont pas obtenu leurs papiers avec la loi sur les étrangers sont totalement vulnérables aux mauvais traitements de leurs conjoints. Quand on combine la loi sur les étrangers avec la loi intégrale (toutes les deux du gouvernement Zapatero), la situation est scandaleuse parce que les femmes immigrantes qui n'ont pas de papiers et qui essaient de dénoncer leur conjoint pour des mauvais traitements risquent qu'on leur donne l'ordre d'expulsion. En outre, elles n'ont le droit de requérir aucun des services que la loi intégrale offre, tels que les subventions des femmes maltraitées et l'ordre d'éloignement des conjoints. Et on sait que la majorité des femmes qui souffrent de mauvais traitements sont des immigrantes. Cela ne signifie pas que les maltraitants sont majoritairement des immigrants, mais que la majorité des maltraitées sont des immigrantes. Cela reflète beaucoup la détresse dans laquelle se trouve la femme immigrante en Espagne, et si beaucoup de mauvais traitements à des femmes le sont dans des couples immigrants, cela a aussi son explication dans le système patriarcal et capitaliste puisque, dans leurs pays, les immigrantes accomplissent le rôle de maîtresse de maison et ici le système les oblige à aller travailler. Ce changement dans le rôle familial fait que, souvent, l'homme a l'impression qu'il est en train de perdre *sa femme* et devient agressif.

Une autre attaque du gouvernement du moment (Zapatero) contre les femmes immigrantes est la condition précaire de logement et de

soins de santé publics. Si, pour les autochtones, il est déjà très compliqué de résoudre les problèmes de logement, pour les immigrantes, il est presque impossible de vivre dignement. Les sans-papiers ne peuvent pas souscrire une hypothèque ou louer un appartement à cause de la quantité de formalités bureaucratiques et d'exclusion, et ceux qui ont des papiers sont dans des conditions de travail tellement précaires qu'on ne leur permet pas de payer les hautes hypothèques. Certaines femmes immigrantes vivent dans des conditions inhumaines, louent ce qu'on appelle des *lits chauds*, qui pour les femmes représentent des risques de viol. La domiciliation est souvent impossible pour les immigrantes, puisque beaucoup partagent des appartements de moins de 30 m<sup>2</sup> avec 20 personnes, et on ne peut pas domicilier tant de personnes avec la même adresse.

En ce qui concerne les soins de santé, les immigrantes sans papiers ne peuvent même pas accéder au service public de soins de santé, parce qu'elles doivent être domiciliées. Le nombre de femmes immigrantes qui avortent dans des conditions non-aseptiques est très haut et le racisme dans les hôpitaux est très présent.

### **Pour l'unité de la lutte entre les travailleuses autochtones et immigrantes**

Sans l'unité d'action entre travailleuses autochtones et étrangères, nous ne changerons pas le système.

- Nous sommes pour la régularisation sans condition de toutes les travailleuses immigrantes : combattons toutes contre les agressions fascistes à l'égard des immigrantes. Non au racisme favorisé par les gouvernements, les religions et les appareils de répression ! Punition immédiate !
- Nous respectons que les immigrantes aient leur religion, mais nous voulons en finir sans délai avec les cultures machistes que toutes les religions favorisent. Nous sommes contre l'interdiction pour les musulmanes d'utiliser le voile dans des lieux publics, mais nous voulons que la religion reste hors des écoles.
- Service de soins de santé public, principalement gynécologique et obstétrique, et non discriminatoire pour toutes les immigrantes avec ou sans papiers.



- Que soit garanti le droit à l'éloignement du conjoint, les subventions et la maison d'accueil en cas de maltraitance, pour les femmes avec ou sans papiers. En outre, que les femmes immigrantes aient le droit d'asile en cas de violence machiste.
- Nous exigeons un programme efficace de logement digne et de loyer pour toutes les travailleuses, mais qu'on favorise principalement les plus opprimées : la population immigrante. Nous ne nous référons pas à des ghettos pour immigrantes, mais bien à un programme concret qui aide les immigrantes avec et sans papiers dans la question du logement digne.
- Non aux stéréotypes à l'égard des femmes immigrantes, encouragés principalement par les moyens de communication, qui facilitent les agressions machistes et la violence verbale.
- Cours de langue gratuits et de qualité
- Enseignement public et de qualité pour les immigrantes et leurs enfants
- Service de spécialisation dans la profession
- Garderies publiques pour les enfants d'immigrantes avec ou sans papiers.

# **Reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale :**

## **La politique pour le Venezuela est une ligne de partage des eaux**

**José Welmowicki**

Professeur de Sciences Sociales (Brésil)

La construction de la IV<sup>ème</sup> Internationale a toujours été traversée par des polémiques sur le caractère des directions des processus révolutionnaires. Née dans une situation d'isolement et réduite à une petite expression politique, les pressions des directions opportunistes et bureaucratiques ont toujours été un facteur de crise dans la IV<sup>ème</sup>, dans la mesure où les organisations qui se disent révolutionnaires devaient faire face à des adversaires avec poids de masses. La tentation était de négliger la construction des partis révolutionnaires, trotskystes, pour s'adapter aux appareils bureaucratiques.

Il en a été ainsi en 1951-53, quand la IV<sup>ème</sup> s'est divisée autour de la politique à mener concernant les partis communistes, fortifiés à l'époque pour avoir dirigé la montée qui a mis en échec le nazi-fascisme et pour être apparu devant les masses à la tête des révolutions qui ont exproprié la bourgeoisie dans un tiers de l'humanité. Cela a été aussi le cas avec les mouvements nationalistes bourgeois qui dirigeaient des processus d'indépendance nationale ou de lutte contre des dictatures dans leurs pays.

En 1952, la direction de la IV<sup>ème</sup>, dirigée par Michel Pablo, a soutenu de façon critique le gouvernement bourgeois du MNR de Paz Estensoro en Bolivie, ce qui a mené la révolution à la défaite et a contribué à la crise et à la dispersion de la IV<sup>ème</sup>. Ce sera la même chose en 1979 avec la révolution nicaraguayenne : la direction du Secrétariat Unifié (SU) - Mandel, Maitán, Barnes - a soutenu le gouvernement d'unité nationale dirigé par les sandinistes, le considérant comme un

« gouvernement ouvrier et paysan », et a proposé d'accompagner la direction du FSLN sur le « chemin vers le socialisme ».

Il y a toujours eu une résistance acharnée contre ces politiques. Tant en 1952 qu'en 1979, un courant principiste a essayé de résister à cette dérive révisionniste et revendiquait la raison d'être de la IV<sup>ème</sup> Internationale : faire la révolution mondiale et, pour cela, dépasser la crise de direction révolutionnaire, en combattant les directions bureaucratiques et bourgeoises, en construisant comme alternative les partis révolutionnaires nationaux. Nahuel Moreno a été un des dirigeants les plus engagés dans ce combat et son legs le plus important a été la construction d'un courant principiste qui se matérialise aujourd'hui dans la construction de la LIT-QI.

Presque 70 ans après la fondation de la IV<sup>ème</sup> Internationale, à un moment où l'effondrement du stalinisme a fait tomber la principale barrière qui séparait les révolutionnaires des masses, une discussion de ce type est de nouveau à l'ordre du jour pour ceux qui revendiquent la gauche révolutionnaire et le programme de la IV<sup>ème</sup> Internationale. Il s'agit de l'orientation à assumer face au processus révolutionnaire vénézuélien et à Hugo Chavez. Celui qui confond l'intervention dans ce processus avec l'appui à sa direction dans le pays, ou dans l'ensemble de l'Amérique latine, préparera la défaite des masses. Pour que les nouveaux vents de la révolution latino-américaine ne se perdent pas et ne soient pas déviés vers le chemin sans retour de l'appui au populisme bourgeois, pour que, au contraire, la reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale fasse un saut, il faut faire face à ce dilemme. L'orientation concernant le chavisme est aujourd'hui le principal débat, de principes, dans la gauche latino-américaine et mondiale.

Cet article va envisager les polémiques sur le processus vénézuélien depuis cet angle. Le courant qui capitule au chavisme et abandonne le combat pour la construction d'une direction révolutionnaire est très vaste. Il comprend presque la totalité de la gauche, y compris ceux qui se revendiquent comme révolutionnaires et/ou d'origine trotskyste, comme le SU, Militant, etc. Nous pourrions considérer la situation de plusieurs de ces courants qui sont dans le camp de ceux qui soutiennent le chavisme. Nous allons toutefois nous limiter à une d'entre elles, non à cause de son poids spécifique (il est présent dans quelques pays d'Amérique latine) mais parce qu'il synthétise de manière claire

les grandes erreurs de ceux qui se placent dans « le camp de Chavez ». En outre, ce courant essaye malheureusement de se présenter comme étant dans la continuité de Moreno, en profitant du fait que certains de ses dirigeants ont eu une trajectoire dans la LIT-QI.

### **La distorsion des élaborations théoriques de Nahuel Moreno**

En juin dernier, le congrès du PSOL brésilien, avec plusieurs dirigeants et courants internes d'origine trotskyste, a rendu un hommage à Chavez. Les syndicalistes vénézuéliens présents, qui ont vécu récemment la répression gouvernementale à quelques luttes ouvrières et avaient refusé d'entrer au PSUV, le parti de Chavez, n'ont pas pu parler au Congrès. Mais les délégués ont vu des vidéos faisant l'éloge de Chavez et de Castro et ont écouté leurs principaux dirigeants qui défendaient à fond le gouvernement du Venezuela. Il devait en être ainsi parce que la thèse politique votée majoritairement a été une définition claire de soutien à Chavez. *« Les nouvelles nationalisations annoncées par Chavez et les nouvelles réformes démocratiques de celui-ci montrent que le processus bolivarien, même avec ses contradictions, devient plus profond. Il s'agit de l'expression politique d'un nationalisme révolutionnaire qui a fait face à la bourgeoisie pro-impérialiste dans son pays, en même temps qu'il essaie de démonter les instruments de domination politique au service du grand capital et de l'impérialisme.[...] En maintenant notre indépendance par rapport au chavisme, nous croyons que tous dans le P-SOL doivent dire avec clarté : nous soutiendrons les mesures progressistes au Venezuela, en Équateur et en Bolivie (en défendant en même temps l'autonomie et l'indépendance des organisations des travailleurs) ; qu'elles fassent avancer le processus de confrontation avec l'impérialisme, en faisant l'unité et le front commun autour d'elles. »*<sup>64</sup>

Pedro Fuentes, dirigeant du MES, un des courants majeurs dans le bloc majoritaire dans la conduite du Congrès, a été membre de la direction des organisations morénistes argentines (PST) et a appartenu à la LIT jusqu'en 1992, ayant été membre de sa direction. Son article *Venezuela, point le plus avancé d'une confrontation continentale* est une systématisation de ces positions du MES-MTL et nous allons donc faire référence essentiellement à ce texte. Pedro y développe une

---

<sup>64</sup> Thèse du MES-MTL, souligné dans l'original

élaboration qui, tout comme Pablo en 1952 en Bolivie, le mène à soutenir Chavez et ses « mesures progressives » ainsi que la création de partis bourgeois comme le PSUV, en récriminant ceux qui ne le font pas... **au nom du trotskysme et de Nahuel Moreno.**

Fuentes commence son article sur le Venezuela en affirmant : « *Cette situation nous impose d'étudier les phénomènes nouveaux qui ont lieu, avec la même passion et la même méthode que Nahuel Moreno...* » et il indique ainsi aux lecteurs non-avertis que tout ce qu'il va dire est inspiré par les élaborations du courant moréniste.

Fuentes extrait quelques passages d'un texte de Moreno de 1962 (*La révolution latino-américaine*) qui sonnent l'alerte sur un nouveau mouvement qui provenait d'une rupture des vieux mouvements nationalistes, sous l'impact de la révolution cubaine, et sur la nécessité d'intervenir dans ce mouvement. Moreno lui-même a signalé dans plusieurs textes, dont *Conversations avec Moreno*, qu'après avoir observé avec sympathie le régime cubain, il était arrivé « *à la conclusion qu'il est nécessaire de poursuivre la politique révolutionnaire de classe, même si cela signifie pour nous de patienter 20 ou 30 ans en plus pour arriver au pouvoir. Nous aspirons à ce que ce soit vraiment la classe ouvrière qui arrive au pouvoir et c'est pourquoi nous aspirons à la diriger.* » Dans ce texte, et dans d'autres, il explique que ses espoirs de l'époque dans la direction castriste se sont évanouis face à la politique contre-révolutionnaire du castrisme pour la révolution en Amérique centrale, parmi d'autres trahisons. Il a donc corrigé par la suite **radicalement** sa caractérisation de ce courant - comme une bureaucratie avec origine dans un courant petit-bourgeois - et il a corrigé par conséquent aussi sa politique pour le castrisme.

La mauvaise foi de Fuentes est qu'il ne prend en considération aucun texte postérieur, spécialement les textes programmatiques plus élaborés, et qu'il cite seulement quelques phrases d'un matériel dépassé par les élaborations de Moreno lui-même. Fuentes dissimule plusieurs discussions que Moreno a tenues pendant 25 ans, bien qu'il les connaisse très bien. Dans ces discussions, en plus de changer sa position sur le castrisme, Moreno a armé les militants théoriquement et programmatiquement contre des capitulations comme celles que Fuentes fait aujourd'hui.

## Fuentes « embellit » Chavez

Laissons de côté la polémique sur la question de savoir si le Venezuela est un « pays indépendant » ou non, abordé dans les articles d'Alejandro Iturbe dans ce numéro de Marxisme Vivant. Nous voulons indiquer toutefois que Fuentes attribue tout le supposé processus d'indépendance à la volonté de Chavez de rompre avec l'impérialisme : *« Il est évident que le Venezuela a rompu avec les dispositifs de domination politique de l'impérialisme. Il y a, par exemple, la révocation de son ambassadeur en Israël, le discours à l'ONU [...]. C'est comme en Iran [...] Le gouvernement de Chavez accomplit un rôle progressiste pour le Venezuela et l'Amérique latine parce qu'il fait face à l'impérialisme... Pour continuer, il doit approfondir le processus révolutionnaire, épurer l'armée et la bureaucratie étatique ».*

*« Chavez est une direction militaire qui est restée en dehors du régime classique vénézuélien en donnant un coup progressiste et elle s'est radicalisé dans la mesure où elle a été confrontée à l'impérialisme et à la bourgeoisie. Étant un gouvernement qui a eu des chocs très grands avec la bourgeoisie indigène, (putsch, grève patronale et sabotage pétrolier), il ne représente pas ses intérêts. Nous concluons que c'est un gouvernement petit-bourgeois nationaliste, qui fait face à la bourgeoisie et à l'impérialisme et qui devra avancer vers une phase de mesures de confrontation avec le pouvoir économique que les classes dominantes ont encore (les multinationales, les banques et d'importants secteurs de la bourgeoisie indigène). Il devra aussi prendre des mesures transitionnelles de type anticapitaliste qui ouvrent réellement le chemin pour le socialisme. »*

Quelle politique Fuentes propose-t-il ? "La tâche au Venezuela est l'unité action et le front commun autour des mesures progressistes, et la promotion de l'organisation et de la mobilisation indépendante par rapport à l'appareil étatique pour les implanter. »

Comme nous voyons, il s'agit d'une analyse et d'une politique très semblable à celle de Pablo pour le gouvernement du MNR, en Bolivie, en 1952, une politique destinée à exiger que Chavez « avance en direction du socialisme » et des conseils « d'approfondir la révolution », « d'épurer l'armée », etc. Tout comme avec le pablisme, cette politique d'appeler les masses à faire confiance à Chavez (« si nous nous mobi-

lisons suffisamment, Chavez va avancer ») est un chemin sûr pour une défaite du processus révolutionnaire vénézuélien.

Il est vrai que, dans l'article et dans les thèses du MES, on parle de défendre « l'autonomie syndicale » et « la mobilisation indépendante des travailleurs ». Mais si le gouvernement Chavez est « nationaliste révolutionnaire » et « *fait face à la bourgeoisie pour prendre des mesures transitionnelles de type anticapitaliste* », si l'axe central est de « défendre ses mesures progressistes » à travers un « front commun » avec le gouvernement, l'autonomie syndicale et la mobilisation elle-même sont subordonnées à cette politique. C'est pourquoi, quand Chavez a appelé à former le PSUV, Fuentes et d'autres courants pro-Chavez ont soutenu avec enthousiasme l'entrée d'un secteur de dirigeants syndicaux de la CCURA dans ce parti. Il suffit de lire le discours de Chavez, en mars de cette année, attaquant durement l'« autonomie » syndicale pour savoir quelle sera la politique du PSUV sur ce point.

Mais, pour qu'il ne reste pas de doutes, voyons la stratégie plus générale de Fuentes pour toute Amérique latine:

*« A la chaleur de la mobilisation latino-américaine et de l'existence du processus bolivarien, il y a au Venezuela de fait un nouveau mouvement nationaliste latino-américain qui n'a pas de contours bien définis et qui varie de pays à pays. Malgré les inégalités de ce processus, il est possible de formuler les consignes centrales d'un programme d'urgence adapté aux différentes situations des différents pays. Nous avançons ce programme et nous cherchons tout type d'unité d'action et de front unique anti-impérialiste avec tous les secteurs qui veulent aller en ce sens, que ce soit par des accords minimaux ou plus ou moins partiels. L'application d'un tel programme mène à la rupture avec les secteurs dominants de la bourgeoisie, et il peut ouvrir le chemin pour l'approfondissement des processus en cours en direction de la révolution socialiste. »*

C'est-à-dire, un front des travailleurs et des masses **avec un secteur de la bourgeoisie**, par le biais du mouvement nationaliste latino-américain, formant un bloc, un front anti-impérialiste contre le secteur dominant de la bourgeoisie et l'impérialisme. C'est ce qui serait la stratégie la plus générale pour tout le secteur et la tâche immédiate pour

les pays où il y a des gouvernements du « processus bolivarien » (l'Equateur, la Bolivie et le Venezuela).

### **La III<sup>ème</sup> Internationale, le Front Unique Anti-impérialiste et l'avancée de Trotsky à partir de la révolution chinoise**

Voyons la position des classiques sur ce sujet. Comme l'explique Moreno dans le texte *La trahison de l'OCI*, la III<sup>ème</sup> Internationale a fait la formulation du Front Unique Anti-impérialiste dans son quatrième congrès. La base théorique de la résolution était que la révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux arriérés aurait lieu par étapes. De là la proposition de former un front unique entre le prolétariat et les bourgeoisies nationales contre l'impérialisme. Bien qu'elle exige que le mouvement ouvrier ait de l'autonomie politique et organisationnelle dans ce front commun, elle ne proposait pas la lutte pour la dictature du prolétariat comme tâche immédiate. Par conséquent, elle ne proposait pas comme tâche centrale immédiate le combat intransigeant contre ces bourgeoisies nationales. Elle reflétait un retard dans l'élaboration, par la non-généralisation des conclusions de la théorie de la révolution permanente et de l'expérience de la révolution russe, aux pays du monde colonial et semi-colonial.

Trotsky corrigerait cette position, après l'expérience de la révolution chinoise de 1927-28, dans laquelle le PC chinois a été orienté par Staline à se discipliner au parti bourgeois Kuomintang de Tchang Kai-chek, avec l'argument que la bourgeoisie nationale était « progressiste » et qu'un front unique était nécessaire avec elle (ou avec un de ses secteurs) contre l'impérialisme. Cette politique a mené à la défaite tragique de la révolution et aux massacres Shanghai et Canton. Le bilan de ce qui est arrivé, a fait que Trotsky corrige sa position et celle de Lénine en 1922, en étendant à tout le monde colonial les thèses de la Révolution Permanente, qu'il avait appliqué seulement en Russie jusqu'alors.

A partir de là, il a caractérisé la bourgeoisie chinoise comme incapable d'effectuer la tâche de l'indépendance nationale et comme ennemie structurelle du mouvement ouvrier. Seule la plus absolue indépendance de classe et la préparation d'une alliance ouvrière-paysanne garantiraient le chemin pour la dictature du prolétariat, seule façon d'accomplir la tâche de l'indépendance nationale et la rupture avec



l'impérialisme. La classe ouvrière ne devait pas former un bloc avec la bourgeoisie nationale mais, au contraire, rompre avec elle. Trotsky a synthétisé ceci dans une phrase: « *La révolution chinoise dans sa nouvelle étape triomphera avec la dictature du prolétariat ou elle ne triomphera pas.* »

Cohérent avec cette formulation, Trotsky a abordé au Mexique, en 1938, l'analyse du gouvernement de Lázaro Cárdenas, qui avait nationalisé le pétrole appartenant au capital impérialiste anglais. Trotsky a appelé ces gouvernements « bonapartistes sui generis » et a appliqué les conclusions tirées en Chine : « La IV<sup>ème</sup> Internationale reconnaît toutes les tâches démocratiques de l'Etat dans la lutte pour l'indépendance nationale, mais la section mexicaine de la IV<sup>ème</sup> Internationale entre en concurrence avec la bourgeoisie nationale face aux travailleurs et face aux paysans. Nous sommes dans une éternelle concurrence avec la bourgeoisie nationale, comme la seule direction capable d'assurer la victoire dans le combat contre les impérialistes étrangers ». Il était pour tout type d'unité d'action avec ces mouvements nationalistes bourgeois mais « sous la condition que notre organisation ne participe pas à ces partis et conserve sa totale liberté d'action. ». C'est pourquoi, dans ses travaux de la décennie de 1930, Trotsky ne parle plus jamais du Front Unique Anti-impérialiste.

### **Les véritables positions de Moreno**

Nous allons voir maintenant plusieurs citations de Moreno pour montrer que ses positions ont été diamétralement opposées à celles que défend aujourd'hui Pedro Fuentes. Nous n'avons même pas besoin de recourir à la longue histoire de lutte de Moreno, et des organisations qu'il dirigeait à cette époque, contre Perón, le péronisme et son régime bonapartiste. Pour synthétiser, nous citerons seulement deux textes: *Actualisation du programme de transition* et *La trahison de l'OCI*.

Dans l'*Actualisation du programme de Transition*, Moreno alertait sur le danger de créer la confusion sur la politique de front unique ouvrier et de l'étendre à la bourgeoisie nationale sous la formule de front unique anti-impérialiste. « *La grande tâche de la Quatrième Internationale est de rendre les travailleurs indépendants de toute relation et organisation stable avec les autres classes. La plus grande tâche de la*

*Quatrième Internationale est de rendre la classe ouvrière politiquement indépendante. [...] Le trotskysme doit combiner sa lutte permanente et systématique pour l'indépendance de la classe ouvrière, en la séparant de tout autre secteur de classe et en l'organisant de façon indépendante, avec la promotion de toute lutte progressiste et l'intervention dans celles-ci, bien qu'elles ne soient pas ouvrières. »<sup>65</sup>*

Dans *La trahison de l'OCI*, bien que le texte soit axé essentiellement sur la polémique concernant la capitulation de l'OCI française au gouvernement de front populaire de Mitterrand, Moreno y développe une formulation théorique plus générale sur la théorie des "camps progressifs" élaborée par tous les courants révisionnistes, et il montre son origine dès le premier révisionnisme dans le marxisme, celui de Bernstein, jusqu'à Staline, Mao et le pablisme. Dans ce cadre, il a aussi dû polémiquer avec un texte de Luis Favre, à l'époque dirigeant du lambertisme, dans lequel celui-ci défendait la politique du *front unique anti-impérialiste*, sur la base des textes de la III<sup>ème</sup> Internationale de 1922.

*« En résumant les arguments de Lambert-Favre, nous aurions : dans les pays semi-coloniaux et coloniaux il y a deux camps, l'anti-impérialiste, avec le prolétariat, les masses et le secteur bourgeois appelé 'nationaliste', et l'impérialiste, avec l'impérialisme et les secteurs bourgeois liés à lui. Le devoir du parti du prolétariat, l'axe de sa politique n'est pas de chercher l'indépendance de classe du prolétariat et, dans ce cadre, d'étudier la convenance tactique de faire tel ou tel accord limité et circonstanciel avec un certain secteur de la bourgeoisie, mais de faire exactement le contraire. Ce qui est permanent, ce qui est stratégique, c'est l'accord avec la bourgeoisie, alors que 'l'auto-organisation de la classe ouvrière' (en supposant, avec une grande dose de bonne volonté, que cela est synonyme d'indépendance de classe) reste dans un plan secondaire. »<sup>66</sup>*

Les phrases de Pedro Fuentes reproduites plus haut sont presque littéralement celles de Lambert-Favre et proposent la même chose; **être**

---

<sup>65</sup> N. Moreno, *Actualisation du programme de Transition*, thèse 29, Les fronts anti-impérialistes, démocratiques, féministes, etc.

<sup>66</sup> N. Moreno, *La traición de la OCI*, 1982 - Le lecteur francophone trouvera un texte de Moreno de 1986 sur le thème, dans *Le Marxisme Vivant*, n° Spécial 2007, sous le titre *Notre expérience avec le lambertisme*. Un texte sur *Les mesures progressistes d'un gouvernement de front populaire*, extrait de *El gobierno de Mitterrand, sus perspectivas y nuestra política*, 1981, est aussi disponible en français. (NdT)

**dans un « camp »**, un bloc permanent avec Chavez contre l'impérialisme, même si elles parlent rituellement d'auto-organisation. C'est pourquoi, Fuentes a été **contre** l'organisation du PRS, en disant qu'organiser un parti en dehors de l'appareil chaviste était une politique sectaire, et il n'a pas eu de doutes pour appeler le PRS et CCURA à entrer au PSUV, le parti du gouvernement chaviste et de l'aile bourgeoise qui le soutient.

Ensuite, pour synthétiser la position de Trotsky contre Mao/Stalin pour la Chine, Moreno expliquait : « *La guerre nationale de défense contre l'impérialisme ne relègue en aucune manière la lutte de classes à un plan secondaire. Au contraire, le prolétariat et son parti combattent dans les premiers rangs contre l'envahisseur étranger. Toutefois, ils maintiennent leur **indépendance organisationnelle** totale et préparent la **défaite révolutionnaire** de la direction bourgeoise.* » Il y a lieu de rappeler qu'il s'agissait d'une lutte militaire contre l'occupant japonais et une dispute dure pour les territoires contre l'ennemi impérialiste. Dans une situation où il n'y a pas de guerre en cours, les trotskystes ont un devoir encore plus grand de maintenir leur indépendance organisationnelle et de préparer la défaite révolutionnaire du gouvernement bourgeois du moment, dans ce cas, celui de Chavez.

Nulle part dans le texte de Fuentes ne peut trouver une définition qui va dans ce sens. Il ne s'agit pas seulement du fait qu'il ne parle pas de « préparer la défaite révolutionnaire du gouvernement bourgeois ». Il ne parle même pas d'être en **opposition** de gauche à Chavez.. Répétons-le, la nécessité de construire un parti révolutionnaire au Venezuela perd son sens. Il suffit de faire partie du **bloc de soutien** à Chavez.

La position de Pedro Fuentes sur la défense des « mesures progressistes » de Chavez est elle-aussi la même que ce que proposait Lambert pour le gouvernement de Mitterrand. Voyons ce que disait Moreno sur ce sujet dans un texte de 1982 sous le titre *Le centre du révisionnisme est le SU* :

« 3. *la politique de 'soutenir les mesures anticapitalistes et rejeter les réactionnaires' est du menchévisme pur, puisqu'il inculque aux travailleurs la conception traître que ce gouvernement n'est pas contre- révolutionnaire, bourgeois et impérialiste, mais un gouvernement hybride qui à certains moments peut être bourgeois et à d'autres anticapitaliste.*

*4. Notre devoir est, au contraire, de dénoncer toujours les gouvernements bourgeois, et de ne soutenir jamais une de ses mesures, pour progressiste qu'elle puisse paraître, parce qu'une telle chose, en plus de servir à tromper les masses, donnerait au gouvernement des armes politiques pour appliquer l'ensemble de sa politique contre-révolutionnaire, dont les 'mesures progressistes' sont une partie indissociable. »*

C'est-à-dire, l'axe proposé par Pedro Fuentes est catégoriquement rejeté par Moreno, qui considérait que c'était une **politique traître**. Le raisonnement de Moreno est que les opportunistes « se limitent à » soutenir les mesures progressistes de ce type de gouvernement et qu'ils appellent à leur approfondissement, mais qu'ils refusent de dénoncer ce gouvernement. C'est pourquoi, dans le texte cité de Pedro Fuentes, il n'y a jamais une dénonciation contre Chavez, ni contre son projet pour dévier la révolution. Il y a, au contraire, le « pari » à que ce gouvernement « aille au-delà ».

### **La reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale se fera seulement avec un combat acharné contre la capitulation à ce type de gouvernements**

La reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale se trouve dans un moment plus favorable, par la situation objective de la lutte de classes et par la chute du stalinisme. Toutefois, ceci ne signifie pas un chemin facile et ouvert pour la reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale, ce qui signifie, en premier lieu, la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays.

Mais il y a une condition vitale pour que cela aie lieu. Les partis révolutionnaires peuvent seulement se construire vraiment, s'ils se positionnent comme alternative pour diriger la classe ouvrière en lutte pour la dictature du prolétariat, dans un combat permanent contre tous les gouvernements bourgeois et toutes les directions bureaucratiques.

Comme nous le voyons, la polémique sur le Venezuela reprend de vieilles discussions à l'intérieur de la IV<sup>ème</sup> Internationale et du mouvement trotskyste. En 1952, la direction pabliste recommandait au POR bolivien l'appui au gouvernement bourgeois, ce qui le transformerait, dans les faits, en un « conseiller critique » du MNR de Paz Estensoro. En 1979, le SU de Mandel proposait de « conseiller » au FSLN qu'il « avance vers le socialisme » et, cohérent avec cette posi-

tion, il interdisait toute tentative de construire des partis trotskystes au Nicaragua.

La construction d'un parti révolutionnaire, trotskyste, au Venezuela est aujourd'hui la question décisive. Ce n'est pas par hasard que ce point fondamental est, encore une fois, la **ligne de partage des eaux**.. D'un côté, il y a ceux qui affirment qu'il faut soutenir le gouvernement de Chavez. C'est pourquoi, ils s'engagent à faire partie du parti chaviste, le PSUV, en croyant qu'ils peuvent faire pression sur lui pour qu'il « avance vers le socialisme ». De l'autre côté, il y a ceux, comme nous, qui affirment qu'il faut construire un parti ouvrier, révolutionnaire et socialiste dans ce pays, dans le cadre de la reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale.

---

## Table des matières

<b>Venezuela : Chavez dirigera-t-il la révolution socialiste ?</b> .....	<b>4</b>
<i>Chavez et le « socialisme du 21ème siècle »</i> .....	4
<i>Est-il possible que Chavez dirige la révolution socialiste ?</i> .....	12
<i>Le Venezuela est toujours une semi-colonie</i> .....	18
<i>Qu'est-ce que le gouvernement de Chavez ?</i> .....	28
<b>Italie : La naissance du Parti d'Alternative Communiste (PdAC) dans le panorama de la gauche italienne : des années 90 à nos jours</b> .....	<b>47</b>
<b>Europe :</b> .....	<b>73</b>
<i>Les raisons du boom de l'immigration</i> .....	73
<i>Manifeste international des sans-papiers Premier mai : mobilisation internationale pour la régularisation</i> .....	82
<i>Le problème de la féminisation de l'immigration</i> .....	85
<b>Reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale :</b> .....	<b>90</b>
<i>La politique pour le Venezuela est une ligne de partage des eaux</i> .....	90